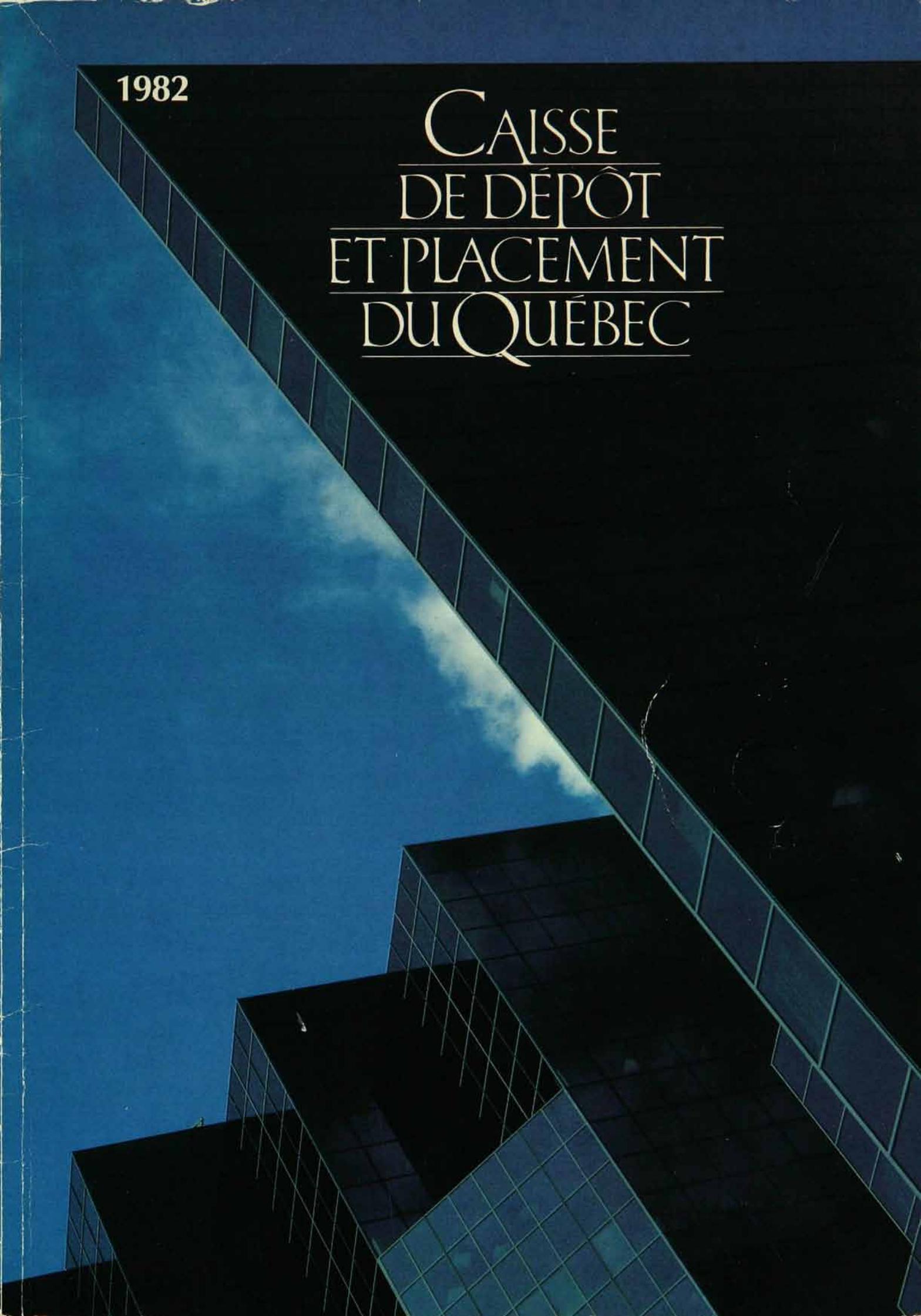


1982

CAISSE
DE DÉPÔT
ET PLACEMENT
DU QUÉBEC



CAISSE
DE DÉPÔT
ET PLACEMENT
DU QUÉBEC

Dix-septième rapport de gestion 1982

	Page
Points saillants de l'année	3
Conseil d'administration	4
Rapport du conseil d'administration	5
Changements au sein du conseil	
Événements particuliers	
Diffusion de l'information	
Présence à certains conseils d'administration	
Politique salariale	
Nominations de cadres supérieurs	
Contexte économique	8
Économie américaine	
Économie canadienne	
Économie québécoise	
Rapport du directeur général	11
• Déposants	12
Liste des déposants	
Politique de placement	
Processus d'investissement	
Performance obtenue sur les fonds	
Répartition de l'actif	
• Valeurs à revenu variable	17
Placements — actions	
Marché boursier canadien	
Stratégie et performance en 1982	
Placements — participations	
Placements — moyennes entreprises	
Investissements immobiliers	
• Valeurs à revenu fixe	21
Placements — obligations	
Gestion de l'encaisse et des valeurs à court terme	
Placements — hypothèques	
• Fonds en gestion	24
Fonds général	
Fonds spécialisés	
Fonds particulier	
• Administration	27
Personnel de direction	28
États financiers	29
Statistiques financières	49

Points saillants de l'année (en millions de dollars)

	1982	1981
Biens sous gestion		
Total à la valeur inscrite	16 240,2	13 914,8
Excédent de la valeur inscrite des placements sur leur valeur de réalisation	(130,7)	(2 467,2)
Total à la valeur de réalisation	16 109,5	11 447,6
Composition des biens sous gestion		
Placements		
Obligations	<u>10 309,0</u>	7 259,7
Financements hypothécaires	1 029,8	913,7
Total — titres à revenu fixe	11 338,8	8 173,4
Actions et valeurs convertibles	3 075,8	2 447,8
Investissements immobiliers	190,1	57,9
Total — titres à revenu variable	3 265,9	2 505,7
Dépôts et valeurs à court terme	1 170,4	493,0
Total des placements	<u>15 775,1</u>	11 172,1
Autres éléments d'actif	334,4	275,5
Total à la valeur de réalisation	16 109,5	11 447,6
Avoir des déposants		
Régie des rentes du Québec	8 621,0	6 393,2
Commission administrative du régime de retraite	2 807,7	1 884,3
Régie de l'assurance automobile	1 684,2	1 014,3
Commission de la santé et de la sécurité du travail	1 636,0	1 118,1
Office de la construction du Québec	1 210,1	928,2
Autres déposants	74,6	75,4
Total — avoir des déposants	16 033,6	11 413,5
Éléments de passif	75,9	34,1
Total à la valeur de réalisation	16 109,5	11 447,6
Revenu attribué aux détenteurs de dépôts à participation	1 531,4	1 273,8
Contributions nettes	641,2	732,3
Taux de rendement effectif sur l'ensemble de l'avoir des déposants	34,5%	(2,6%)
Autres statistiques		
Frais d'administration (en millions)	11,1	9,5
Actif par employé (en millions)	96,1	90,4
Nombre de déposants	14	14
Nombre d'employés	169	154



Dans l'ordre habituel, MM. Gaston Pelletier, Fernand Paré, Louis Laberge, le juge Richard Beaulieu, Claude Legault, Jean Campeau, Marcel Camu, secrétaire, André Marier, Pierre Péladeau, Raymond Blais et Robert Normand.

Jean Campeau

Président du conseil
Directeur général
Caisse de dépôt et placement du Québec

Claude Legault

Vice-président du conseil
Président
Régie des rentes du Québec

Le juge Richard Beaulieu*

Président
Commission municipale du Québec

Raymond Blais

Président
La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec

Louis Laberge

Président
Fédération des travailleurs du Québec

André Marier

Président
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires

Robert Normand*

Sous-ministre des Finances
Gouvernement du Québec

Fernand Paré

Président-directeur général
La Solidarité,
Compagnie d'assurance sur la vie

Pierre Péladeau

Président
Quebecor Inc.

Gaston Pelletier

Président
Société de Fiducie Lombard Odier

*** Membre adjoint**

Au 31 décembre 1982, deux postes étaient vacants au sein du conseil d'administration.

Rapport du conseil d'administration

Le conseil a accueilli avec satisfaction les résultats de gestion de 1982 qui représentent la meilleure performance annuelle enregistrée par la Caisse de dépôt depuis sa création. En raison de la forte proportion de titres à revenu fixe dans ses portefeuilles — principalement les obligations — le rendement de la Caisse de dépôt est directement relié aux variations des taux d'intérêt. En matière de performance, les variations à court terme de ces taux peuvent conduire à des sommets comme en 1982 ou à des creux comme en 1981. Le conseil rappelle donc que c'est sur la durée d'un cycle économique et financier complet qu'on doit mesurer la performance des fonds des déposants et que, si efficace que puisse être la gestion quotidienne, c'est en fait la répartition ponctuelle des éléments d'actif à long terme qui constitue le facteur déterminant d'une performance.

Changements au sein du conseil

Au cours de l'exercice, les changements suivants sont survenus au sein du conseil d'administration: à l'expiration du mandat de monsieur Alfred Rouleau, monsieur Raymond Blais, président et chef de la direction de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, a été désigné comme son remplaçant; le nouveau sous-ministre des Finances, monsieur Robert Normand, a succédé à son prédécesseur, monsieur Michel Caron; enfin, à la suite de son changement d'affectation à Hydro-Québec, monsieur Georges Lafond sera remplacé par un autre représentant de cet organisme.

Le conseil tient à exprimer sa profonde reconnaissance à messieurs Michel Caron, Georges Lafond et Alfred Rouleau pour leur précieuse contribution au progrès de la Caisse de dépôt.

Une année bien remplie

Le conseil a connu une activité intense pendant l'année, tenant onze réunions régulières dont l'ordre du jour était particulièrement chargé. Ainsi que l'illustre la section du rapport portant sur le contexte économique, c'est dans des conditions difficiles pour tous — les citoyens, les entreprises, les institutions financières et les gouvernements — et face à des marchés fort changeants que la Caisse de dépôt a dû définir sa politique et ses stratégies et effectuer ses choix de placements.

Le conseil a discuté et approuvé le programme de placement de l'année, le budget de fonctionnement, le rapport de gestion et les états financiers. Il a aussi été saisi de nombreuses propositions d'investissement recommandées par la direction. Il a étudié et adopté diverses modifications aux règlements de la Caisse de dépôt et s'est notamment penché sur le mode de gestion des fonds de certains déposants. À ces derniers, il a proposé que leur avoir respectif soit dorénavant géré par l'intermédiaire d'un fonds particulier exclusif plutôt que dans des fonds communs. C'est ainsi qu'il a autorisé la création des fonds particuliers suivants et leur attribution pour les opérations débutant le 1^{er} janvier 1983:

Fonds particulier 301, à l'usage du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — niveau syndical — administré par la Commission administrative du régime de retraite (CARR);

Fonds particulier 302, à l'usage du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — niveau non syndical — administré par la CARR;

Fonds particulier 303, à l'usage des Régimes particuliers administrés par la CARR;

Fonds particulier 304, à l'usage du Régime général de retraite des maires et conseillers des municipalités du Québec, administré par la CARR;

Fonds particulier 311, à l'usage du Régime supplémentaire de rentes des employés de l'industrie de la construction du Québec — participants actifs — administré par l'Office de la construction du Québec (OCQ);

Fonds particulier 312, à l'usage du Régime supplémentaire de rentes des employés de l'industrie de la construction du Québec — participants retraités — administré par l'OCQ;

Fonds particulier 313, à l'usage du Régime supplémentaire de rentes des employés de l'industrie de la construction du Québec — contributions complémentaires — administré par l'OCQ;

Fonds particulier 320, à l'usage du Régime supplémentaire de rentes de l'Université du Québec.

Quant au seul fonds particulier déjà existant, soit celui à l'usage de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, il sera désormais identifié comme **Fonds particulier 330**.

Événements particuliers

Le conseil a également été saisi d'événements extérieurs susceptibles d'affecter la gestion et la politique de placement de la Caisse de dépôt.

Le conseil a été vivement préoccupé par le projet de loi fédéral S-31 visant par divers moyens à limiter la participation de certains investisseurs, dont la Caisse de dépôt, au capital-actions de nombreuses entreprises. Le conseil est fermement d'avis que ce projet de loi ou tout autre projet de loi de même nature ne peut qu'être essentiellement contraire aux intérêts financiers légitimes des millions de Québécois dont la Caisse de dépôt gère les fonds.

Dans le cadre d'une gestion dynamique et prudente, la Caisse de dépôt, dépositaire de cette épargne collective des citoyens, se doit d'investir d'une façon significative dans tous les secteurs d'activité et entreprises qu'elle juge rentables et sécuritaires. Comme actionnaire et au même titre que les autres, elle se doit de défendre les intérêts de l'entreprise et les siens propres. La limite de 10% proposée par le projet de loi S-31 est nettement injustifiable. Elle est préjudiciable aux intérêts de la Caisse de dépôt, lesquels reposent sur un juste équilibre quant au libre choix des placements, au rendement, à la sécurité et à la diversité. De plus, la limitation du droit de vote afférent aux actions de certaines entreprises, telle que proposée par le même projet de loi, constitue une brèche sérieuse au principe de l'égalité des actionnaires. À toutes fins utiles, cette limitation interdirait à la Caisse de dépôt de veiller, comme tout investisseur consciencieux, à la protection et à la rentabilité de ses propres placements.

Diffusion de l'information

Depuis plusieurs années déjà, en conformité des exigences de sa loi, la Caisse de dépôt fournit dans son rapport annuel de gestion les renseignements essentiels sur ses opérations, entre autres les états financiers vérifiés de chacun de ses fonds, la répartition de leurs portefeuilles entre les différents types de placements, le rendement sur les diverses catégories de dépôts, les principales acquisitions de nouvelles obligations d'émetteurs du secteur public québécois ainsi que le relevé des investissements immobiliers.

En raison de l'importance toujours croissante de ses opérations sur les marchés boursiers et financiers, la Caisse de dépôt estime qu'il lui faut maintenant assurer une diffusion encore plus poussée de l'information relative à ses activités. C'est ainsi qu'elle a décidé au cours de l'exercice de déposer auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec de même qu'auprès des autres organismes de réglementation canadiens et américains les déclarations d'initié requises par les lois en vigueur, tout en n'y étant pas tenue sur le plan juridique.

De plus, la Caisse de dépôt a adopté une politique générale d'information relative à ses investissements dans les entreprises. Elle divulguera une fois l'an, lors de la publication de son rapport annuel, la liste des entreprises cotées en bourse dont elle possède des titres en fin d'exercice (**tableau 35**). Pour chacune de ces entreprises, il sera fait état du nombre d'actions, de leur valeur au marché ainsi que de celle des titres convertibles et obligations détenus. Quant aux sociétés privées, sociétés ayant peu d'actionnaires, ces informations seront publiées dans tous les cas où la Caisse de dépôt obtiendra l'accord pertinent. Elle publiera aussi la liste des financements hypothécaires d'un montant appréciable. Elle devra toutefois s'abstenir de divulguer une information susceptible de nuire à ses opérations, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité; elle s'abstiendra également de révéler une information relative à un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours ou pouvant causer un préjudice à une entreprise.

Présence à certains conseils d'administration

Le conseil est toujours d'avis que ce n'est pas le rôle de la Caisse de dépôt de gérer des entreprises. Il estime cependant qu'elle ne peut pour autant abdiquer ses responsabilités à l'endroit de ses déposants et de ses co-actionnaires en ne se préoccupant pas des investissements qu'elle a effectués. Surtout lorsque l'investissement est de taille, elle doit certes faire face à ses responsabilités et veiller aux intérêts de l'entreprise et de l'ensemble de ses actionnaires. Dans cette optique, il va de soi que la Caisse de dépôt désire être considérée par les entreprises de la même façon que tout autre actionnaire d'égale importance et notamment être consultée quant au choix de certains administrateurs ou invitée à proposer des candidats. Dans ce dernier cas, elle recherche dans tous les milieux, particulièrement ceux d'affaires ou professionnels, les personnes les plus aptes à contribuer au progrès de l'entreprise. À l'occasion et pour des raisons pertinentes à l'entreprise ou appropriées à la nature de l'investissement, elle peut proposer un membre de son personnel.

Politique salariale

En matière de rémunération, compte tenu du contexte économique particulièrement difficile, le conseil a adopté une politique d'accroissement total modéré des traitements, sensiblement en harmonie avec celles des entreprises privées et des pouvoirs publics. Il remercie le personnel de sa compréhension à cet égard et de sa collaboration aux efforts de redressement économique imposés à la société. Le conseil est d'autant plus fier de l'attitude du personnel que celui-ci constitue une équipe dynamique et efficace dont les membres peuvent à juste titre se considérer au rang des plus compétents dans leur domaine.

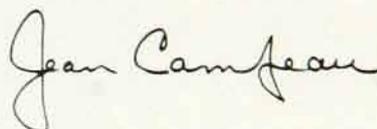
Nominations de cadres supérieurs

Sur la recommandation du directeur général, le conseil a approuvé les nominations suivantes: monsieur Jacques Dumont, directeur général adjoint, planification et relations avec les déposants; monsieur Carmand Normand, directeur général adjoint, valeurs à revenu variable; monsieur Michel Bastien, directeur des placements - actions; monsieur Denis Giroux, directeur des placements - participations; et monsieur Gaston Meilleur, directeur des placements - moyennes entreprises.

Rapport du directeur général

Dans les pages qui suivent, après l'exposé sur le contexte économique, apparaît le rapport du directeur général, lequel rend compte de l'administration de la Caisse de dépôt dans les différents domaines de son activité.

Pour le conseil d'administration,
Le président,



Jean Campeau
Montréal, le 21 février 1983

Contexte économique

Au Québec comme ailleurs, 1982 fut caractérisé par un ralentissement majeur de l'activité économique, lequel s'était en fait manifesté dès le second semestre de l'année précédente. À la fin de l'année, les signes du rétablissement de la croissance étaient encore peu nombreux. Cette situation résulte dans une large mesure de la médiocre performance économique de l'ensemble des pays industrialisés, en particulier des États-Unis, le principal destinataire de nos exportations.

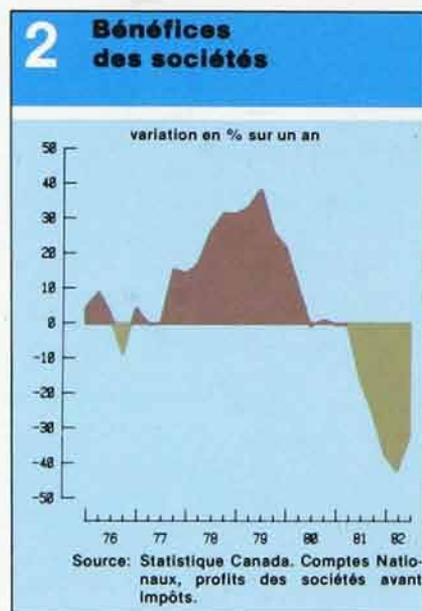
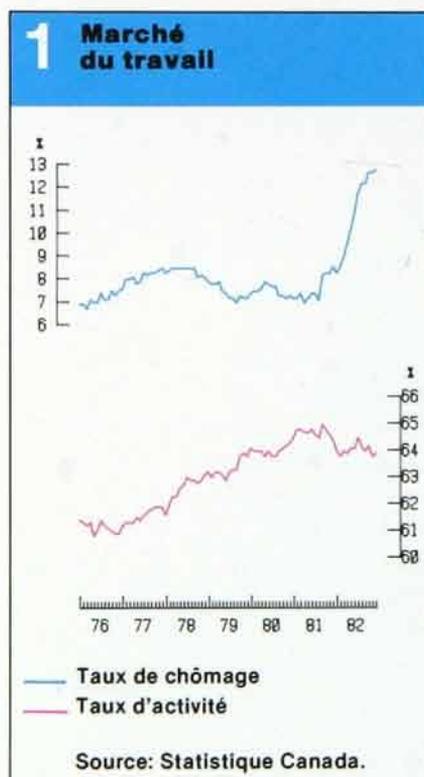
Économie américaine

Les États-Unis ont connu une forte baisse d'activité au quatrième trimestre de 1981 et au premier trimestre de 1982. La croissance du produit national brut réel dans les neuf mois suivants fut par ailleurs si minime qu'elle peut difficilement être qualifiée de reprise. Ce sont là les conséquences directes de la politique très monétariste pratiquée par la banque centrale américaine depuis la fin de 1979. De toute évidence, les agents économiques n'ont pu s'adapter aux taux d'intérêt élevés entraînés par cette politique. Le consommateur a dû se retrancher, incapable de supporter le coût du financement d'achats à crédit et le poids écrasant des frais hypothécaires. Les entreprises, après avoir liquidé des stocks trop coûteux à financer et procédé à de nombreuses mises à pied, comme en témoigne le taux de chômage supérieur à 10%, ont continué de tourner au ralenti et remis à plus tard plusieurs projets d'investissement.

La démarche de l'Administration américaine, qui visait à relancer la croissance par une politique de taxation réduite, est donc généralement considérée comme un échec. La baisse de l'impôt personnel aura tout au plus permis au consommateur de mieux résister à la crise et les taux d'amortissement accéléré accordés aux entreprises n'auront pas produit la relance escomptée de l'investissement. Ce repli de l'activité a cependant permis de réprimer les très vives tensions inflationnistes existant depuis 1978 puisque le taux d'inflation, qui avait atteint un niveau supérieur à 14% au début de 1980, a régressé graduellement puis est tombé de moitié entre le début et la fin de 1982, pour se fixer à 5%. Ce progrès dans la lutte à l'inflation a entraîné la chute des taux d'intérêt à partir du mois d'août et, malgré de légers soubresauts durant l'automne, la tendance en fin d'année demeurait à la baisse.

Économie canadienne

Sous l'effet de la persistance de taux d'intérêt élevés, la récession amorcée dans la deuxième partie de 1981 s'est aggravée au début de 1982. Cela s'est traduit par une hausse dramatique du taux de chômage qui s'établissait à près de 13% à la fin de l'année (**graphique 1**) en dépit de la baisse de la population active, un phénomène inconnu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les consommateurs ont donc battu en retraite et, pour la première fois depuis les années 40, la consommation en volume a diminué (-2%). Par ailleurs, les achats de propriétés domiciliaires reculaient de près de 30%. L'affaissement du prix des matières premières et la faible utilisation des capacités de production ont en outre provoqué une chute sans précédent des bénéfices des sociétés (**graphique 2**), qui ont répondu en coupant leurs investissements et en liquidant leurs stocks à un rythme accéléré.



Au total, le produit national brut réel a baissé de près de 5%. Cette conjoncture difficile a toutefois permis aux pressions inflationnistes de s'atténuer tout au long de l'année de sorte que la hausse des prix telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation glissait sous les 10% à la fin de l'année. Parallèlement, à en juger par les nouvelles conventions collectives, les hausses salariales ont fortement ralenti, passant de 13% à moins de 9% en un an.

En dépit de cette conjoncture, les politiques économiques ont conservé leur orientation restrictive, la lutte à l'inflation demeurant prioritaire pour les autorités fédérales. Au plan fiscal, on a permis, il est vrai, aux stabilisateurs automatiques de jouer leur rôle, mais on a par contre tenté de freiner l'accroissement du déficit en augmentant une série de taxes indirectes. Ces mesures ont eu pour effet de retarder la diminution du taux d'inflation, faisant en conséquence échec à l'objectif prioritaire du gouvernement. Au plan monétaire, la Banque du Canada, toujours fidèle à sa politique de défense du dollar et voulant appuyer par ricochet la lutte à l'inflation, a pratiqué une politique de taux d'intérêt élevés pendant la majeure partie de l'année. Les taux d'intérêt ont donc suivi de près les taux américains, la baisse au deuxième semestre n'étant rendue possible que par un mouvement similaire aux États-Unis.

Économie québécoise

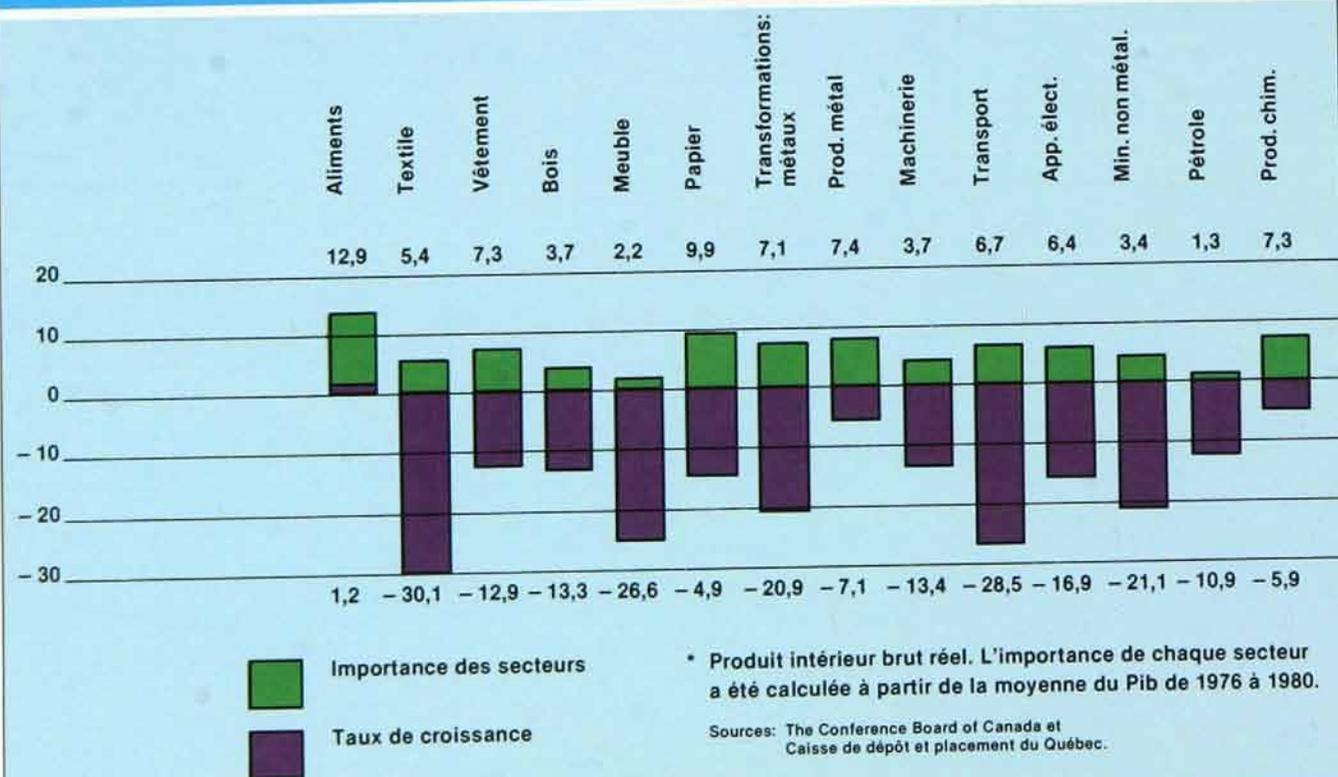
L'impact de l'environnement nord-américain sur l'économie québécoise se reflète dans l'ensemble des données disponibles. En cours d'année, le taux de chômage a progressé de plus de 5 points, franchissant la barre de 15% malgré la baisse de la population active. Les salaires et traitements ont enregistré une hausse nettement inférieure à l'inflation, soit seulement 4%, et les ventes au détail ont à peine progressé. De plus, les mises en chantier dans le secteur domiciliaire ont chuté de 18%. Le passif des faillites commerciales a été très élevé, atteignant 548 millions de dollars pour les huit premiers mois de 1982, comparativement à 455 millions pour toute l'année précédente.

Tous les secteurs d'activité ont souffert de cet état conjoncturel. Les industries productrices de biens, dont l'amplitude du mouvement cyclique est habituellement plus marquée, ont été plus durement touchées par la crise. La baisse dans les services est elle-même exceptionnelle et confirme l'importance de la récession. La sévérité du repli de l'économie québécoise en 1982 se mesure également par l'étendue des pertes dans l'industrie manufacturière. Les entreprises de fabrication qui, sans tenir compte des effets indirects, représentent le quart de notre activité économique, ont vu leur production réduite de 12% en 1982, après une croissance nulle en 1981. Le **graphique 3** montre que les dommages se sont fait sentir à tous les niveaux, tant dans les secteurs plus modernes que dans les secteurs «mous» ou traditionnels. Signalons plus particulièrement les secteurs du textile, du meuble, de la fabrication métallique primaire, du transport et des produits minéraux non métalliques, qui ont tous chuté de plus de 20%.

Face à cette contraction marquée de la production, les entreprises furent contraintes d'ajuster brutalement leurs dépenses d'investissement et leur niveau d'emploi. À l'exception du secteur des finances, de l'assurance et de l'immeuble, l'emploi a fléchi dans toutes les sphères d'activité. Le secteur de la fabrication a été directement responsable de plus de la moitié des pertes d'emplois. Les deux autres secteurs les plus touchés furent ceux du commerce et de la construction, qui ont connu une diminution de main-d'œuvre de près de 20 000. En cours d'année, les dépenses d'investissement projetées, qui avaient été évaluées à 19,9 milliards de dollars, ont été réduites de 1,1 milliard, de sorte que sans tenir compte de l'inflation, la croissance fut nulle en 1982. Encore là, l'industrie manufacturière a représenté près de 50% de la baisse alors qu'elle ne compte que pour 20% de l'investissement total. Deux secteurs fortement dépendants des marchés extérieurs, les pâtes et papier et les métaux primaires, reflètent la majeure partie de cette révision puisqu'ils ont réduit respectivement de 30 et 15% leurs projets d'investissement.

L'année 1983 s'annonce difficile, à tout le moins le premier semestre. La situation devrait cependant commencer à s'améliorer dans la seconde moitié de l'année quand sera enclenchée la reprise aux États-Unis. Une croissance plus soutenue devrait se manifester en 1984.

3 Structure de l'industrie manufacturière québécoise et croissance par secteur en 1982*

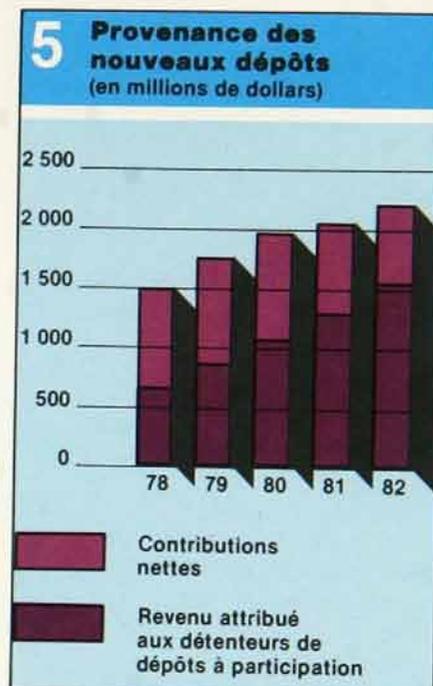


Rapport du directeur général

Au cours de l'exercice, les dirigeants de la Caisse de dépôt et placement du Québec ont pu de nouveau se rendre compte que la force d'une entreprise réside en premier lieu dans la qualité et l'efficacité de ses ressources humaines. Ceci est particulièrement vrai pour un organisme comme la Caisse de dépôt dont le rôle est de porter un jugement pratique continu sur l'ensemble des composantes et des comportements des marchés financiers. Les résultats obtenus malgré les restrictions imposées par le climat économique justifient au plus haut point ce témoignage que nous voulons être un hommage au dévouement de nos employés dans l'accomplissement de leurs fonctions.

La Caisse de dépôt a donc su maintenir la ligne de conduite et le rythme d'activité fixés pour les années 80. Pour la deuxième année consécutive, la progression des biens sous sa gestion a excédé les deux milliards de dollars, leur total atteignant 16,2 milliards au 31 décembre, soit une augmentation de 2,3 milliards par rapport à l'exercice précédent, tel qu'il se dégage du **tableau 4**.

En dépit de contributions nettes des déposants inférieures de 91 millions de dollars par rapport à celles de l'année précédente, le revenu attribué aux détenteurs de dépôts à participation a atteint le niveau sans précédent de 1,5 milliard, soit 258 millions de plus que durant l'exercice antérieur (**graphique 5**). Cette croissance remarquable s'est de plus accompagnée d'un relèvement spectaculaire de la valeur de réalisation de l'ensemble des placements, résultat de l'amélioration des conditions sur les marchés financiers et boursiers, plus particulièrement au cours du dernier trimestre. Compte tenu de l'importante proportion de près de 66% en titres obligataires dans l'ensemble des biens sous gestion de la Caisse de dépôt, l'écart entre la valeur inscrite et la valeur de réalisation de ces biens, qui était de 2,5 milliards en 1981, s'est amenuisé à 131 millions.

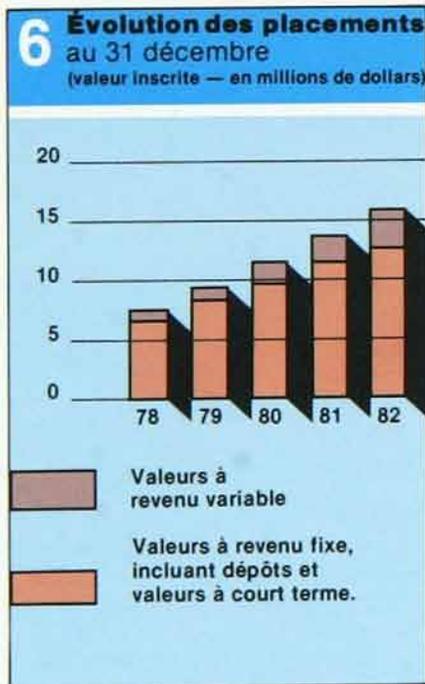


4 Sommaire des biens sous gestion au 31 décembre 1982 (en millions de dollars)

	Fonds général ¹	Fonds spécialisés	Fonds particulier	Portefeuilles à gestion distincte	Total valeur inscrite	Variation nette en 1982	Total valeur de réalisation
Placements							
Obligations	7 814,3	1 782,2	975,9	132,1	10 704,5	1 034,8	10 309,0
Actions et valeurs convertibles	1 384,1	1 121,4	253,0	1,1	2 759,6	442,9	3 075,8
Financements hypothécaires	404,1	617,7	58,3	5,4	1 085,5	(19,1)	1 029,8
Investissements immobiliers	187,4	0,2	—	—	187,6	132,3	190,1
Valeurs à court terme	1 168,6	—	—	—	1 168,6	675,6	1 170,4
Dépôts au fonds général	(376,8)	226,9	149,9	—	—	—	—
Total des placements	10 581,7	3 748,4	1 437,1	138,6	15 905,8	2 266,5	15 775,1
Autres éléments d'actif	232,6	69,6	29,2	3,0	334,4	58,9	334,4
Total 1982	10 814,3	3 818,0	1 466,3	141,6	16 240,2	2 325,4	16 109,5
Total 1981	9 442,5	3 092,8	1 222,1	157,4	13 914,8	2 167,3	11 447,6
Variation nette en 1982	1 371,8	725,2	244,2	(15,8)	2 325,4		4 661,9

¹ Aux fins de ce tableau, l'actif du fonds général a été réduit du montant des dépôts à vue des fonds spécialisés et du fonds particulier ainsi que des intérêts courus sur ceux-ci. L'actif des filiales immobilières est consolidé au fonds général.

Le **tableau 20** à la section Statistiques financières indique les augmentations nettes suivantes aux diverses catégories de placements en 1982: 1,03 milliard de dollars en obligations, 443 millions en actions et valeurs convertibles, 132 millions au chapitre des investissements immobiliers et 676 millions au poste «Valeurs à court terme». Quant aux financements hypothécaires, leur encours a cependant diminué de 19 millions. Au total, l'accroissement des valeurs à revenu variable, c'est-à-dire sous forme de titres de propriété d'entreprises et d'investissements immobiliers, a atteint 575 millions, soit 25,4% de l'accroissement net de 2,3 milliards. Le **graphique 6** met en évidence l'évolution de ces valeurs dans l'ensemble des placements depuis 1978.



De tels résultats illustrent bien la volonté exprimée dans les deux précédents rapports de gestion de relever la proportion des valeurs à revenu variable dans l'ensemble des placements. C'est d'ailleurs dans cette optique que les tableaux pertinents aux relevés de placements des fonds (**tableaux 20 à 23**) ainsi que les statistiques financières des dix dernières années (**tableaux 39 et 40**) ont été conçus pour le présent rapport.

Déposants

Rappelons que la Caisse de dépôt a été créée en 1965 parallèlement au régime universel de rentes administré par la Régie des rentes du Québec. Au départ, la Régie en était l'unique déposant. Par la suite, soit de 1968 à 1978, tel que l'établit la liste ci-contre, l'habilitation de la Caisse de dépôt à gérer d'autres patrimoines tels des régimes supplémentaires de rentes d'organismes du domaine public et des régimes d'assurance a contribué à l'augmentation constante et rapide de l'actif sous sa gestion qui, en fait, a doublé tous les cinq ans. En fin d'exercice, comme l'indique le **graphique 7**, la part de la Régie des rentes se situait à 53,8% de l'avoir total des déposants; celles des régimes supplémentaires de rentes et des régimes d'assurance en représentaient 25,1% et 21,1%, respectivement.

La progression de l'actif de la Caisse de dépôt demeure, pour une partie, tributaire des contributions nettes de ses déposants. Toutefois, au cours de 1982, ces contributions se sont situées à leur plus bas niveau depuis 1977, soit 641 millions de dollars. Entre autres, la Régie des rentes accuse la baisse la plus substantielle, soit 131 millions. Ainsi que l'indique le **graphique 8**, la part relative de cet organisme dans l'ensemble des contributions nettes n'a été que de 0,2% au cours de l'exercice en regard de 18,1% en 1981 et de plus de 20% pour chacune des années de 1978 à 1980.

7 Ventilation de l'avoir total des déposants au 31 décembre (en pourcentage)

	1982	1981	1980	1979
Régie des rentes du Québec	53,8	56,0	58,7	62,4
Commission administrative du régime de retraite	17,5	16,5	15,3	13,3
Régie de l'assurance automobile du Québec	10,5	8,9	7,6	5,8
Commission de la santé et de la sécurité du travail	10,2	9,8	9,6	9,2
Office de la construction du Québec et autres déposants	8,0	8,8	8,8	9,3

Au **tableau 34** de la section Statistiques financières, on trouvera le détail de l'avoir des déposants, exprimé à la valeur de réalisation.

Liste des déposants

au 31 décembre 1982

	Dépôt initial
Au fonds général	
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	1978
Fonds d'indemnisation automobile du Québec	1978
Régie de l'assurance automobile du Québec	1978
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	1969
Régie des assurances agricoles du Québec	
Assurance-récolte du Québec	1968
Régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles	1977
Régie des marchés agricoles du Québec	1967
Régie des rentes du Québec	1966
Aux fonds spécialisés	
Office de la construction du Québec en qualité d'administrateur du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec ¹	1970
Commission administrative du régime de retraite ¹	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1973
Régime général de retraite des maires et des conseillers des municipalités du Québec	1975
Régimes particuliers	1977
Régime supplémentaire de rentes de l'Université du Québec	1971
Au fonds particulier	
Commission de la santé et de la sécurité du travail ^{1, 2}	1977

¹ La Caisse de dépôt administre également un portefeuille à gestion distincte pour cet organisme.

² Antérieurement à la création des fonds particuliers en 1977, la Commission de la santé et de la sécurité du travail déposait au fonds général.

8 Contributions nettes des déposants (en pourcentage)

	1982	1981	1980	1979	1978
Commission administrative du régime de retraite	48,4	40,3	29,1	25,8	21,0
Régie de l'assurance automobile du Québec	36,3	26,3	27,1	27,0	30,3
Commission de la santé et de la sécurité du travail	13,8	10,1	17,8	17,4	15,3
Régie des rentes du Québec	0,2	18,1	24,1	21,0	24,5
Office de la construction du Québec et autres déposants	1,3	5,2	1,9	8,8	8,9

Au tableau 38 de la section Statistiques financières, on trouvera le détail des contributions nettes des déposants — dépôts moins retraites.

Politique de placement

La politique de placement de la Caisse de dépôt repose sur deux éléments principaux. D'une part, elle est essentiellement liée à des critères de sécurité et de rendement et, d'autre part, elle est orientée vers le soutien au développement économique du Québec. Pour la Caisse de dépôt, ces paramètres sont absolument compatibles.

Par ailleurs, il va de soi que la politique de placement doit tenir compte des objectifs et des besoins particuliers de tous et chacun des déposants. On ne peut par exemple sous-estimer le fait que le passif de la plupart d'entre eux est, en tout ou en partie, directement ou indirectement indexé au coût de la vie. Toutefois, nonobstant leurs différences relatives, les divers objectifs présentent des points communs importants qui permettent à la Caisse de dépôt de développer une politique générale de placement servant de base à la politique particulière de chacun des fonds.

La politique générale doit tenir compte du nécessaire appariement entre l'actif et le passif et, en conséquence, être conçue de façon qu'à long terme les effets de l'inflation ne créent de déséquilibre entre l'avoir des déposants et leurs engagements. Dans cette optique, à des fins de protection contre l'inflation, la politique de placement vise donc à moyen terme à accroître l'importance relative des valeurs à revenu variable dans l'ensemble de l'actif.

Il y a de plus consensus en ce qui a trait au besoin de diversification des placements. En outre, on peut tabler sur l'expérience en gestion et sur les analyses économiques et financières continues pour identifier aussi bien les risques que les secteurs, les catégories et les véhicules de placement offrant, à court ou à long terme, le meilleur rendement. Les investissements effectués selon de telles normes ne peuvent que

favoriser l'essor économique du milieu; ils ne laissent aucune place au soutien délibéré d'activités à faible rentabilité.

Processus d'investissement

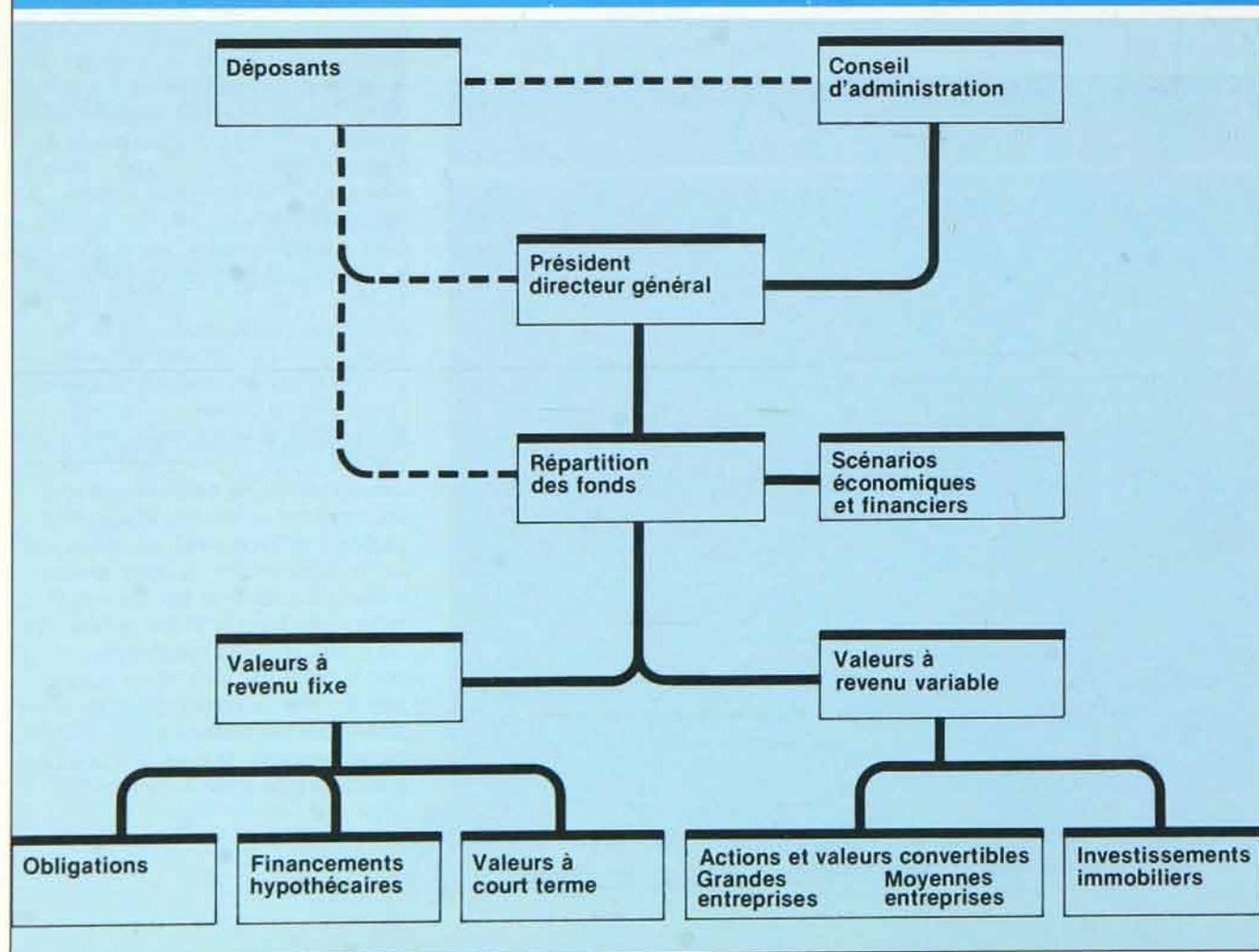
Les principes à la base de la politique de placement de la Caisse de dépôt étant établis, il est pertinent d'en démontrer l'application. Cette politique s'élabore au niveau du conseil d'administration où les besoins des déposants sont nécessairement pris en considération. C'est sous l'autorité du président directeur général que se fait l'harmonisation avec la stratégie de placement soumise par les départements responsables.

Plus spécifiquement, à partir de divers scénarios économiques et financiers ainsi que des prévisions de rendement sur les différents marchés, une répartition des fonds est effectuée entre les placements à revenu variable et ceux à revenu fixe et le

programme global d'investissement est approuvé par le conseil d'administration. Par la suite, la stratégie sectorielle permet l'affectation des sommes selon les marchés jugés les plus favorables. On retrouve finalement au niveau des opérations l'application des stratégies retenues.

Le processus d'investissement détaillé au **tableau 9** illustre justement la structure d'ensemble mise en place par la Caisse de dépôt depuis le début des années 80 en fonction des objectifs décrits dans les paragraphes qui précèdent.

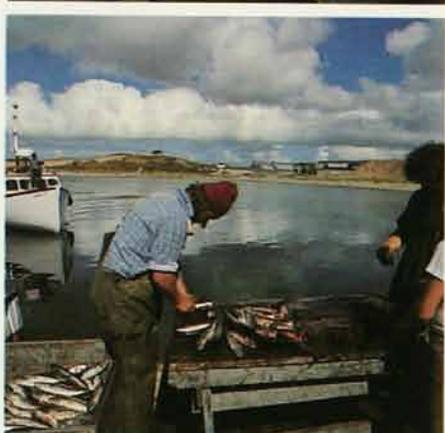
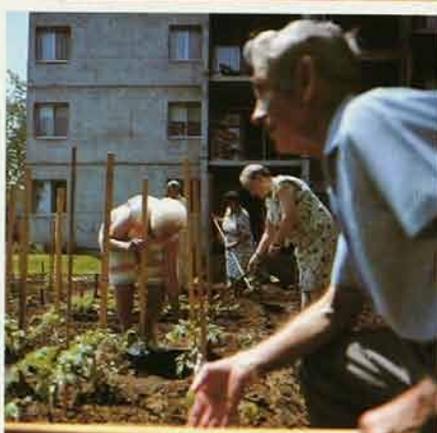
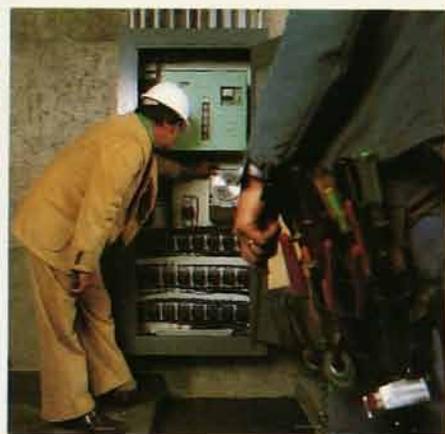
9 Processus d'investissement



La Caisse de dépôt est d'abord un gestionnaire de fonds. Son rôle est donc de maximiser le rendement des sommes que lui confient ses déposants et de protéger leur capital par le choix de placements qui en préservent le pouvoir d'achat.

En fait, avec l'argent des déposants, la Caisse de dépôt fait de l'argent. Parallèlement, ses placements contribuent dans une large mesure au financement du gouvernement, de diverses sociétés d'État, de commissions scolaires, de municipalités, des universités, hôpitaux et centres de services sociaux; en outre, elle s'associe au développement, à la crois-

sance et à la rentabilité de nombreuses entreprises, moyennes et grandes, sous diverses formes de participation, principalement au capital-actions.



Performance obtenue sur les fonds

Les résultats de la gestion de la Caisse de dépôt ont été des plus encourageants l'an dernier, ainsi que l'indique le **tableau 10**. L'ensemble de l'avoir des déposants a en effet connu un rendement effectif de 34,5% en 1982. Cette situation s'explique en partie par la baisse sensible des taux d'intérêt au cours du deuxième semestre, d'où un relèvement appréciable de la cote des titres à revenu fixe, lesquels constituent l'élément prépondérant des placements de la Caisse de dépôt. Toutefois, il importe davantage de noter qu'au cours de la période de 1975 à 1982, qui représente un cycle économique et financier complet, les fonds confiés à la gestion de la Caisse de dépôt ont rapporté en moyenne 11,6% en regard d'un taux annuel moyen d'inflation de 9,7%. En conséquence, les déposants ont effectivement bénéficié d'un rendement supérieur de 1,9% à l'inflation au cours de cette période de huit années.

Le même tableau indique la performance de chacun des six fonds de la Caisse de dépôt en parallèle avec celle d'indices reconnus. Par rapport aux résultats déjà mentionnés, le fonds général, avec un rendement de 36,1% en 1982 et de 11,1% pour la période de 1975 à 1982, suit d'assez près ceux de l'ensemble. Pour ce qui est des fonds spécialisés, le fonds d'obligations «O» affiche une solide performance de 43,9% en 1982, suivie de près par celle du fonds d'obligations gouvernementales «G», à 42,0%. Quant au fonds d'actions «A», il présente une performance supérieure à celle des fonds à revenu fixe, soit 16,2% entre 1975 et 1982. Le rendement du fonds d'hypothèques «H», qui ne peut être mesuré que sur cinq ans, se situait à 28,6% l'an dernier. Comme l'existence du fonds particulier ne remonte qu'à la toute fin de 1977, son rendement de 40,4% en 1982 ne peut équitablement être comparé à celui des fonds dont la gestion a porté sur le cycle complet.

Répartition de l'actif

Sur une courte période, la performance de la Caisse de dépôt peut être fortement influencée par les variations des taux d'intérêt et d'inflation, compte tenu de la prépondérance des valeurs à revenu fixe dans l'ensemble des placements. Il en est de même pour des périodes de plus longue durée qui ne tiendraient pas compte du cycle économique. Il est donc essentiel de mesurer la performance sur un cycle complet.

Afin de réduire sa dépendance de l'inflation, la Caisse de dépôt a jugé à propos de relever sensiblement la proportion de ses investissements en valeurs à revenu variable. Comme l'illustre le **graphique 11**, la légère régression de cette proportion en 1982 par rapport à la valeur de réalisation résulte de la spectaculaire remontée des cours des titres à revenu fixe, notamment les obligations du gouvernement du Québec.

10 Taux de rendement effectif des fonds

	Année 1982	Taux annuel moyen composé pour la période 1975-1982 (8 ans)
Ensemble de l'avoir des déposants	34,5%	11,6%
Fonds général	36,1%	11,1%
Fonds spécialisés		
Obligations (fonds «O»)	43,9%	11,5%
Obligations gouvernementales (fonds «G»)	42,0%	16,2%
Actions (fonds «A»)	15,7%	16,2%
Hypothèques (fonds «H»)	28,6%	28,6%
Fonds particulier	40,4%	40,4%
Indice boursier TSE 300	5,5%	17,8%
Indice obligataire MYW 50	46,3%	10,2%
Indice hypothécaire MYW	28,2%	11,4%

Le taux effectif est établi selon la méthode du taux de rendement interne, qui détermine le rendement exact sur les fonds investis.

* Les données historiques à la valeur de réalisation des placements portent sur une période de cinq années seulement.



Valeurs à revenu variable

L'objectif de nos déposants d'investir une plus grande partie de leurs fonds dans des valeurs à revenu variable pour assurer un meilleur équilibre de leur portefeuille est en harmonie avec la stratégie globale de la Caisse de dépôt qui vise à une participation accrue à la propriété d'entreprises et à l'amélioration de la rentabilité à long terme de l'ensemble des fonds. Ces deux facteurs expliquent l'augmentation des nouveaux investissements de cette nature.

En 1982, la valeur inscrite des portefeuilles d'actions et valeurs convertibles a connu une hausse de 443 millions de dollars, pour s'établir à 2,8 milliards au 31 décembre. Leur valeur totale de réalisation était de 3,1 milliards et correspondait alors à 19,1% des biens sous gestion. Les **tableaux 12 et 13** donnent les détails des investissements, tant en actions qu'en obligations, dans 275 entreprises selon leur statut ainsi qu'en fonction de leur répartition dans les quatorze grands secteurs d'activité du TSE. Au cours de l'exercice, des profits nets de 56 millions ont été enregistrés sur ventes d'actions et titres convertibles. Pour leur part, les investissements immobiliers sont passés de 55 millions en 1981 à 188 millions en 1982.

Selon les analyses de base, les perspectives de rendement sur les placements à revenu variable sont favorables pour la période 1983-1986, de sorte que la Caisse de dépôt poursuivra une activité intense sur ces marchés. Le recours aux marchés internationaux, qui fait présentement l'objet d'analyses, est une autre avenue offrant des possibilités de rendement intéressant, notamment au chapitre des investissements en actions.

Afin d'assurer une gestion et un suivi plus efficaces des investissements, la direction des valeurs à revenu variable a été réorganisée en trois départements au cours de l'exercice: placements - actions, placements - participations et placements - moyennes entreprises. Pour sa part et en raison de ses multiples caractéristiques, le département des immeubles relève de la direction des valeurs à revenu fixe.

12 Sommaire des investissements en actions et obligations d'entreprises au 31 décembre 1982 (valeur de réalisation — en millions de dollars)

Statut des entreprises	Nombre d'entreprises	Actions et valeurs convertibles	Obligations	Total	Pourcentage
Entreprises et leurs filiales dont les actions sont inscrites en bourse	178	2 958,7	497,8	3 456,5	92,0
Entreprises privées	73	27,4	110,6	138,0	3,6
Entreprises des secteurs public et coopératif	24	89,7	74,5	164,2	4,4
Total 1982	275	3 075,8	682,9	3 758,7	100,0
1981	281	2 447,8	693,4	3 141,2	

13 Investissements en actions et obligations d'entreprises par secteurs d'activité au 31 décembre 1982 (valeur de réalisation — en millions de dollars)

Secteurs d'activité	Nombre d'entreprises	Actions et valeurs convertibles	Obligations	Total
Mines et métaux	15	507,4	38,3	545,7
Aurifères	2	24,4	—	24,4
Pétrole et gaz naturel	13	348,2	27,2	375,4
Papiers et produits forestiers	17	189,7	31,7	221,4
Produits de consommation	42	310,5	94,4	404,9
Production industrielle	55	253,6	114,4	368,0
Immeuble et construction	19	5,9	45,5	51,4
Transports	6	256,1	7,4	263,5
Pipe-lines	5	127,9	0,5	128,4
Services publics	14	192,4	144,6	337,0
Communications	10	68,5	11,5	80,0
Distribution et services	34	141,1	37,5	178,6
Services financiers	34	574,9	129,9	704,8
Sociétés de gestion	9	75,2	—	75,2
Total	275	3 075,8	682,9	3 758,7

Au tableau 35 de la section Statistiques financières, on trouvera un relevé de ces investissements.

Placements - actions

Le marché boursier canadien

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, l'année 1982 se présente sous la forme d'un grand «V» évoquant le comportement de l'indice TSE 300, qui débute à 1954 et clôture à 1958 après avoir connu un creux à 1393 à la mi-août.



Après le sommet boursier de juillet 1981, à 2390, l'indice TSE 300 avait subi une chute de 25%, suivie d'une légère remontée. Le premier trimestre de l'exercice 1982 apportait une seconde variation majeure. Après avoir touché 1537 à la mi-mars, l'indice se redressa à 1634 dans la seconde semaine d'avril. Une troisième baisse suivit, l'entraînant à 1393 le 12 août. Le même jour, l'indice Dow Jones marquait un creux, à 777.

Pendant toute cette période de ralentissement économique, de taux de chômage marqué, d'effondrement des prix des denrées et de taux d'intérêt élevés jusqu'à la fin de juin, les investisseurs se sont tenus à l'écart du marché boursier. Le pessimisme général était en outre alimenté par les difficultés parlementaires entourant le budget des États-Unis et le financement du déficit du trésor américain, déjà prévu à plus de 100 milliards de dollars pour l'exercice financier 1982-1983.

Au Canada, la banque centrale maintenait en début d'année sa politique de ne pas abaisser son taux d'intérêt avant que celle des États-Unis ne réduise le sien. Un premier recul du taux d'escompte au début de juillet favorisa un rebondissement boursier que les réalités économiques eurent tôt fait de réprimer. Ce n'est donc que le 12 août — alors qu'en dépit de l'annonce simultanée d'une importante hausse de la masse monétaire, la banque centrale américaine décidait d'une nouvelle baisse de son taux d'escompte — que les investisseurs entrevirent la possibilité d'un assouplissement de la politique monétaire aux États-Unis et d'une reprise économique.

La réaction fut fulgurante. Les gestionnaires dirigèrent alors vers le marché boursier une plus grande part de leurs fonds tout en cherchant à profiter des rendements les plus alléchants dans les obligations à long terme. Le même signal fut perçu à l'étranger. Face à des économies nationales en déclin et aux problèmes afférents aux prêts internationaux, qui menaçaient d'ébranler sérieusement la structure financière de plusieurs pays, il y eut un mouvement général vers le dollar américain et les valeurs de ce pays.

Le 3 novembre, l'indice Dow Jones atteignait 1065 et le TSE 300, 1887. En moins de trois mois, le premier avait fait un gain de 37% et le second de 35%. Le marché est demeuré hésitant jusqu'à la fin de l'année, clôturant toutefois sur une nouvelle poussée qui porta le Dow Jones à 1046 et le TSE 300 à 1958.

Stratégie et performance en 1982

Dès le début de l'année, face à la détérioration du marché, la stratégie relative aux portefeuilles de titres boursiers de la Caisse de dépôt fut orientée systématiquement de façon à bénéficier dans un premier temps de la baisse des taux d'intérêt et, par la suite, de la reprise économique. En conséquence, les choix se portèrent de préférence sur les banques, les aurifères, les pétrolières et les gazoducs.

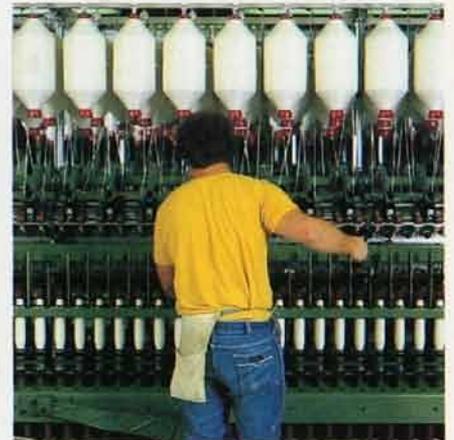
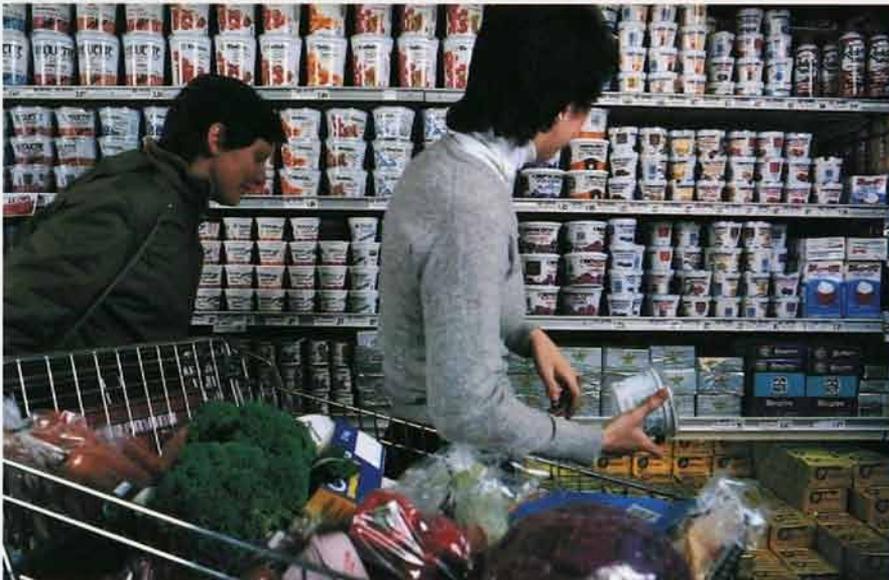
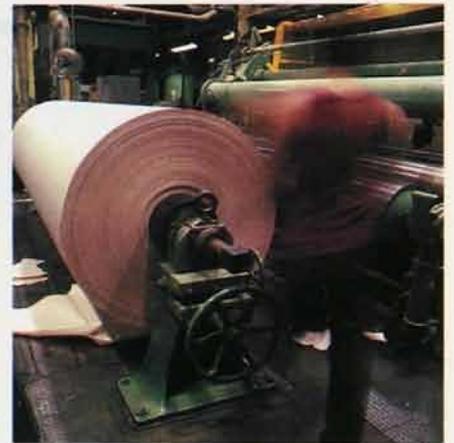
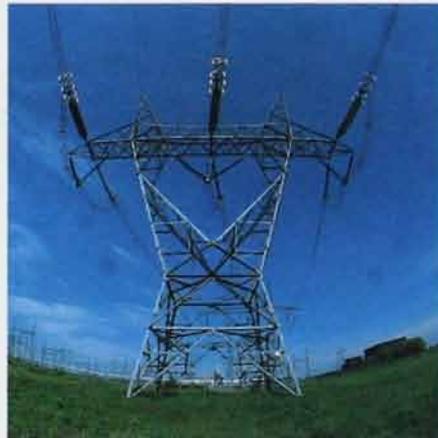
À la fin de juin, la mise en application de cette stratégie était très avancée et en août, on avait déjà complété quelque 90% du programme d'investissement en actions de l'exercice. La hausse soudaine des cours en fin d'été incita à certaines prises de bénéfices et à des ajustements en vue de la prochaine phase du marché. Ces activités, incluant celles des placements - participations, ont entraîné des transactions totales de près d'un milliard de dollars sur les marchés boursiers nord-américains.

La stratégie arrêtée porta fruit dès la fin de l'exercice, résultant pour chacun des portefeuilles d'actions et valeurs convertibles en une performance bien supérieure à celle des indices boursiers. Ainsi, le rendement obtenu en 1982 sur l'ensemble des placements en actions a été de 14,3%, incluant le dividende de 4,4%. Le calcul de ce rendement fait abstraction de toute prime attachée à certains blocs importants d'actions de quelques entreprises.

La politique de placement de la Caisse de dépôt repose sur deux éléments principaux. D'une part, elle est essentiellement liée à des critères de sécurité et de rendement et, d'autre part, elle est orientée vers le soutien au développement économique du Québec. Pour la Caisse de dépôt, ces paramètres sont absolument compatibles. Par ailleurs, ils impliquent la

diversification des placements et, selon l'impact des cycles économiques et financiers, un équilibre ponctuel entre les valeurs à revenu fixe, tels les obligations et les placements

hypothécaires, et celles à revenu variable, dont les actions et les investissements immobiliers. C'est dans cette optique, particulièrement à des fins de protection contre l'inflation, que la Caisse de dépôt vise depuis quelques années à accroître l'importance relative des valeurs à revenu variable dans l'ensemble de l'actif sous sa gestion.



Placements - participations

Constitué au cours de l'année, le département des placements - participations a pour rôle le suivi attentif de l'évolution financière des sociétés dans lesquelles la Caisse de dépôt détient des investissements substantiels en vue d'en assurer à long terme l'optimisation du rendement. De plus, ce département peut favoriser l'association avec des partenaires dans certaines entreprises par le biais de transactions de réorganisation, regroupement, consolidation ou acquisition.

Placements - moyennes entreprises

Tel qu'exposé dans le précédent rapport de gestion, la Caisse de dépôt, par le truchement de son département des placements - moyennes entreprises, s'associe comme partenaire financier à la moyenne entreprise québécoise tout en visant à un rendement adéquat.

En conformité avec la politique de placement de la Caisse de dépôt, le département des placements - moyennes entreprises s'intéresse principalement à celles non cotées en bourse mais qui ont déjà une feuille de route impressionnante, possèdent une solide équipe de gestionnaires et démontrent un potentiel de rendement intéressant. Généralement, ces entreprises sont à la recherche de capitaux sous forme d'actions ordinaires et de débentures convertibles ou participantes, dont le montant peut varier de 500 000 à 5 000 000 \$ et correspond à une participation de l'ordre de 10 à 30%. L'injection de capitaux tend à favoriser la réalisation de projets de modernisation, d'expansion, d'acquisition ou de fusion, ou encore à assurer la consolidation de structures financières.

Dans la présente période de crise, il est évident que les entreprises québécoises et canadiennes manquent de capitaux. Par cette approche, la Caisse de dépôt croit répondre à un besoin en même temps qu'elle s'assure une bonne rentabilité sur ses placements. Mais elle ne veut pas pour autant se substituer aux institutions financières traditionnelles.

L'année 1982 fut difficile pour les moyennes entreprises, surtout en raison du ralentissement prononcé des activités et de la hausse marquée des taux d'intérêt. C'est ainsi qu'au cours de l'exercice, le département a dû consacrer beaucoup d'énergie à l'administration de son portefeuille afin de soutenir les entreprises les plus touchées par la conjoncture défavorable. La Caisse de dépôt est très satisfaite de la qualité de ce portefeuille puisqu'au cours de l'année, seulement trois entreprises sur un total de 68 — représentant 1,9% de ses investissements totaux dans ce secteur — n'ont pas été en mesure de faire face à leurs obligations.

Au cours de l'exercice, 59 propositions de financement totalisant 107 millions de dollars ont été étudiées, comparativement à 67 demandes d'un total de 177 millions l'année précédente. Compte tenu des critères de la Caisse de dépôt, la conjoncture économique n'a pas favorisé la réalisation d'autant de transactions. Ainsi, au cours de l'exercice, 11 tels financements ont été autorisés pour un total de 18,4 millions alors que 6 transactions ont pu être complétées, soit pour un total de 7,1 millions. Au 31 décembre 1982, le portefeuille des placements - moyennes entreprises, incluant les engagements en cours, comptait 97 financements répartis entre 68 entreprises et totalisant 122,2 millions.

14 Évolution des placements à long terme dans le secteur privé au 31 décembre (valeur inscrite — en millions de dollars)

	Actions et valeurs convertibles	Obligations	Financements hypothécaires et investissements immobiliers	Total
1978	920,1	677,8	677,5	2 275,4
1979	1 105,7	945,9	881,2	2 932,8
1980	1 496,4	964,3	982,0	3 442,7
1981	2 316,7	887,4	1 159,9	4 364,0
1982	2 759,6	746,6	1 273,1	4 779,3

Investissements immobiliers

Créé au début de 1981, ce département vient de terminer sa première année complète d'opération. La conjoncture économique et les taux d'intérêt élevés ont influencé le marché immobilier à la baisse, créant des occasions d'achat intéressantes pour les investisseurs. La Caisse de dépôt a donc profité de cet état de fait pour augmenter substantiellement son portefeuille immobilier.

Au cours de l'exercice, elle a acquis quatre immeubles en propriété exclusive ainsi que deux participations dans des centres commerciaux d'importance. Ces transactions totalisent 122 millions de dollars et ont nécessité une mise de fonds de 60 millions. La Caisse de dépôt a également été déclarée propriétaire d'un immeuble d'une valeur inscrite de 9,3 millions. De plus, le conseil d'administration a donné son accord à un autre projet dont l'acquisition devait s'effectuer au tout début de l'année 1983.

Il est à noter que tous ces achats ont été effectués par le biais des filiales immobilières en propriété exclusive de la Caisse de dépôt et que les états financiers de celles-ci sont consolidés à ceux du fonds général. Le **tableau 37** fournit le relevé de tous les investissements immobiliers au 31 décembre 1982.

Parallèlement au programme d'acquisitions, une structure administrative a été mise en place dans chacune des filiales, ce qui permet de gérer d'une manière professionnelle et efficace les propriétés détenues en totalité et d'en accroître ainsi le rendement. Du personnel expérimenté a été recruté par les filiales et est responsable de la gestion d'environ trois millions de pieds carrés d'édifices à bureaux.

Valeurs à revenu fixe

L'année 1982 a débuté dans le même climat de pessimisme et d'inquiétude qui avait caractérisé la deuxième moitié de 1981. Les besoins de financement gouvernementaux et les pressions inflationnistes préoccupaient les investisseurs. Cependant, après six mois de faiblesse généralisée de l'activité économique, l'appréhension d'un ralentissement plus prononcé et l'instabilité apparente des systèmes financiers internationaux déclenchèrent une baisse importante et rapide des taux d'intérêt comme l'illustre le **graphique 15**. En termes absolus, la baisse a été plus importante dans les taux à court terme qui ont chuté de 800 points centésimaux, alors que ceux à long terme ne baissaient que de 400 points.

La baisse des taux à court terme a été occasionnée par des investisseurs cherchant un refuge temporaire, préoccupés qu'ils étaient de l'évolution des marchés financiers. Cette baisse fut ensuite endossée par les autorités monétaires, inquiètes de la situation économique, ce qui a incité ces mêmes investisseurs à allonger leur horizon de placement pour profiter de rendements relativement plus attrayants à long terme. Finalement, les écarts entre les différentes qualités de titres ont été réduits, permettant ainsi à la grande majorité des emprunteurs de bénéficier d'une baisse de leur coût de crédit.



La politique de réduction de l'importance relative des titres à revenu fixe a été maintenue en 1982. Dans une large mesure, les ajustements requis par cette orientation ont porté sur les titres obligataires de sorte qu'à la fin de l'année, la valeur inscrite de ce type de placements atteignait 10,7 milliards de dollars. Tel que l'indique le **tableau 20**, ce montant correspondait à 67,3% du total des placements de la Caisse de dépôt, en regard de 70,9% et 75,7% à la fin des exercices 1981 et 1980,

respectivement. La proportion des financements hypothécaires a aussi connu une baisse; passée de 8,3% en 1980 à 8,1% en 1981, elle se situait à 6,8% à la fin de 1982. Pour l'ensemble des biens sous gestion, tel que l'établit le **tableau 16**, la proportion des valeurs à revenu fixe a en conséquence été réduite de 77,4% à 72,6% au cours de l'exercice.

Placements - obligations

Après l'attitude de prudence du début de l'année, les niveaux des taux d'intérêt atteints au cours de l'été ont poussé la Caisse de dépôt à revoir ses stratégies. Il fut décidé d'accélérer le programme d'investissement et de ralentir le processus de réduction de l'échéance moyenne entrepris l'année précédente. Au 31 décembre, comme l'illustre le **tableau 17**, les titres détenus affichaient une valeur de réalisation de 10,3 milliards de dollars, une échéance moyenne de 11,5 ans et un coupon moyen de 11,93%. Dans ce tableau, les valeurs émises ou garanties par le gouvernement du Québec représentaient 78,1%; celles émises ou garanties par le gouvernement du Canada, 4,3%; celles garanties par octroi, 3,8%; les obligations municipales et scolaires, 7,2%; et les titres d'entreprises et autres, 6,6%.

16 Composition des biens sous gestion au 31 décembre (en pourcentage de la valeur inscrite)

	1982	1981	1980	1979	1978
Obligations	65,9	69,5	74,2	72,0	68,0
Financements hypothécaires	6,7	7,9	8,1	8,7	8,2
Total — titres à revenu fixe	72,6	77,4	82,3	80,7	76,2
Actions et valeurs convertibles	17,0	16,7	12,7	11,3	11,5
Investissements immobiliers	1,1	0,4	0,3	0,3	0,3
Total — titres à revenu variable	18,1	17,1	13,0	11,6	11,8
Valeurs à court terme et autres éléments d'actif	9,3	5,5	4,7	7,7	12,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

17 Schématisation de la composition des portefeuilles obligataires par type d'émetteurs au 31 décembre 1982

Obligations	Valeur de réalisation (en millions de dollars)	Pourcentage	Coupon moyen (en pourcentage)	Échéance moyenne (en années)
Émises ou garanties par le gouvernement du Canada	446,4	4,3	11,97	16,87
Émises ou garanties par le gouvernement du Québec	8 046,1	78,1	12,04	11,97
Garanties par octroi	390,1	3,8	12,70	6,25
Municipales et scolaires	743,1	7,2	11,16	6,30
Entreprises et autres	683,3	6,6	10,77	11,40
Total	10 309,0	100,0	11,93	11,52

Au cours de l'année, l'ensemble des portefeuilles d'obligations s'est donc accru de 1,03 milliard de dollars comparativement à 955 millions en 1981. Par ailleurs, on observait une diminution de 24 millions dans les titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada et de 145 millions dans ceux de provinces canadiennes et d'entreprises.

Le **tableau 18** révèle que les achats de nouvelles obligations du gouvernement du Québec et d'Hydro-Québec se sont élevés à 1,025 milliard de dollars, soit 875 et 150 millions respectivement, en regard de 1,05 milliard en 1981. Même si le pourcentage des achats sur le marché canadien s'est accru sensiblement au cours de l'exercice, soit de 51 à 70%, sa proportion en regard du total des nouvelles émissions est demeurée à 23%.

Quant aux acquisitions de nouveaux titres de municipalités et organismes municipaux, de commissions scolaires et garantis par octroi, émis sur le marché canadien, elles ont atteint 72 millions de dollars en 1982 comparativement à 141 millions l'année précédente, comme l'indique le **tableau 27** à la section Statistiques financières. Par ailleurs, la réduction signalée a été en partie compensée par une activité accrue sur le marché secondaire.

Les effets conjugués de la baisse des taux d'intérêt à long terme, du rétrécissement des écarts des titres québécois par rapport aux obligations du gouvernement fédéral ainsi que le recours au marché à terme des titres financiers ont été particulièrement significatifs. D'une part, l'écart entre les valeurs inscrite et de réalisation sur l'ensemble des portefeuilles obligataires a été réduit de 2,4 milliards de dollars en 1981 à 400 millions en 1982; d'autre part, le taux de rendement effectif des fonds d'obligations a été exceptionnel.

Gestion de l'encaisse et des valeurs à court terme

Le **tableau 20** indique qu'au 31 décembre, les valeurs à court terme totalisaient 1,17 milliard de dollars. L'augmentation de cet encours durant l'année, soit 676 millions, reflète la volonté déjà exprimée de donner à ces titres une plus grande importance stratégique. Pour des raisons de liquidité, ce portefeuille se composait principalement de bons du Trésor du Québec et du Canada; toutefois, à des fins de diversification, une plus large place a été accordée à d'autres véhicules de court terme. L'échéance moyenne a été portée jusqu'à un maximum de 100 jours à la fin de l'été pour se situer aux environs de 60 jours à la fin de l'année. Sur un portefeuille moyen de 969 millions, le rendement s'est établi à 15,2%.

18 Sommaire des achats par la Caisse de dépôt de nouvelles obligations émises ou garanties par le gouvernement du Québec en 1982 (valeur nominale — en millions de dollars)

	Montants des émissions			Achats par la Caisse de dépôt ¹		
	Marché canadien	Autres marchés	Total	Montant	Pourcentage du marché canadien	Pourcentage du total
Gouvernement du Québec	1 133	946	2 079	875	77	42
Hydro-Québec	325	1 955	2 280	150	46	6
Total 1982	1 458	2 901	4 359	1 025	70	23
1981	2 055	2 432	4 487	1 050	51	23

¹ Aux tableaux 24 et 25 de la section Statistiques financières, on trouvera le détail des achats et leur répartition entre les divers fonds.

Placements - hypothèques

Au cours de 1982, le niveau élevé du loyer de l'argent ainsi que l'incertitude associée à son évolution ont contribué à la restriction des possibilités d'investissements hypothécaires. En conséquence, les déboursés au cours de l'exercice ont été limités à près de 100 millions de dollars, soit un creux en regard des années antérieures. Leur répartition s'établit comme suit: 18 millions au fonds général, 52 millions au fonds spécialisé d'hypothèques (fonds «H») et 30 millions au fonds particulier. Soulignons que 75% de ces déboursés ont été effectués dans le secteur domiciliaire.

Les financements hypothécaires pour l'ensemble des portefeuilles atteignaient 1,1 milliard de dollars en valeur inscrite, dont 59% en propriétés de type domiciliaire, 35% en immeubles commerciaux et 6% en bâtiments industriels. Le **tableau 19** présente la ventilation de ces financements répartis entre 22 713 créances. Par ailleurs, le **tableau 36** à la section Statistiques financières comporte la liste de ceux en cours au 31 décembre 1982 et dont le montant était à l'origine supérieur à 5 millions.

Signe des temps, les moyennes pondérées des rendements des portefeuilles de financements hypothécaires se sont accrues tandis que les échéances moyennes ont diminué. Les portefeuilles de financements hypothécaires de la Caisse de dépôt ont évolué dans le même sens que la tendance du marché. Au fonds général, le taux de rendement ainsi que l'échéance moyenne sont passés respectivement de 10,54% et 10,5 ans en 1981 à 11,47% et 9,9 ans en 1982; au fonds spécialisé d'hypothèques (fonds «H»), de 11,81% et 4,9 ans à 12,22% et 4,3 ans; tandis qu'au fonds particulier, l'évolution s'est faite de 19,89% et 3 ans à 18,32% et 2,2 ans.

Le montant des engagements hypothécaires de la Caisse de dépôt en fin d'exercice par rapport aux années précédentes — 69 millions de dollars en regard de 91 millions au 31 décembre 1981 — ainsi que la baisse des mises en chantier au Québec — de 18% comparativement à 1981 — traduisent bien la situation du marché hypothécaire. Par ailleurs, la baisse récente des taux d'intérêt ainsi qu'un regain d'activité dans les demandes de financement laissent présager un niveau plus élevé de ces investissements pour 1983. C'est dans ce contexte que la Caisse de dépôt, à titre de prêteur agréé au Programme Corvée-Habitation, a attribué un montant de 50 millions aux fins d'accroître l'activité dans le domaine de la construction domiciliaire et d'encourager l'accès à la propriété. Au besoin, cette somme pourra être augmentée.

→ Fonds en gestion

Selon les règlements en vigueur en 1982, l'avoir des déposants a continué d'être administré dans six différents fonds et dans trois portefeuilles à gestion distincte; la valeur de ces trois derniers portefeuilles comptait toutefois pour moins de 1% de l'ensemble des biens confiés à la gestion de la Caisse de dépôt. Parmi les six fonds, il y a d'abord le fonds général qui en représente 67%, puis le fonds particulier de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, 9%, et enfin les fonds spécialisés, environ 23%. Rappelons que c'est par le biais de ces quatre derniers fonds que s'effectue depuis 1970 la gestion des régimes administrés par l'Office de la construction du Québec ainsi que celle de caisses de retraite d'organismes du domaine public, en vertu de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes et en conformité de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et de ses règlements. Tel que souligné dans le rapport du conseil, les régimes sous la juridiction de la Commission administrative du régime de retraite et sous celle de l'Office de la construction du Québec de même que celui des employés de l'Université du Québec peuvent être administrés depuis le 1er janvier 1983 dans des fonds particuliers, conformément au décret numéro 2985 en date du 21 décembre 1982.

19 Répartition des financements hypothécaires au 31 décembre 1982

Catégories	Nombre	Solde (en dollars)	Pourcentage
Jusqu'à 100 000 \$	22 088	432 263 995	39,8
100 001 — 250 000 \$	225	36 347 774	3,4
250 001 — 500 000 \$	163	56 857 173	5,2
500 001 — 1 000 000 \$	103	74 146 235	6,8
1 000 001 — 5 000 000 \$	110	235 172 153	21,7
5 000 001 \$ — et plus	24	250 778 905	23,1
Total	22 713	1 085 566 235	100,0

Au tableau 36 de la section Statistiques financières, on trouvera un relevé des financements de la catégorie des cinq millions de dollars et plus.

1. Les spécialistes chevronnés des marchés monétaire, financier et boursier concluent des transactions se chiffrent annuellement à des milliards de dollars;

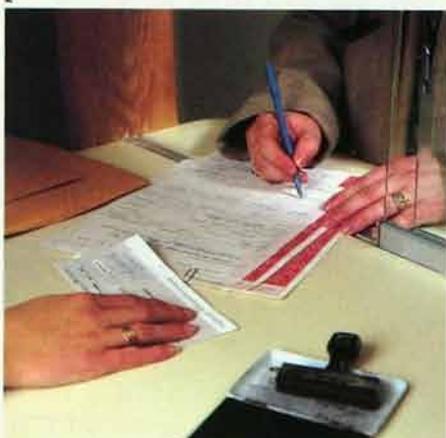
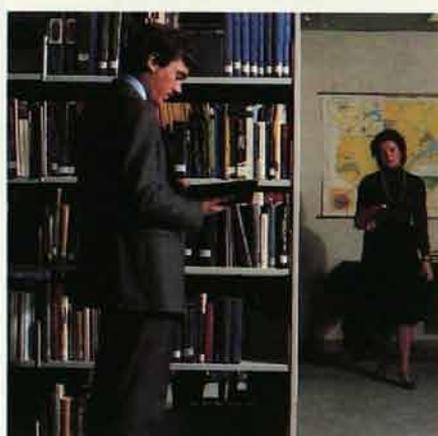
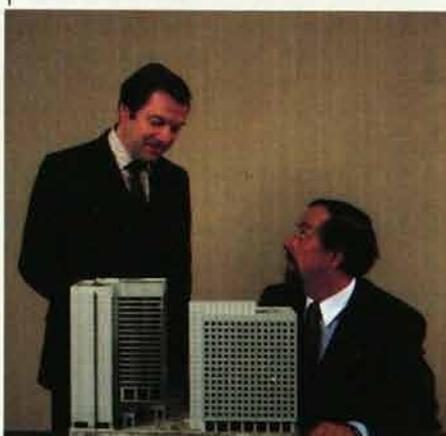
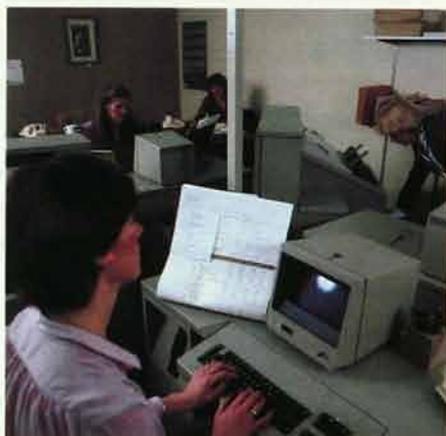
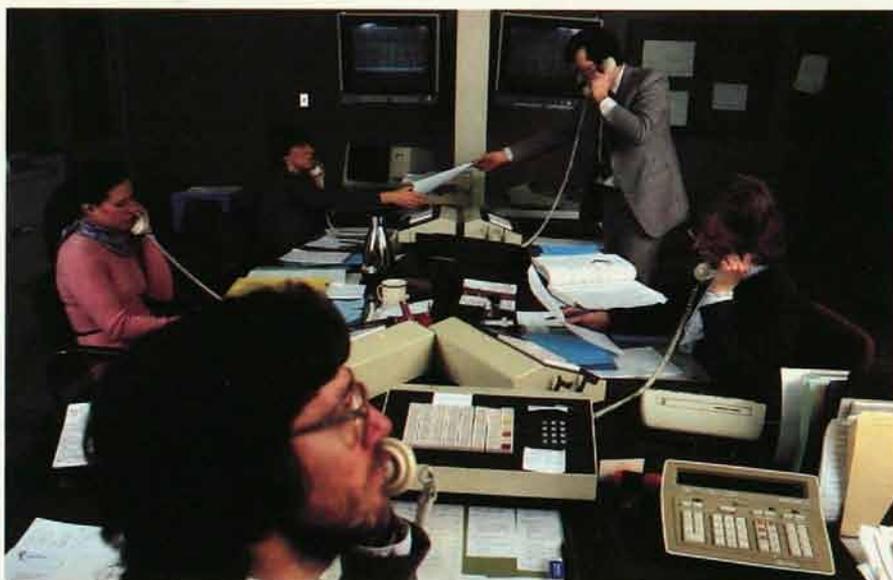
2. toujours à l'avant-garde, la Caisse de dépôt dispose depuis 1974 d'un centre de traitement de textes qui contribue largement à l'efficacité administrative de ses divers départements;

3. fermement engagée dans les domaines du financement hypothécaire et de l'investissement immobilier, elle y compte des placements de l'ordre de 1,2 milliard de dollars répartis à l'échelle du Québec;

4. elle maintient à la disposition de son personnel un centre de documentation offrant ouvrages spécialisés, journaux et publications indispensables aux études et analyses continues en matière de cycles financiers et économiques et pour fins d'investissements;

5. aux dates et conditions convenues, les nombreuses transactions conclues au bout du fil sont complétées à la «cage» traditionnelle;

6. aidée d'un centre d'informatique à la fine pointe, la Caisse de dépôt a vu l'actif moyen par employé tripler en dix ans, pour atteindre 96 millions de dollars en fin d'exercice.



5

6

Fonds général

Au 31 décembre, ce fonds affichait un actif de près de 11,2 milliards de dollars. Le relevé des placements (**tableau 21**) y indique une augmentation nette de 1,6 milliard durant l'année, soit 676 millions en valeurs à court terme et 941 millions en placements à long terme, dont 295 millions sous la forme de titres à revenu variable. L'intensification de l'activité dans le domaine immobilier s'est traduite par une majoration de 133 millions au chapitre des investissements de cette nature en 1982, leur proportion dans l'ensemble des placements du fonds général étant passée de 0,59% l'année précédente à 1,72%.

L'augmentation de l'actif en 1982 découle principalement du revenu net de 1,03 milliard de dollars attribué aux détenteurs de dépôts à participation et réinvesti ainsi que de nouvelles contributions nettes de 233 millions. Le bilan montre que l'avoir des détenteurs de dépôts à participation s'établissait à 10,2 milliards, y compris la réserve générale de 274 millions. Cet avoir, dont la valeur globale de réalisation se chiffrait à tout près de 10 milliards, appartient en presque totalité à la Régie des rentes du Québec et à la Régie de l'assurance automobile du Québec, ainsi qu'il appert au **tableau 34**.

Comme l'établit le **tableau 28**, le taux de rendement courant sur les dépôts à participation moyens au fonds général s'est amélioré, passant de 10,50% en 1981 à 10,88%. La valeur de réalisation de chaque unité de ce fonds a connu un redressement appréciable en 1982, passant de 674 \$ en fin de l'exercice précédent à 800 \$.

Fonds spécialisés

Au 31 décembre, l'actif combiné des quatre fonds spécialisés atteignait 3,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 725 millions sur l'année précédente. Le **tableau 22** donne le sommaire des placements par catégorie de titres pour chacun de ces fonds. L'accroissement net des placements en 1982 a été de 684 millions, soit 470 millions en titres à long terme et 214 millions en dépôts au fonds général. Le fonds d'obligations (fonds «O») et le fonds d'actions (fonds «A») ont accaparé la plus large part de l'augmentation des placements à long terme, soit 310 et 159 millions, respectivement. La hausse de l'actif combiné des fonds spécialisés résulte notamment du revenu de 349 millions attribué aux détenteurs de dépôts à participation et réinvesti ainsi que de leurs contributions nettes de 323 millions.

Les états financiers vérifiés des quatre fonds spécialisés présentent leur situation respective au 31 décembre 1982, soit le jour précédant le transfert des biens de chaque déposant dans son nouveau fonds particulier. La note 6 aux états financiers des fonds «O», «G» et «A» ainsi que la note 7 au fonds «H» signalent qu'il est prévu d'effectuer ce transfert rétroactivement au 1er janvier 1983, ce qui permettra l'attribution aux déposants des revenus accumulés au 31 décembre 1979 et de la réserve générale à la date du transfert et mettra fin aux opérations de ces fonds.

Le **tableau 34** établit la composition de l'avoir des déposants aux fonds spécialisés en valeur de réalisation ainsi que leur importance relative. Selon ce tableau, l'avoir de la Commission administrative du régime de retraite atteint 2,8 milliards de dollars, celui du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction, 1,2 milliard, et celui du Régime supplémentaire de rentes de l'Université du Québec, 25 millions. Collectivement, ces patrimoines représentent un peu plus de 25% de l'ensemble.

Pour ce qui est du taux de rendement courant sur les diverses catégories de dépôts moyens des fonds spécialisés, il est indiqué aux **tableaux 30 à 33**. À l'égard des dépôts à participation, il a été de 12,56% au fonds «O», de 9,91% au fonds «G», de 5,87% au fonds «A» et de 11,92% au fonds «H». Quant à la valeur de réalisation de l'unité au 31 décembre 1982, elle s'établissait comme suit: 1 994 \$ pour le fonds «O», en hausse de 21,3% par rapport à 1981; 1 156 \$ pour le fonds «G», soit un redressement de 26,5%; 2 565 \$ pour le fonds «A», un gain de 5,7%; enfin, 2 073 \$ pour le fonds «H», soit l'équivalent d'une progression de 12,4%.

Fonds particulier

Le fonds particulier de la Commission de la santé et de la sécurité du travail existe depuis 1977. Au 31 décembre 1982, son actif atteignait près de 1,5 milliard de dollars, soit une hausse de 244 millions sur l'année précédente. Cette progression découle d'une part du revenu réinvesti de 141 millions sur les dépôts à participation de la Commission et, d'autre part, de ses contributions nettes de 85 millions. Le **tableau 23** présente le relevé des placements au 31 décembre; la variation nette en 1982 y a été de 242 millions dont 122 millions au chapitre des actions et valeurs convertibles. La pondération de tels titres dans l'ensemble des placements du fonds particulier en a ainsi été appréciablement relevée, passant de 11% en 1981 à 17,6% à la fin de 1982.

Le **tableau 34** établit qu'au 31 décembre, l'avoir de la Commission, exprimé à la valeur de réalisation, s'élevait à 1,6 milliard de dollars et correspondait à 10,2% de l'ensemble. Depuis le 20 décembre 1982, le fonds particulier de la Commission est désigné comme le **Fonds particulier 330**.

Administration

Selon ses règlements, la Caisse de dépôt comptabilise ses frais d'administration au fonds général et les répartit subséquemment entre les fonds et portefeuilles qu'elle administre, au *pro rata* de l'actif pondéré de chacun.

En 1982, les frais d'administration se sont élevés à 11 091 000 \$, soit une hausse de 16,6% sur l'année précédente. Ainsi qu'il ressort à l'état des revenus et dépenses du fonds général, 6 456 000 \$ ont été absorbés par ce fonds; la note 7 à ces états financiers indique par ailleurs que l'attribution du solde de ces frais a été de 3 674 000 \$ aux fonds spécialisés, de 856 000 \$ au fonds particulier et de 105 000 \$ aux portefeuilles à gestion distincte.

Les dépenses afférentes aux «Traitements et avantages sociaux» s'établissent à 5 998 000 \$ (1981, 5 056 000 \$) et correspondent à 54,1% de l'ensemble des frais en regard de 53,2% l'an dernier. Au cours de l'exercice, le nombre des employés est passé de 154 à 169. L'accroissement des effectifs résulte plus particulièrement de l'adoption, vers la fin de 1981, du plan directeur des ressources informatiques visant à maintenir la Caisse de dépôt à la fine pointe du progrès dans le domaine des systèmes d'information reliés à la planification des investissements, la gestion de portefeuilles et l'évaluation de leur rendement. Malgré cette majoration des effectifs, l'actif moyen par employé a néanmoins continué d'afficher une courbe ascendante, atteignant 96,1 millions de dollars en comparaison de 90,4 millions au terme de l'année précédente.

À la rubrique «Locaux», l'augmentation de 195 000 \$ découle principalement de la décision annoncée dans le rapport de gestion précédent d'emménager, en septembre 1982, dans de nouveaux locaux à La Tour BNP, située au 1981, avenue McGill College, à Montréal. Quant à l'amortissement des frais connexes à cet emménagement, ils ont été de 95 000 \$ pour l'exercice écoulé. La note 1f) aux états financiers du fonds général précise que ces dépenses, comprenant l'aménagement des nouveaux locaux, les frais de déménagement et l'achat du système téléphonique, seront imputées aux frais d'administration sur chacune des dix années de la durée du bail.

Pris globalement, les divers postes précédemment énumérés représentent 78% de la hausse de 1 581 000 \$ au chapitre des frais d'administration en 1982. Par ailleurs, on peut observer une légère diminution à l'égard des frais connexes à la manutention et à la garde de valeurs ainsi qu'au matériel et à l'équipement. Enfin, rappelons qu'au cours de l'exercice écoulé, un nouveau processus de contrôle budgétaire des frais d'exploitation a été mis en application.

En terminant ce rapport, je tiens à exprimer à tout le personnel l'appréciation des membres du conseil d'administration, des déposants et la professionnelle pour le degré élevé de professionnalisme dont il fait preuve.

Personnel de direction

Direction générale

Jean Campeau

*Président du conseil d'administration
et directeur général*

Gérard J. Blondeau

Directeur — Communications

Marcel Camu

Secrétaire

Serge Desjardins

*Directeur — Bureau de la
vérification interne*

Jean-Claude Scraire

Directeur — Affaires juridiques

Jean Trudel

Directeur — Souscription à forfait

Direction de la planification et des relations avec les déposants

Jacques Dumont

Directeur général adjoint

Jean Faubert

Adjoint au directeur général adjoint

Denise Simard Chaput

*Directeur — Relations avec les
déposants*

Louis Journault

*Directeur — Répartition des
investissements par secteurs de
l'actif*

Pierre Mayer

Directeur — Études économiques

Direction des valeurs à revenu fixe

Jean Labrecque

Directeur général adjoint

→ Yvon Sauvageau

*Directeur — Placements —
obligations*

Pierre Garceau

*Gestionnaire — Encaisse et
valeurs à court terme*

↘ Paul Robillard

Gestionnaire de portefeuille

Jacques Bouré

*Directeur — Placements —
hypothèques*

Dominique Colard

*Directeur — Placements —
immeubles*

André Baron

Directeur régional

Direction des valeurs à revenu variable

Carmand Normand

Directeur général adjoint

Michel Bastien

*Directeur — Placements —
actions*

Pierre Dufresne

*Adjoint au directeur — Contrôle
et performance*

Philippe Girard

*Gestionnaire de portefeuille
principal*

Reynald N. Harpin

Chef — Service de la recherche

Maurice Hébert

Gestionnaire de portefeuille

Claude L. Langevin

Gestionnaire de portefeuille

Denis Giroux

*Directeur — Placements —
participations*

Serge Leclerc

Conseiller

Gaston Meilleur

*Directeur — Placements —
moyennes entreprises*

Direction de l'administration

Pierre E. Langlois

Directeur général adjoint

Yves Benoit

*Directeur — Ressources
informatiques*

Gody Lienhard

*Directeur — Ressources
matérielles*

Alain Tessier

*Directeur — Ressources
comptables*

— Louise M. Zakaib

Directeur — Ressources humaines

États financiers

Fonds général	Page 30
Fonds spécialisé d'obligations (Fonds «O»)	34
Fonds spécialisé d'obligations gouvernementales (Fonds «G»)	37
Fonds spécialisé d'actions (Fonds «A»)	40
Fonds spécialisé d'hypothèques (Fonds «H»)	43
Fonds particulier	46

La Caisse de dépôt est tenue de soumettre au ministre des Finances, avant le 15 mars de chaque année, un rapport de ses opérations qui doit être aussitôt déposé à l'Assemblée nationale. Ce document doit inclure les états financiers dûment vérifiés des divers fonds de l'organisme; le rapport du Vérificateur général du Québec atteste dans chaque cas que tous les placements et transactions ont été effectués en conformité de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (L.R.Q., chapitre C-2).

Le **fonds général** est une caisse commune comprenant différentes catégories de placements dont la composition est établie par le conseil d'administration.

Les **fonds spécialisés**, au nombre de quatre, sont aussi des caisses communes, mais constituées respectivement de placements de même nature et dans les proportions découlant des directives transmises à la Caisse de dépôt par les administrateurs des régimes supplémentaires de rentes.

Un **fonds particulier** fait l'objet d'une gestion séparée et est composé de placements répondant aux exigences spécifiques d'un déposant déterminé.

La Loi sur la Caisse de dépôt prévoit trois types de dépôts: les **dépôts à vue**, les **dépôts à terme** et les **dépôts à participation** qui, selon le cas, sont effectués au fonds général, dans un fonds particulier ou, s'il s'agit de régimes supplémentaires de rentes, aux fonds spécialisés.

La Caisse de dépôt accepte au jour le jour des dépôts à vue et des dépôts à terme; elle n'accepte des dépôts à participation dans ses fonds ou n'effectue le retrait de tels dépôts qu'aux dates stipulées par les règlements. Les dépôts à vue et ceux à terme constituent une créance des déposants à l'égard de la Caisse de dépôt.

Quant aux dépôts à participation dans un fonds déterminé, ils sont exprimés sous forme d'unités dont les détenteurs se voient attribuer au prorata le revenu net d'exercice de ce fonds, établi après virement au compte de réserve générale des gains ou pertes en capital sur ventes de valeurs.

Les frais d'administration de la Caisse de dépôt sont comptabilisés au fonds général puis répartis entre les fonds et portefeuilles qu'elle administre au prorata de l'actif pondéré de chacun.

Bilan

au 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Actif	1982	1981
Placements (note 2)		
Portefeuilles:		
• Obligations	7 814 328 \$	7 120 682 \$
• Actions et valeurs convertibles	1 384 125	1 221 867
• Financements hypothécaires et immobiliers	404 123	452 591
• Investissements immobiliers	188 060	54 972
• Valeurs à court terme	1 168 548	492 950
	10 959 184	9 343 062
Encaisse	2 594	448
Revenus de placements courus et à recevoir	230 237	189 073
Avances aux fonds spécialisés	—	29 276
Autres éléments d'actif	2 933	444
	235 764	219 241
	11 194 948 \$	9 562 303 \$
Passif		
Dépôts (note 3)		
à vue	485 614 \$	302 356 \$
à terme	166 300	107 969
Revenu à verser aux déposants (note 4)	267 280	235 093
Intérêts sur dépôts à vue et à terme à verser aux déposants et aux autres fonds	6 273	5 679
Transactions en voie de règlement	1 811	4 018
Emprunts hypothécaires	17 651	5 933
Autres éléments de passif	51 444	7 922
	996 373	668 970
Avoir des détenteurs de dépôts à participation		
Dépôts à participation (note 5)	9 925 073	8 651 502
Réserve générale (note 6)	273 502	241 831
	10 198 575	8 893 333
	11 194 948 \$	9 562 303 \$

Pour le conseil d'administration,
Jean Campeau
Claude Legault

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan du fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 1982 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, les placements et les opérations financières du fonds général ont été effectués conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce fonds au 31 décembre 1982 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.
Québec, le 4 mars 1983

Fonds général

Revenus et dépenses

de l'année terminée le 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Revenus	1982	1981
Revenus de placements		
Intérêts sur obligations	847 571 \$	745 454 \$
Dividendes, intérêts sur valeurs convertibles	72 844	75 033
Intérêts sur financements hypothécaires et immobiliers	44 318	45 340
Revenus sur investissements immobiliers	12 420	3 646
Intérêts sur valeurs à court terme — net	140 285	79 441
	1 117 438	948 914
Gains et pertes sur ventes de valeurs	31 671	40 355
Autres revenus	326	98
Total des revenus	1 149 435	989 367
Dépenses		
Frais d'administration		
Traitements et avantages sociaux	5 998	5 056
Frais de déplacement	238	214
Honoraires professionnels	613	380
Frais de gestion de créances hypothécaires	1 580	1 497
Frais de manutention et de garde de valeurs	284	297
Assurances fidéjussion et autres	151	203
Locaux	1 138	943
Matériel et équipement	371	397
Papeterie et fournitures de bureau	93	74
Documentation et information	308	258
Communications	222	191
Amortissement des frais d'emménagement	95	—
	11 091	9 510
Frais d'administration répartis aux autres fonds et portefeuilles (note 7)	4 635	3 849
Frais d'administration applicables au fonds général	6 456	5 661
Solde des revenus	1 142 979	983 706
Intérêts sur dépôts à vue et à terme — net	81 643	79 522
Revenu net	1 061 336	904 184
Virement des gains et pertes sur ventes de valeurs à la réserve générale (note 6)	(31 671)	(40 355)
Revenu attribué aux détenteurs de dépôts à participation (note 4)	1 029 665 \$	863 829 \$

1. Énoncé des conventions comptables

Les états financiers du fonds général de la Caisse de dépôt ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

a) Consolidation

Certains investissements immobiliers du fonds général sont détenus pour fins administratives par l'entremise de filiales en propriété exclusive dont les comptes sont consolidés avec ceux du fonds général. Ces filiales sont:

- Cadim Inc.
- Développements Pasteur Inc.
- Immeubles Cadimont Inc.
- Immeubles Cadev Inc.
- Les Immeubles Trans-Québec Inc.

Les fonds spécialisés et le fonds particulier font l'objet d'états financiers séparés.

b) Placements

Les placements en obligations, les financements hypothécaires et immobiliers, les immeubles ainsi que les valeurs à court terme sont comptabilisés à leur prix coûtant amorti. Les actions, les valeurs convertibles et les terrains sont comptabilisés à leur prix coûtant.

c) Comptabilisation des transactions

Les transactions d'achats et de ventes de valeurs sont comptabilisées à la date de règlement.

d) Revenus de dividendes

Les revenus de dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription au livre des actionnaires.

e) Intérêts sur valeurs à court terme — net

Ce poste comprend les intérêts gagnés sur valeurs à court terme, les frais d'intérêt encourus sur emprunts et les gains et pertes sur change des devises étrangères.

f) Immobilisations

Les achats de mobilier et d'équipement ainsi que les frais d'aménagement des bureaux sont imputés aux frais d'administration. Par contre, les frais d'emménagement dans les nouveaux locaux en 1982 y font exception. Ils seront imputés aux frais d'administration sur chacune des 10 années de la durée du bail. Ces frais d'emménagement comprennent l'aménagement des nouveaux bureaux, les frais de déménagement et l'achat du système téléphonique.

g) Intérêts gagnés sur avances

Les intérêts gagnés sur les avances aux détenteurs de dépôts à participation, aux fonds spécialisés ou au fonds particulier sont déduits des intérêts sur dépôts à vue et à terme.

h) Conversion des devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif à court terme en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date du bilan. Les placements sont convertis aux taux en vigueur aux dates des opérations respectives ou à la contre-valeur fixée par des contrats à terme. Les revenus sont convertis au taux moyen en vigueur durant les exercices.

i) Frais d'administration

Les frais d'administration sont acquittés par le fonds général et répartis entre les divers fonds et portefeuilles au prorata de l'actif pondéré de chacun.

2. Valeur de réalisation des placements

La valeur de réalisation des placements au 31 décembre se détaillait comme suit:

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Portefeuilles:		
• Obligations	7 452 671 \$	5 286 413 \$
• Actions et valeurs convertibles	1 589 610	1 371 419
• Financements hypothécaires et immobiliers	353 488	343 401
• Investissements immobiliers	190 579	57 543
• Valeurs à court terme	1 170 368	492 950
	10 756 716 \$	7 551 726 \$

3. Dépôts

Les sommes reçues par la Caisse de dépôt lui sont confiées sous forme de dépôts à vue, de dépôts à terme ou de dépôts à participation, au gré du déposant. Les dépôts à vue et les dépôts à terme constituent une créance des déposants à l'égard de la Caisse de dépôt et portent intérêt.

Les dépôts à vue et les dépôts à terme du fonds général incluent les dépôts des fonds spécialisés et du fonds particulier, répartis comme suit au 31 décembre:

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Fonds particulier	149 959 \$	104 621 \$
Fonds spécialisés		
Fonds d'obligations (Fonds «O»)	77 615	—
Fonds d'obligations gouvernementales (Fonds «G»)	5 273	4 315
Fonds d'actions (Fonds «A»)	100 951	9 122
Fonds d'hypothèques (Fonds «H»)	43 068	—
	376 866 \$	118 058 \$

4. Répartition du revenu net

À la fin de chaque exercice trimestriel, le revenu net du fonds, après déduction du virement à la réserve générale, est réparti entre les détenteurs des dépôts à participation. Au début du nouveau trimestre, ce revenu est versé au compte de dépôts à vue des déposants.

5. Dépôts à participation

Les dépôts à participation sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle dans l'avoir net et le revenu net du fonds. La valeur d'une unité de participation à la fin de chaque exercice trimestriel est établie d'après la valeur de réalisation de l'avoir net du fonds, divisée par le nombre total des unités en cours à cette date; elle sert de prix d'émission ou d'annulation au début du trimestre qui suit.

a) Mouvements de l'année

	1982		1981	
	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)
Solde au début	10 539 302	8 651 502 \$	8 982 303	7 545 443 \$
Unités émises	1 954 156	1 273 571	1 556 999	1 106 059
Solde à la fin	12 493 458	9 925 073 \$	10 539 302	8 651 502 \$

b) Valeur de réalisation au 31 décembre

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Avoir net du fonds selon le bilan	10 198 575 \$	8 893 333 \$
À déduire:		
Placements		
selon le bilan	10 959 184	9 343 062
selon leur valeur de réalisation (note 3)	10 756 716	7 551 726
	202 468	1 791 336
Valeur de réalisation totale des unités	9 996 107 \$	7 101 997 \$
Valeur de réalisation d'une unité (en dollars)	800 \$	674 \$

6. Réserve générale

La réserve générale se compose des gains ou pertes en capital réalisés sur ventes de valeurs et de l'écart entre la valeur comptable et la valeur de réalisation des unités de dépôts à participation annulées.

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Solde au début	241 831 \$	201 476 \$
Virement de l'état des revenus et dépenses	31 671	40 355
Solde à la fin	273 502 \$	241 831 \$

7. Frais d'administration

Les frais d'administration répartis au cours de l'année terminée le 31 décembre ont été imputés comme suit:

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Fonds particulier	856 \$	640 \$
Fonds spécialisés		
Fonds d'obligations (Fonds «O»)	921	727
Fonds d'obligations gouvernementales (Fonds «G»)	62	62
Fonds d'actions (Fonds «A»)	935	711
Fonds d'hypothèques (Fonds «H»)	1 756	1 593
Portefeuilles à gestion distincte	105	116
	4 635 \$	3 849 \$

Fonds spécialisé d'obligations (Fonds «O»)

Caisse de dépôt et placement du Québec
(L.R.Q., chapitre C-2)**Bilan**

au 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Actif	1982	1981
Placements (note 2)		
Obligations	1 679 532 \$	1 369 505 \$
Dépôts à vue au fonds général	77 615	—
	1 757 147	1 369 505
Intérêts courus	47 875	36 202
	1 805 022 \$	1 405 707 \$
Passif		
Revenu à verser aux déposants (note 3)	19 455 \$	14 588 \$
Avances du fonds général	—	1 760
Transactions en voie de règlement	281	2 424
	19 736	18 772
Avoir des détenteurs de dépôts à participation (note 6)		
Dépôts à participation (note 4)	1 625 176	1 232 847
Revenus accumulés au 31 décembre 1979	183 248	183 248
Réserve générale (note 5)	(23 138)	(29 160)
	1 785 286	1 386 935
	1 805 022 \$	1 405 707 \$

Pour le conseil d'administration,
Jean Campeau
Claude Legault

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan du fonds spécialisé d'obligations (Fonds «O») de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 1982 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, les placements et les opérations financières du fonds spécialisé d'obligations (Fonds «O») ont été effectués conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce fonds au 31 décembre 1982 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.
Québec, le 4 mars 1983

Fonds spécialisé d'obligations (Fonds «O»)

Revenus et dépenses

de l'année terminée le 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Revenus	1982	1981
Revenus de placements		
Intérêts sur obligations	194 788 \$	144 018 \$
Intérêts sur dépôts au fonds général — net	9 649	6 837
	204 437	150 855
Gains et pertes sur ventes de valeurs	6 022	(16 771)
	210 459	134 084
Dépenses		
Frais d'administration	921	727
Revenu net	209 538	133 357
Virement des gains et pertes sur ventes de valeurs à la réserve générale (note 5)	(6 022)	16 771
Revenu attribué aux détenteurs de dépôts à participation (note 3)	203 516 \$	150 128 \$

Notes complémentaires

1. Énoncé des conventions comptables

Les états financiers du fonds spécialisé d'obligations (Fonds «O») de la Caisse de dépôt ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

a) Placements

Les placements en obligations sont comptabilisés à leur prix coûtant amorti.

b) Comptabilisation des transactions

Les transactions d'achats et de ventes de valeurs sont comptabilisées à la date de règlement.

c) Frais d'administration

Les frais d'administration sont acquittés par le fonds général et répartis entre les divers fonds et portefeuilles au prorata de l'actif pondéré de chacun.

2. Valeur de réalisation des placements

Au 31 décembre 1982, la valeur de réalisation des placements était de 1 816 315 000 \$ (1981, 1 120 219 000 \$).

3. Répartition du revenu net

À la fin de chaque exercice mensuel, le revenu net du fonds, après déduction du virement à la réserve générale, est réparti entre les détenteurs de dépôts à participation. Au début du nouvel exercice, ce revenu est versé au compte de dépôts à vue des déposants.

4. Dépôts à participation

Les dépôts à participation sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle dans l'avoir net et le revenu net du fonds. La valeur d'une unité de participation à la fin de chaque exercice mensuel est établie d'après la valeur de réalisation de l'avoir net du fonds, divisée par le nombre total des unités en cours à cette date; elle sert de prix d'émission ou d'annulation au début du mois qui suit.

a) Mouvements de l'année

	1982		1981	
	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)
Solde au début	692 093	1 232 847 \$	489 210	887 603 \$
Unités émises	232 919	392 329	202 883	345 244
Solde à la fin	925 012	1 625 176 \$	692 093	1 232 847 \$

b) Valeur de réalisation au 31 décembre

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Avoir net du fonds selon le bilan	1 785 286 \$	1 386 935 \$
À ajouter:		
Placements		
selon leur valeur de réalisation (note 2)	1 816 315	1 120 219
selon le bilan	1 757 147	1 369 505
	59 168	(249 286)
Valeur de réalisation totale des unités	1 844 454 \$	1 137 649 \$
Valeur de réalisation d'une unité (en dollars)	1 994 \$	1 644 \$

5. Réserve générale

La réserve générale se compose des gains ou pertes en capital réalisés sur ventes de valeurs depuis le 1er janvier 1980 et de l'écart entre la valeur comptable et la valeur de réalisation des unités de dépôts à participation annulées depuis la création du fonds. Jusqu'au 31 décembre 1979, les revenus nets annuels étaient retenus comme revenus accumulés dans l'avoir du fonds.

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Solde au début (débitéur)	(29 160) \$	(12 389) \$
Virement de l'état des revenus et dépenses	6 022	(16 771)
Solde à la fin (débitéur)	(23 138) \$	(29 160) \$

6. Transfert des biens d'un déposant d'un fonds spécialisé à un fonds particulier

Les modifications aux règlements de la Caisse de dépôt, approuvées par le gouvernement le 21 décembre 1982, autorisent maintenant le transfert des biens d'un déposant d'un fonds spécialisé à un fonds particulier.

La Caisse de dépôt prévoit que l'avoir des détenteurs de dépôts à participation équivalant à l'actif net du fonds sera transféré rétroactivement au 1er janvier 1983 à un fonds particulier à être créé à cette fin pour chacun des déposants.

Ce transfert permettra l'attribution aux déposants du fonds des revenus accumulés au 31 décembre 1979 et de la réserve générale à la date du transfert et mettra fin aux opérations du fonds spécialisé d'obligations (Fonds «O»).

Fonds spécialisé d'obligations gouvernementales (Fonds «G»)

Caisse de dépôt et placement du Québec
(L.R.Q., chapitre C-2)

Bilan

au 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Actif	1982	1981
Placements (note 2)		
Obligations	102 657 \$	103 898 \$
Dépôts à vue au fonds général	5 273	4 315
	107 930	108 213
Intérêts courus	2 992	3 037
	110 922 \$	111 250 \$
Passif		
Revenu à verser au déposant (note 3)	920 \$	939 \$
Avoir du détenteur de dépôts à participation (note 6)		
Dépôts à participation (note 4)	86 116	86 116
Revenus accumulés au 31 décembre 1979	25 293	25 293
Réserve générale (note 5)	(1 407)	(1 098)
	110 002	110 311
	110 922 \$	111 250 \$

Pour le conseil d'administration,
Jean Campeau
Claude Legault

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan du fonds spécialisé d'obligations gouvernementales (Fonds «G») de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 1982 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, les placements et les opérations financières du fonds spécialisé d'obligations gouvernementales (Fonds «G») ont été effectués conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce fonds au 31 décembre 1982 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.
Québec, le 4 mars 1983

Fonds spécialisé d'obligations gouvernementales (Fonds «G»)

Revenus et dépenses

de l'année terminée le 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Revenus	1982	1981
Revenus de placements		
Intérêts sur obligations	10 408 \$	10 628 \$
Intérêts sur dépôts au fonds général — net	696	620
Gains et pertes sur ventes de valeurs	11 104 (309)	11 248 (786)
	10 795	10 462
Dépenses		
Frais d'administration	62	62
Revenu net	10 733	10 400
Virement des gains et pertes sur ventes de valeurs à la réserve générale (note 5)	309	786
Revenu attribué au détenteur de dépôts à participation (note 3)	11 042 \$	11 186 \$

Notes complémentaires

1. Énoncé des conventions comptables

Les états financiers du fonds spécialisé d'obligations gouvernementales (Fonds «G») de la Caisse de dépôt ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

a) Placements

Les placements en obligations sont comptabilisés à leur prix coûtant amorti.

b) Comptabilisation des transactions

Les transactions d'achats et de ventes de valeurs sont comptabilisées à la date de règlement.

c) Frais d'administration

Les frais d'administration sont acquittés par le fonds général et répartis entre les divers fonds et portefeuilles au prorata de l'actif pondéré de chacun.

2. Valeur de réalisation des placements

Au 31 décembre 1982, la valeur de réalisation des placements était de 96 009 000 \$ (1981, 75 452 000 \$).

3. Attribution du revenu net

À la fin de chaque exercice mensuel, le revenu net du fonds, après déduction du virement à la réserve générale, est attribué au détenteur de dépôts à participation. Au début du nouvel exercice, ce revenu est versé au compte de dépôts à vue du déposant.

4. Dépôts à participation

Les dépôts à participation sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle dans l'avoir net et le revenu net du fonds. La valeur d'une unité de participation à la fin de chaque exercice mensuel est établie d'après la valeur de réalisation de l'avoir net du fonds, divisée par le nombre total des unités en cours à cette date; elle sert de prix d'émission ou d'annulation au début du mois qui suit.

a) Mouvements de l'année

	1982		1981	
	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)
Solde au début et à la fin	84 816	86 116 \$	84 816	86 116 \$

b) Valeur de réalisation au 31 décembre

	1982		1981	
	(en milliers de dollars)		(en milliers de dollars)	
Avoir net du fonds selon le bilan	110 002 \$		110 311 \$	
À déduire:				
Placements				
selon le bilan	107 930		108 213	
selon leur valeur de réalisation (note 2)	96 009		75 452	
	11 921		32 761	
Valeur de réalisation totale des unités	98 081 \$		77 550 \$	
Valeur de réalisation d'une unité (en dollars)	1 156 \$		914 \$	

5. Réserve générale

La réserve générale se compose des gains ou pertes en capital réalisés sur ventes de valeurs depuis le 1er janvier 1980 et de l'écart entre la valeur comptable et la valeur de réalisation des unités de dépôts à participation annulées depuis la création du fonds. Jusqu'au 31 décembre 1979, les revenus nets annuels étaient retenus comme revenus accumulés dans l'avoir du fonds.

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Solde au début (débitaire)	(1 098) \$	(312) \$
Virement de l'état des revenus et dépenses	(309)	(786)
Solde à la fin (débitaire)	(1 407) \$	(1 098) \$

6. Transfert des biens d'un déposant d'un fonds spécialisé à un fonds particulier

Les modifications aux règlements de la Caisse de dépôt, approuvées par le gouvernement le 21 décembre 1982, autorisent maintenant le transfert des biens d'un déposant d'un fonds spécialisé à un fonds particulier.

La Caisse de dépôt prévoit que l'avoir du détenteur de dépôts à participation équivalant à l'actif net du fonds sera transféré rétroactivement au 1er janvier 1983 à un fonds particulier à être créé à cette fin pour le déposant.

Ce transfert permettra l'attribution au déposant du fonds des revenus accumulés au 31 décembre 1979 et de la réserve générale à la date du transfert et mettra fin aux opérations du fonds spécialisé d'obligations gouvernementales (Fonds «G»).

Fonds spécialisé d'actions (Fonds «A»)

Caisse de dépôt et placement du Québec
(L.R.Q., chapitre C-2)

Bilan

au 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Actif	1982	1981
Placements (note 2)		
Actions et valeurs convertibles	1 121 381 \$	961 961 \$
Dépôts à vue au fonds général	100 951	9 122
	1 222 332	971 083
Revenus de placements courus et à recevoir	7 733	7 883
	1 230 065 \$	978 966 \$
Passif		
Revenu à verser aux déposants (note 3)	8 005 \$	8 320 \$
Transactions en voie de règlement	29	—
	8 034	8 320
Avoir des détenteurs de dépôts à participation (note 6)		
Dépôts à participation (note 4)	974 489	745 337
Revenus accumulés au 31 décembre 1979	129 634	129 634
Réserve générale (note 5)	117 908	95 675
	1 222 031	970 646
	1 230 065 \$	978 966 \$

Pour le conseil d'administration,
Jean Campeau
Claude Legault

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan du fonds spécialisé d'actions (Fonds «A») de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 1982 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, les placements et les opérations financières du fonds spécialisé d'actions (Fonds «A») ont été effectués conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce fonds au 31 décembre 1982 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.
Québec, le 4 mars 1983

Fonds spécialisé d'actions (Fonds «A»)

Revenus et dépenses

de l'année terminée le 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Revenus	1982	1981
Revenus de placements		
Dividendes, intérêts sur valeurs convertibles	53 634 \$	50 773 \$
Intérêts sur dépôts au fonds général — net	6 403	6 494
	60 037	57 267
Gains et pertes sur ventes de valeurs	22 233	74 267
	82 270	131 534
Dépenses		
Frais d'administration	935	711
Revenu net	81 335	130 823
Virement des gains et pertes sur ventes de valeurs à la réserve générale (note 5)	(22 233)	(74 267)
Revenu attribué aux détenteurs de dépôts à participation (note 3)	59 102 \$	56 556 \$

Notes complémentaires

1. Énoncé des conventions comptables

Les états financiers du fonds spécialisé d'actions (Fonds «A») de la Caisse de dépôt ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

a) Placements

Les placements en actions et valeurs convertibles sont comptabilisés à leur prix coûtant.

b) Comptabilisation des transactions

Les transactions d'achats et de ventes de valeurs sont comptabilisées à la date de règlement.

c) Revenus de dividendes

Les revenus de dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription au livre des actionnaires.

d) Frais d'administration

Les frais d'administration sont acquittés par le fonds général et répartis entre les divers fonds et portefeuilles au prorata de l'actif pondéré de chacun.

2. Valeur de réalisation des placements

Au 31 décembre 1982, la valeur de réalisation des placements était de 1 306 253 000 \$ (1981, 971 167 000 \$).

3. Répartition du revenu net

À la fin de chaque exercice mensuel, le revenu net du fonds, après déduction du virement à la réserve générale, est réparti entre les détenteurs de dépôts à participation. Au début du nouvel exercice, ce revenu est versé au compte de dépôts à vue des déposants.

4. Dépôts à participation

Les dépôts à participation sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle dans l'avoir net et le revenu net du fonds. La valeur d'une unité de participation à la fin de chaque exercice mensuel est établie d'après la valeur de réalisation de l'avoir net du fonds, divisée par le nombre total des unités en cours à cette date; elle sert de prix d'émission ou d'annulation au début du mois qui suit.

a) Mouvements de l'année

	1982		1981	
	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)
Solde au début	399 976	745 337 \$	330 708	557 232 \$
Unités émises	109 197	229 152	69 268	188 105
Solde à la fin	509 173	974 489 \$	399 976	745 337 \$

b) Valeur de réalisation au 31 décembre

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Avoir net du fonds selon le bilan	1 222 031 \$	970 646 \$
À ajouter:		
Placements		
selon leur valeur de réalisation (note 2)	1 306 253	971 167
selon le bilan	1 222 332	971 083
	83 921	84
Valeur de réalisation totale des unités	1 305 952 \$	970 730 \$
Valeur de réalisation d'une unité (en dollars)	2 565 \$	2 427 \$

5. Réserve générale

La réserve générale se compose des gains ou pertes en capital réalisés sur ventes de valeurs depuis le 1er janvier 1980 et de l'écart entre la valeur comptable et la valeur de réalisation des unités de dépôts à participation annulées depuis la création du fonds. Jusqu'au 31 décembre 1979, les revenus nets annuels étaient retenus comme revenus accumulés dans l'avoir du fonds.

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Solde au début	95 675 \$	21 408 \$
Virement de l'état des revenus et dépenses	22 233	74 267
Solde à la fin	117 908 \$	95 675 \$

6. Transfert des biens d'un déposant d'un fonds spécialisé à un fonds particulier

Les modifications aux règlements de la Caisse de dépôt, approuvées par le gouvernement le 21 décembre 1982, autorisent maintenant le transfert des biens d'un déposant d'un fonds spécialisé à un fonds particulier.

La Caisse de dépôt prévoit que l'avoir des détenteurs de dépôts à participation équivalant à l'actif net du fonds sera transféré rétroactivement au 1er janvier 1983 à un fonds particulier à être créé à cette fin pour chacun des déposants.

Ce transfert permettra l'attribution aux déposants du fonds des revenus accumulés au 31 décembre 1979 et de la réserve générale à la date du transfert et mettra fin aux opérations du fonds spécialisé d'actions (Fonds «A»).

Fonds spécialisé d'hypothèques (Fonds «H»)

Caisse de dépôt et placement du Québec
(L.R.Q., chapitre C-2)

Bilan

au 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Actif	1982	1981
Placements (note 2)		
Portefeuilles:		
• Financements hypothécaires	617 668 \$	615 704 \$
• Investissements immobiliers (note 3)	243	311
	617 911	616 015
Dépôts à vue au fonds général	43 068	—
	660 979	616 015
Intérêts courus	11 029	10 429
	672 008 \$	626 444 \$
Passif		
Revenu à verser aux déposants (note 4)	6 647 \$	16 143 \$
Avances du fonds général	—	27 516
Autres éléments de passif	5 310	5 984
	11 957	49 643
Avoir des détenteurs de dépôts à participation (note 7)		
Dépôts à participation (note 5)	530 196	447 020
Revenus accumulés au 31 décembre 1979	129 482	129 482
Réserve générale (note 6)	373	299
	660 051	576 801
	672 008 \$	626 444 \$

Pour le conseil d'administration,
Jean Campeau
Claude Legault

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan du fonds spécialisé d'hypothèques (Fonds «H») de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 1982 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, les placements et les opérations financières du fonds spécialisé d'hypothèques (Fonds «H») ont été effectués conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce fonds au 31 décembre 1982 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.
Québec, le 4 mars 1983

Fonds spécialisé d'hypothèques (Fonds «H»)

Revenus et dépenses

de l'année terminée le 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Revenus	1982	1981
Revenus de placements		
Intérêts sur financements hypothécaires	75 659 \$	65 279 \$
Intérêts sur dépôts au fonds général — net	1 243	(2 029)
	76 902	63 250
Autres revenus	26	14
	76 928	63 264
Gains et pertes sur ventes de valeurs	74	606
	77 002	63 870
Dépenses		
Frais d'administration	1 756	1 593
Revenu net	75 246	62 277
Virement des gains et pertes sur ventes de valeurs à la réserve générale (note 6)	(74)	(606)
Revenu attribué aux détenteurs de dépôts à participation (note 4)	75 172 \$	61 671 \$

Notes complémentaires

1. Énoncé des conventions comptables

Les états financiers du fonds spécialisé d'hypothèques (Fonds «H») de la Caisse de dépôt ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

a) Placements

Les financements hypothécaires ainsi que les immeubles sont comptabilisés à leur prix coûtant amorti.

b) Intérêts payés sur avances

Les intérêts payés sur les avances du fonds général sont déduits des intérêts sur dépôts au fonds général.

c) Frais d'administration

Les frais d'administration sont acquittés par le fonds général et répartis entre les divers fonds et portefeuilles au prorata de l'actif pondéré de chacun.

2. Valeur de réalisation des placements

La valeur de réalisation des placements au 31 décembre se détaillait comme suit:

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Portefeuilles:		
• Financements hypothécaires	607 857 \$	533 825 \$
• Investissements immobiliers	202	354
	608 059	534 179
Dépôts à vue au fonds général	43 068	—
	651 127 \$	534 179 \$

3. Investissements immobiliers

Les investissements immobiliers représentent le solde net des créances hypothécaires garanties par des immeubles résidentiels qui ont été repris par la Caisse de dépôt suite au défaut de payer des emprunteurs.

4. Répartition du revenu net

À la fin de chaque exercice mensuel, le revenu net du fonds, après déduction du virement à la réserve générale, est réparti entre les détenteurs de dépôts à participation. Au début du nouvel exercice, ce revenu est versé au compte de dépôts à vue des déposants.

5. Dépôts à participation

Les dépôts à participation sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle dans l'avoir net et le revenu net du fonds. La valeur d'une unité de participation à la fin de chaque exercice mensuel est établie d'après la valeur de réalisation de l'avoir net du fonds, divisée par le nombre total des unités en cours à cette date; elle sert de prix d'émission ou d'annulation au début du mois qui suit.

a) Mouvements de l'année

	1982		1981	
	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)
Solde au début	268 390	447 020 \$	240 233	395 621 \$
Unités émises	45 326	83 176	28 157	51 399
Solde à la fin	313 716	530 196 \$	268 390	447 020 \$

b) Valeur de réalisation au 31 décembre

	1982		1981	
	(en milliers de dollars)		(en milliers de dollars)	
Avoir net du fonds selon le bilan	660 051 \$		576 801 \$	
À déduire:				
Placements		660 979		616 015
selon le bilan		651 127		534 179
selon leur valeur de réalisation (note 2)		9 852		81 836
Valeur de réalisation totale des unités	650 199 \$		494 965 \$	
Valeur de réalisation d'une unité (en dollars)	2 073 \$		1 844 \$	

6. Réserve générale

La réserve générale se compose des gains ou pertes en capital réalisés sur ventes de valeurs depuis le 1er janvier 1980 et de l'écart entre la valeur comptable et la valeur de réalisation des unités de dépôts à participation annulées depuis la création du fonds. Jusqu'au 31 décembre 1979, les revenus nets annuels étaient retenus comme revenus accumulés dans l'avoir du fonds.

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Solde au début (débitaire)	299 \$	(307) \$
Virement de l'état des revenus et dépenses	74	606
Solde à la fin	373 \$	299 \$

7. Transfert des biens d'un déposant d'un fonds spécialisé à un fonds particulier

Les modifications aux règlements de la Caisse de dépôt, approuvées par le gouvernement le 21 décembre 1982, autorisent maintenant le transfert des biens d'un déposant d'un fonds spécialisé à un fonds particulier.

La Caisse de dépôt prévoit que l'avoir des détenteurs de dépôts à participation équivalant à l'actif net du fonds sera transféré rétroactivement au 1er janvier 1983 à un fonds particulier à être créé à cette fin pour chacun des déposants.

Ce transfert permettra l'attribution aux déposants du fonds des revenus accumulés au 31 décembre 1979 et de la réserve générale à la date du transfert et mettra fin aux opérations du fonds spécialisé d'hypothèques (Fonds «H»).

Bilan

au 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Actif	1982	1981
Placements (note 2)		
Portefeuilles:		
• Obligations	975 875 \$	930 136 \$
• Actions et valeurs convertibles	253 025	131 480
• Financements hypothécaires	58 269	29 015
	1 287 169	1 090 631
Dépôts à vue au fonds général	149 959	104 621
	1 437 128	1 195 252
Revenus de placements courus et à recevoir	29 189	26 802
	1 466 317 \$	1 222 054 \$
Passif		
Revenu net à verser au déposant (note 4)	28 558 \$	133 884 \$
Autres éléments de passif	172	8 150
	28 730	142 034
Avoir du détenteur de dépôts à participation		
Dépôts à participation (note 3)	1 437 587	1 093 795
Réserve générale (note 5)	—	(13 775)
	1 437 587	1 080 020
	1 466 317 \$	1 222 054 \$

Pour le conseil d'administration,
Jean Campeau
Claude Legault

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan du fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 1982 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, les placements et les opérations financières du fonds particulier ont été effectués conformément à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec et ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce fonds au 31 décembre 1982 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année terminée à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, c.a.
Québec, le 4 mars 1983

Fonds particulier

Revenus et dépenses

de l'année terminée le 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Revenus	1982	1981
Revenus de placements		
Intérêts sur obligations	107 006 \$	104 504 \$
Dividendes, intérêts sur valeurs convertibles	11 191	4 222
Intérêts sur financements hypothécaires	8 148	1 092
Intérêts sur dépôts au fonds général — net	11 907	8 735
	138 252	118 553
Autres revenus	—	10
	138 252	118 563
Gains et pertes sur ventes de valeurs	3 888	(10 276)
	142 140	108 287
Dépenses		
Frais d'administration	856	640
Revenu net	141 284	107 647
Virement des gains et pertes sur ventes de valeurs à la réserve générale (note 5)	84	10 276
Revenu attribué au détenteur de dépôts à participation	141 368 \$	117 923 \$

Notes complémentaires

1. Énoncé des conventions comptables

Les états financiers du fonds particulier de la Caisse de dépôt ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

a) Placements

Les placements en actions et valeurs convertibles ainsi que les financements hypothécaires sont comptabilisés à leur prix coûtant. Les obligations sont comptabilisées à leur prix coûtant amorti.

b) Comptabilisation des transactions

Les transactions d'achats et de ventes de valeurs sont comptabilisées à la date de règlement.

c) Revenus de dividendes

Les revenus de dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription au livre des actionnaires.

d) Frais d'administration

Les frais d'administration sont acquittés par le fonds général et répartis entre les divers fonds et portefeuilles au prorata de l'actif pondéré de chacun.

2. Valeur de réalisation des placements

La valeur de réalisation des placements au 31 décembre se détaillait comme suit:

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Portefeuilles:		
• Obligations	914 750 \$	680 217 \$
• Actions et valeurs convertibles	280 394	113 938
• Financements hypothécaires	63 204	30 005
	1 258 348	824 160
Dépôts à vue au fonds général	149 959	104 621
	1 408 307 \$	928 781 \$

3. Dépôts à participation

Le détenteur des dépôts à participation de ce fonds est la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Jusqu'au 31 octobre 1982, les dépôts à participation étaient exprimés en unités et chaque unité conférait à son détenteur une participation proportionnelle dans l'avoir net et le revenu net du fonds. La valeur d'une unité de participation à la fin de chaque exercice mensuel était établie d'après la valeur de réalisation de l'avoir net du fonds divisée par le nombre total des unités en cours à cette date; elle servait alors de prix d'émission ou d'annulation au début du mois suivant.

Depuis le 1er novembre 1982, les dépôts à participation sont exprimés en unités de participation ayant une valeur au pair de 1 000 \$ chacune. À la clôture de l'exercice trimestriel du fonds, le revenu net est versé au déposant. Ce versement peut également s'effectuer par l'émission d'unités de participation. Lors du retrait d'une unité du fonds, le montant versé au déposant est égal à la valeur au pair de l'unité, augmentée ou diminuée des gains ou pertes encourus lors de la réalisation de valeurs effectuée aux fins de ce retrait.

a) Mouvements de l'année

	1982		1981	
	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)	Nombre d'unités	(en milliers de dollars)
Solde au début	1 087 614	1 093 795 \$	761 585	839 760 \$
Unités émises au cours de l'année	321 138	256 769	326 029	254 035
	1 408 752	1 350 564	1 087 614	1 093 795
Unités émises en règlement du solde du revenu à verser*	87 023	87 023	—	—
Conversion des unités**	(58 188)	—	—	—
Solde à la fin	1 437 587	1 437 587 \$	1 087 614	1 093 795 \$

* Au 31 décembre 1982, un montant de 100 882 000 \$ représentant le revenu à verser au déposant pour les années 1978 et 1979 moins un montant de 13 859 000 \$ égal à la réserve générale du fonds au 31 octobre 1982 a été viré au compte de dépôts à participation sous forme d'unités d'une valeur au pair de 1 000 \$ chacune.

** Conversion des unités détenues le 31 décembre 1982 en unités d'une valeur au pair de 1 000 \$ chacune.

b) Valeur de réalisation au 31 décembre

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Avoir net du fonds selon le bilan	1 437 587 \$	1 080 020 \$
Revenu à verser (note 3a)	—	100 882
	1 437 587	1 180 902
À déduire:		
Placements		
selon le bilan	1 437 128	1 195 252
selon leur valeur de réalisation (note 2)	1 408 307	928 781
	28 821	266 471
Valeur de réalisation totale des unités	1 408 766 \$	914 431 \$
Valeur de réalisation d'une unité (en dollars)	980 \$	*774 \$

* Valeur unitaire redressée pour fins de comparaison.

4. Attribution du revenu net

À la fin de chaque exercice trimestriel du fonds, le revenu net de l'exercice est versé au déposant. Au 31 décembre 1982, le revenu net à verser au déposant est constitué du revenu net attribué durant les mois de novembre et décembre 1982 lequel a été versé au déposant le 1er janvier 1983.

5. Réserve générale

	1982	1981
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Solde au début (débiteur)	(13 775) \$	(3 499) \$
Virement de l'état des revenus et dépenses	(84)	(10 276)
Porté au revenu à verser*	13 859	—
Solde à la fin (débiteur)	—	(13 775) \$

* Au 31 décembre 1982, le solde de la réserve générale qui était composé des gains ou pertes en capital réalisés sur ventes de valeurs depuis le 1er janvier 1980, a été appliqué contre le revenu à verser au déposant.

Statistiques financières

Liste des tableaux

	Page
I — Placements	
Ensemble des fonds	
Relevé des placements au 31 décembre 1982 (tableau 20)	50
Fonds général	
Relevé des placements au 31 décembre 1982 (tableau 21)	52
Fonds spécialisés	
Relevé des placements au 31 décembre 1982 (tableau 22)	54
Fonds particulier	
Relevé des placements au 31 décembre 1982 (tableau 23)	56
II — Participation aux émissions d'obligations du secteur public québécois	
Participation aux nouvelles émissions du gouvernement du Québec et d'Hydro-Québec sur le marché canadien en 1982 (tableau 24)	58
Répartition entre les fonds des achats par la Caisse de dépôt de nouvelles obligations émises ou garanties par le gouvernement du Québec sur le marché canadien (tableau 25)	58
Achats par la Caisse de dépôt de nouvelles obligations émises ou garanties par le gouvernement du Québec sur le marché canadien (tableau 26)	59
Achats par la Caisse de dépôt de nouvelles obligations d'émetteurs du secteur public québécois sur le marché canadien (tableau 27)	59
III — Rendements	
Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds général (tableau 28)	60
Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds particulier (tableau 29)	
Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds spécialisé d'obligations (Fonds «O») (tableau 30)	
Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds spécialisé d'obligations gouvernementales (Fonds «G») (tableau 31)	
Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds spécialisé d'actions (Fonds «A») (tableau 32)	
Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds spécialisé d'hypothèques (Fonds «H») (tableau 33)	
IV — Déposants	
Avoir des déposants exprimé à la valeur de réalisation au 31 décembre 1982 (tableau 34)	61
V — Investissements spécifiques	
Investissements en actions et obligations d'entreprises au 31 décembre 1982 (tableau 35)	62
Financements hypothécaires en cours au 31 décembre 1982 dont le montant était à l'origine supérieur à 5 000 000 \$ (tableau 36)	65
Relevé des investissements immobiliers de la Caisse de dépôt et de ses filiales au 31 décembre 1982 (tableau 37)	66
VI — Rétrospective financière	
Statistiques financières des dix dernières années pour l'ensemble des biens sous gestion au 31 décembre (tableau 38)	68
Statistiques financières des dix dernières années pour l'ensemble des placements au 31 décembre (tableau 39)	70
Statistiques financières des dix dernières années pour les placements des divers fonds et portefeuilles au 31 décembre (tableau 40)	72

20

Obligations

Valeur Inscrite %	Ventilation des portefeuilles					Total ²		Valeur de réalisation	Variation nette en 1982 (valeur Inscrite)
		Fonds ¹ général	Fonds spécialisés	Fonds particulier	Portefeuilles à gestion distincte	Valeur nominale	Valeur Inscrite		
	Émises ou garanties par le gouvernement du Canada								
2,40	Gouvernement du Canada	147,3	118,8	114,7	1,2	415,0	382,0	410,1	(57,1)
0,21	Autres	27,0	5,0	1,5	—	33,5	33,5	36,3	33,3
2,61		174,3	123,8	116,2	1,2	448,5	415,5	446,4	(23,8)
	Émises ou garanties par le gouvernement du Québec								
37,51	Gouvernement du Québec	4 695,5	836,8	398,2	35,3	6 029,8	5 965,8	5 822,8	942,1
14,25	Hydro-Québec	1 662,2	394,6	196,2	13,8	2 335,2	2 266,8	2 115,2	193,1
0,69	Sidbec	95,7	10,0	5,0	—	111,0	110,7	99,2	(2,6)
0,07	Autres	10,0	—	—	1,0	11,5	11,0	8,9	—
52,52		6 463,4	1 241,4	599,4	50,1	8 487,5	8 354,3	8 046,1	1 132,6
	Garanties par octroi								
0,67	Cégeps	66,1	25,1	12,2	3,1	108,6	106,5	99,9	2,1
0,61	Hôpitaux	53,0	30,1	6,2	7,0	97,7	96,3	94,6	20,7
0,95	Universités	85,1	45,2	19,2	1,7	154,0	151,2	147,2	20,5
0,27	Centres de services sociaux	19,8	17,1	4,5	1,1	43,6	42,5	46,1	1,1
0,01	Commissions scolaires	2,2	—	—	—	2,2	2,2	2,3	2,2
2,51		226,2	117,5	42,1	12,9	406,1	398,7	390,1	46,6
	Municipales et scolaires								
3,53	Municipalités et organismes municipaux	310,1	148,6	61,5	41,0	576,3	561,2	537,8	25,9
1,43	Commissions scolaires	150,0	29,7	29,8	18,2	232,3	227,7	205,3	(1,3)
4,96		460,1	178,3	91,3	59,2	808,6	788,9	743,1	24,6
0,00	Autres gouvernements	—	—	—	0,5	0,5	0,5	0,4	(4,4)
4,70	Entreprises	490,3	121,2	126,9	8,2	767,9	746,6	682,9	(140,8)
67,30	Total	7 814,3	1 782,2	975,9	132,1	10 919,1	10 704,5	10 309,0	1 034,8

**Financements
hypothécaires**

	Habitations								
3,69	Hypothèques assurées	77,5	490,0	14,4	5,1	—	587,0	572,2	18,2
0,24	Hypothèques ordinaires	7,0	23,6	6,9	0,3	—	37,8	37,0	5,0
3,93		84,5	513,6	21,3	5,4	—	624,8	609,2	23,2
2,37	Immeubles commerciaux	267,2	77,3	33,0	0,0	—	377,5	341,1	(40,2)
0,36	Bâtiments industriels	27,4	26,8	4,0	—	—	58,2	55,7	(2,1)
0,16	Autres	25,0	—	—	—	—	25,0	23,8	—
6,82	Total	404,1	617,7	58,3	5,4	—	1 085,5	1 029,8	(19,1)
74,12	Total des titres à revenu fixe	8 218,4	2 399,9	1 034,2	137,5	—	11 790,0	11 338,8	1 015,7

**Actions et valeurs
convertibles**

4,20	Mines et métaux	343,2	288,0	36,2	—	—	667,4	507,4	76,4
0,11	Aurifères	6,7	8,3	2,9	—	—	17,9	24,4	5,9
1,89	Pétrole et gaz naturel	126,7	134,4	39,0	—	—	300,1	348,2	72,1
1,48	Papiers et produits forestiers	165,3	63,2	7,6	—	—	236,1	189,7	78,5
1,48	Produits de consommation	112,3	94,9	27,8	—	—	235,0	310,5	13,0
1,23	Production industrielle	96,4	77,0	21,8	0,7	—	195,9	253,6	30,9
0,01	Immeuble et construction	1,1	—	—	—	—	1,1	5,9	(1,2)
1,43	Transports	111,8	94,2	21,5	—	—	227,5	256,1	56,7
0,68	Pipe-lines	46,0	48,7	13,1	—	—	107,8	127,9	49,6
1,01	Services publics	80,4	66,1	14,6	0,2	—	161,3	192,4	(46,5)
0,33	Communications	28,4	18,7	5,7	—	—	52,8	68,5	3,5
0,61	Distribution et services	50,5	38,7	7,0	0,2	—	96,4	141,1	4,1
2,50	Services financiers	178,8	169,2	49,7	—	—	397,7	574,9	66,7
0,39	Sociétés de gestion	36,5	20,0	6,1	—	—	62,6	75,2	33,2
17,35	Total	1 384,1	1 121,4	253,0	1,1	—	2 759,6	3 075,8	442,9

**Investissements
immobiliers**

0,07	Terrains	10,8	—	—	—	—	10,8	12,8	(2,4)
1,11	Terrains et bâtiments	176,6	0,2	—	—	—	176,8	177,3	134,7
1,18	Total	187,4	0,2	—	—	—	187,6	190,1	132,3
18,53	Total des titres à revenu variable	1 571,5	1 121,6	253,0	1,1	—	2 947,2	3 265,9	575,2
92,65	Total — placements à long terme	9 789,9	3 521,5	1 287,2	138,6	—	14 737,2	14 604,7	1 590,9
7,35	Valeurs à court terme	1 168,6	—	—	—	1 165,4	1 168,6	1 170,4	675,6
—	Dépôts au fonds général	(376,8)	226,9	149,9	—	—	—	—	—
100,00	Total des placements²	10 581,7	3 748,4	1 437,1	138,6	—	15 905,8	15 775,1	2 266,5

¹ Aux fins de ce tableau, le total des placements du fonds général a été réduit du montant des dépôts à vue des fonds spécialisés et du fonds particulier. Les placements des filiales immobilières sont consolidés au fonds général.

² Les placements des divers fonds et portefeuilles font l'objet d'une comptabilité séparée.

Relevé des placements au 31 décembre 1982 (en milliers de dollars)

21

Obligations

Valeur inscrite %	Ventilation des portefeuilles	Valeur nominale	Valeur inscrite	Valeur de réalisation	Rendement ¹ %	Variation nette en 1982 (valeur inscrite)
	Émises ou garanties par le gouvernement du Canada					
1,34	Gouvernement du Canada	161 180	147 255	162 809	13,13	(48 215)
0,25	Autres	26 999	27 041	29 206	14,92	27 041
1,59		188 179	174 296	192 015	13,41	(21 174)
	Émises ou garanties par le gouvernement du Québec					
42,85	Gouvernement du Québec	4 747 823	4 695 494	4 569 365	12,07	726 037
15,17	Hydro-Québec	1 711 842	1 662 194	1 496 423	10,85	51 383
0,87	Sidbec	95 950	95 743	85 829	10,14	(2 587)
0,09	Autres	10 542	9 977	8 126	7,86	(44)
58,98		6 566 157	6 463 408	6 159 743	11,72	774 789
	Garanties par octroi					
0,60	Cegeps	67 370	66 085	61 485	9,86	(1 051)
0,48	Hôpitaux	53 892	52 949	50 711	12,11	14 866
0,78	Universités	86 666	85 149	83 806	13,32	11 736
0,18	Centres de services sociaux	20 580	19 798	21 341	16,07	916
0,02	Commissions scolaires	2 243	2 202	2 343	14,33	2 202
2,06		230 751	226 183	219 686	12,28	28 669
	Municipales et scolaires					
2,83	Municipalités et organismes municipaux	319 187	310 185	299 450	12,19	25 988
1,37	Commissions scolaires	153 297	149 978	134 475	10,16	354
4,20		472 484	460 163	433 925	11,53	26 342
—	Autres gouvernements	—	—	—	—	(2 293)
4,47	Entreprises	499 637	490 278	447 302	11,68	(112 687)
71,30	Total	7 957 208	7 814 328	7 452 671	11,76	693 646
	Financements hypothécaires					
	Habitations					
0,71	Hypothèques assurées	—	77 458	65 605	10,50	(5 322)
0,06	Hypothèques ordinaires	—	7 052	5 431	9,48	(108)
0,77		—	84 510	71 036	10,41	(5 430)
2,44	Immeubles commerciaux	—	267 152	233 076	11,85	(39 760)
0,25	Bâtiments industriels	—	27 461	25 605	11,89	(3 278)
0,23	Autres	—	25 000	23 771	10,63	—
3,69	Total	—	404 123	353 488	11,47	(48 468)
74,99	Total des titres à revenu fixe	—	8 218 451	7 806 159	11,75	645 178

Actions et valeurs convertibles

3,13	Mines et métaux	—	343 269	263 519	1,27	35 976
0,06	Aurifères	—	6 674	10 298	1,43	3 346
1,16	Pétrole et gaz naturel	—	126 668	163 710	4,56	25 282
1,51	Papiers et produits forestiers	—	165 288	139 458	4,50	75 175
1,03	Produits de consommation	—	112 243	151 536	6,17	(4 391)
0,88	Production industrielle	—	96 394	126 961	4,50	10 538
0,01	Immeuble et construction	—	1 118	5 878	2,70	(1 201)
1,02	Transports	—	111 865	133 361	4,68	20 769
0,42	Pipe-lines	—	45 992	58 217	6,12	20 619
0,73	Services publics	—	80 436	97 369	12,12	(38 916)
0,26	Communications	—	28 387	37 409	3,90	(1 789)
0,46	Distribution et services	—	50 478	79 799	5,64	(1 900)
1,63	Services financiers	—	178 794	276 544	9,45	509
0,33	Sociétés de gestion	—	36 519	45 551	3,67	18 241
12,63	Total	—	1 384 125	1 589 610	4,98	162 258

Investissements immobiliers

0,10	Terrains	—	10 751	12 766	10,45	(2 408)
1,62	Terrains et bâtiments	—	177 309	177 813	12,42	135 496
1,72	Total	—	188 060	190 579	12,30	133 088
14,35	Total des titres à revenu variable		1 572 185	1 780 189	5,86	295 346
89,34	Total des placements à long terme		9 790 636	9 586 348	10,80	940 524
10,66	Valeurs à court terme	1 165 436	1 168 548	1 170 368	11,44	675 598
100,00	Total des placements²	—	10 959 184	10 756 716	10,87	1 616 122

¹ Le rendement des obligations, débetures et financements hypothécaires est le rendement à l'échéance; celui des actions est le rendement du dividende sur la valeur au coût; celui des investissements immobiliers représente les revenus courants sur le montant investi. Dans aucun de ces cas, il n'est tenu compte des profits et pertes sur ventes de valeurs.

² Les placements comprennent ceux du fonds général de la Caisse de dépôt et de ses filiales immobilières.

Relevé des placements au 31 décembre 1982 (en milliers de dollars)

22

Fonds «O» — obligations

Valeur Inscrite %	Ventilation des portefeuilles	Valeur nominale	Valeur Inscrite	Valeur de réalisation	Rendement ¹ %	Variation nette en 1982 (valeur Inscrite)
	Émises ou garanties par le gouvernement du Canada					
3,17	Gouvernement du Canada	128 420	118 791	128 013	12,76	(13 410)
0,13	Autres	5 000	5 000	5 475	14,50	5 000
3,30		133 420	123 791	133 488	12,83	(8 410)
	Émises ou garanties par le gouvernement du Québec					
20,73	Gouvernement du Québec	786 284	776 909	804 844	13,26	198 943
10,15	Hydro-Québec	395 546	380 354	410 322	14,08	114 236
0,26	Sidbec	10 000	9 969	8 895	10,64	1
31,14		1 191 830	1 167 232	1 224 061	13,50	313 180
	Garanties par octroi					
0,57	Cegeps	21 976	21 443	20 546	11,71	3 841
0,76	Hôpitaux	28 606	28 386	29 398	15,30	6 161
1,14	Universités	43 451	42 748	43 439	14,62	10 844
0,46	Centres de services sociaux	17 290	17 103	19 523	17,59	269
2,93		111 323	109 680	112 906	14,69	21 115
	Municipales et scolaires					
3,48	Municipalités et organismes municipaux	133 234	130 225	129 391	13,56	5 534
0,73	Commissions scolaires	27 908	27 443	25 360	11,42	11
4,21		161 142	157 668	154 751	13,19	5 545
—	Autres gouvernements	—	—	—	—	(1 616)
3,23	Entreprises	129 688	121 161	113 494	11,58	(19 787)
44,81	Total des obligations du fonds «O»	1 727 403	1 679 532	1 738 700	13,36	310 027

Fonds «G» — obligations gouvernementales

	Émises ou garanties par le gouvernement du Québec					
1,60	Gouvernement du Québec	60 000	59 917	53 220	9,83	2
0,38	Hydro-Québec	14 600	14 229	12 227	10,48	5
1,98		74 600	74 146	65 447	9,96	7
	Garanties par octroi					
0,10	Cegeps	3 690	3 623	3 428	10,54	11
0,05	Hôpitaux	1 800	1 773	1 652	10,40	4
0,06	Universités	2 550	2 492	2 044	10,46	2
0,21		8 040	7 888	7 124	10,49	17

	Municipales et scolaires					
0,49	Municipalités et organismes municipaux	18 647	18 339	16 004	10,51	(1 270)
0,06	Commissions scolaires	2 313	2 284	2 161	10,45	5
0,55		20 960	20 623	18 165	10,50	(1 265)
2,74	Total des obligations du fonds «G»	103 600	102 657	90 736	10,11	(1 241)

Fonds «A» — actions et valeurs convertibles

7,68	Mines et métaux	—	287 967	210 079	1,22	29 912
0,22	Aurifères	—	8 262	10 419	1,08	1 721
3,59	Pétrole et gaz naturel	—	134 460	144 602	3,63	30 039
1,69	Papiers et produits forestiers	—	63 194	44 848	3,64	2 947
2,53	Produits de consommation	—	94 930	124 481	5,64	1 461
2,06	Production industrielle	—	77 001	101 268	4,68	9 541
—	Immeuble et construction	—	—	—	—	—
2,51	Transports	—	94 163	102 109	4,23	25 679
1,30	Pipe-lines	—	48 706	54 232	5,46	20 434
1,76	Services publics	—	66 087	76 913	11,51	(13 652)
0,50	Communications	—	18 744	25 274	4,37	1 609
1,03	Distribution et services	—	38 668	52 324	4,81	2 664
4,52	Services financiers	—	169 196	235 356	8,55	35 995
0,53	Sociétés de gestion	—	20 003	23 397	5,09	11 070
29,92	Total des actions et valeurs convertibles du fonds «A»	—	1 121 381	1 205 302	4,65	159 420

Fonds «H» — financements hypothécaires

	Habitations					
13,07	Hypothèques assurées	—	490 050	485 755	12,25	11 014
0,63	Hypothèques ordinaires	—	23 573	23 947	13,28	(1 081)
13,70		—	513 623	509 702	12,30	9 933
2,06	Immeubles commerciaux	—	77 228	72 254	11,73	(5 537)
0,72	Bâtiments industriels	—	26 817	25 901	12,13	(2 432)
16,48	Financements hypothécaires	—	617 668	607 857	12,22	1 964
0,00	Investissements immobiliers	—	243	202	—	(68)
16,48	Total des financements hypothécaires et investissements immobiliers du fonds «H»	—	617 911	608 059	12,22	1 896
93,95	Total des placements à long terme des fonds spécialisés	—	3 521 481	3 642 797	10,29	470 102
6,05	Dépôts des fonds spécialisés au fonds général	—	226 907	226 907	9,83	213 470
100,00	Total des placements	—	3 748 388	3 869 704	10,26	683 572

¹ Le rendement des obligations, débetures et financements hypothécaires est le rendement à l'échéance; celui des actions est le rendement du dividende sur la valeur au coût; celui des investissements immobiliers représente les revenus courants sur le montant investi. Dans aucun de ces cas, il n'est tenu compte des profits et pertes sur ventes de valeurs.

Fonds particulier

Relevé des placements au 31 décembre 1982 (en milliers de dollars)

23

Obligations

Valeur inscrite %	Ventilation des portefeuilles	Valeur nominale	Valeur inscrite	Valeur de réalisation	Rendement ¹ %	Variation nette en 1982 (valeur inscrite)
	Émises ou garanties par le gouvernement du Canada					
7,98	Gouvernement du Canada	124 070	114 660	118 217	11,96	4 431
0,10	Autres	1 500	1 502	1 590	15,71	1 502
8,08		125 570	116 162	119 807	12,00	5 933
	Émises ou garanties par le gouvernement du Québec					
27,70	Gouvernement du Québec	400 050	398 163	366 076	11,20	19 351
13,66	Hydro-Québec	199 260	196 265	184 807	11,63	27 509
0,35	Sidbec	5 000	4 985	4 434	10,59	1
41,71		604 310	599 413	555 317	11,33	46 861
	Garanties par octroi					
0,85	Cegeps	12 447	12 236	11 540	10,97	32
0,43	Hôpitaux	6 315	6 198	6 203	12,13	(4)
1,34	Universités	19 587	19 172	16 319	10,64	18
0,31	Centres de services sociaux	4 500	4 446	4 584	13,68	—
2,93		42 849	42 052	38 646	11,27	46
	Municipales et scolaires					
4,28	Municipalités et organismes municipaux	63 370	61 499	57 859	11,47	134
2,07	Commissions scolaires	30 219	29 819	27 670	10,94	(284)
6,35		93 589	91 318	85 529	11,30	(150)
8,83	Entreprises	130 012	126 930	115 451	11,10	(6 951)
67,90	Total des obligations	996 330	975 875	914 750	11,38	45 739
	Financements hypothécaires					
	Habitations					
1,00	Hypothèques assurées	—	14 368	15 811	17,68	14 234
0,48	Hypothèques ordinaires	—	6 938	7 441	16,91	6 244
1,48		—	21 306	23 252	17,43	20 478
2,30	Immeubles commerciaux	—	33 023	35 770	18,96	5 112
0,28	Bâtiments industriels	—	3 940	4 182	17,82	3 664
4,06	Total des financements hypothécaires	—	58 269	63 204	18,32	29 254
71,96	Total des titres à revenu fixe	—	1 034 144	977 954	11,77	74 993

Financements hypothécaires

Actions et valeurs convertibles

2,52	Mines et métaux	—	36 173	33 801	2,05	10 531
0,20	Aurifères	—	2 948	3 685	1,03	769
2,71	Pétrole et gaz naturel	—	38 961	39 997	3,33	16 785
0,53	Papiers et produits forestiers	—	7 585	5 341	4,48	308
1,94	Produits de consommation	—	27 839	34 422	5,88	15 980
1,52	Production industrielle	—	21 818	25 153	4,07	11 126
—	Immeuble et construction	—	—	—	—	—
1,49	Transports	—	21 460	20 607	3,75	10 244
0,91	Pipe-lines	—	13 095	15 435	6,17	8 566
1,02	Services publics	—	14 594	18 003	11,42	5 984
0,40	Communications	—	5 684	5 847	3,29	3 702
0,49	Distribution et services	—	7 071	8 832	3,69	3 412
3,46	Services financiers	—	49 697	62 971	8,26	30 214
0,42	Sociétés de gestion	—	6 100	6 300	4,59	3 924
17,61	Total des actions et valeurs convertibles	—	253 025	280 394	5,16	121 545
17,61	Total des titres à revenu variable	—	253 025	280 394	5,16	121 545
89,57	Total des placements à long terme	—	1 287 169	1 258 348	10,47	196 538
10,43	Dépôts au fonds général	—	149 959	149 959	9,83	45 338
100,00	Total des placements	—	1 437 128	1 408 307	10,40	241 876

¹ Le rendement des obligations, débetures et financements hypothécaires est le rendement à l'échéance; celui des actions est le rendement du dividende sur la valeur au coût; celui des investissements immobiliers représente les revenus courants sur le montant investi. Dans aucun de ces cas, il n'est tenu compte des profits et pertes sur ventes de valeurs.

Date de l'offre	Nature	Valeur nominale	Date d'échéance	Taux nominal	Rendement à l'échéance	Achats par la Caisse de dépôt Prix (valeur nominale)	
		\$					\$
5 février	Privée	150 000 000	15 février 1986	16,50	16,50	100,00	150 000 000
22 février	Publique	175 000 000	22 mars 1987-1997	16,25-16,50	16,50-16,31	99,17	75 000 000
13 juillet	Privée	150 000 000	1 mai 1988	17,20	17,20	100,00	150 000 000
23 août	Privée	125 000 000	8 septembre 1989	15,25	15,25	100,00	125 000 000
14 octobre	Privée	150 000 000	18 avril 1989	14,45	14,45	100,00	150 000 000
1 novembre	Privée	150 000 000	10 novembre 1987	12,75	12,75	100,00	150 000 000
24 novembre	Publique	160 000 000	22 décembre 1992	12,75	12,79	99,75	75 000 000
		1 060 000 000	Total — Gouvernement du Québec				875 000 000
27 juillet	Privée	100 000 000	20 février 1993	16,90	16,90	100,00	100 000 000
23 août	Publique	154 000 000	15 septembre 1987	15,25	15,32	99,75	50 000 000
		254 000 000	Total — Hydro-Québec				150 000 000
		1 314 000 000	Total				1 025 000 000

Répartition entre les fonds des achats par la Caisse de dépôt de nouvelles obligations émises ou garanties par le gouvernement du Québec sur le marché canadien

(valeur nominale — en millions de dollars)

Années terminées le 31 décembre	Fonds général	Fonds spécialisés	Fonds particulier	Total	Émissions	
					Privées	Publiques
1966-1977	2 624,7	196,9	116,0	2 937,6	1 573,0	1 364,6
1978	555,5	89,0	125,5	770,0	585,0	185,0
1979	837,0	121,0	132,0	1 090,0	910,0	180,0
1980	1 030,0	185,0	160,0	1 375,0	1 050,0	325,0
1981	815,0	230,0	5,0	1 050,0	725,0	325,0
1982	785,0	240,0	—	1 025,0	825,0	200,0
Total	6 647,2	1 061,9	538,5	8 247,6	5 668,0	2 579,6

26

Achats par la Caisse de dépôt de nouvelles obligations émises ou garanties par le gouvernement du Québec sur le marché canadien

(valeur nominale — en millions de dollars)

Années terminées le 31 décembre	Gouvernement du Québec	Hydro-Québec	Autres émetteurs	Total
1966-1977	1 842,2	949,3	146,1	2 937,6
1978	585,0	185,0	—	770,0
1979	775,0	315,0	—	1 090,0
1980	975,0	400,0	—	1 375,0
1981	900,0	150,0	—	1 050,0
1982	875,0	150,0	—	1 025,0
Total	5 952,2	2 149,3	146,1	8 247,6

27

Achats par la Caisse de dépôt de nouvelles obligations d'émetteurs du secteur public québécois sur le marché canadien

(valeur nominale — en millions de dollars)

Années terminées le 31 décembre	Municipalités et organismes municipaux	Commissions scolaires	Garanties par octroi				Centres de services sociaux	Total
			Cegeps	Hôpitaux	Universités	Commissions scolaires		
1966-1977	112,7	52,5	32,0	17,5	32,8	—	—	247,5
1978	24,1	12,3	—	17,4	1,3	—	—	55,1
1979	54,7	9,3	0,7	0,7	2,3	—	—	67,7
1980	64,6	15,8	2,4	7,6	6,5	—	13,9	110,8
1981	67,5	5,2	1,7	11,7	30,0	—	25,0	141,1
1982	36,4	—	1,5	15,8	9,9	7,1	1,3	72,0
Total	360,0	95,1	38,3	70,7	82,8	7,1	40,2	694,2

Au 31 décembre 1982, la Caisse de dépôt détenait dans l'ensemble de ses portefeuilles de titres obligataires des valeurs émises par 272 municipalités et organismes municipaux; 123 commissions scolaires; 38 cegeps; 8 universités; 72 hôpitaux et 4 centres de services sociaux.

Rendements

28 Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds général

	Dépôts moyens (en milliers de dollars)	Intérêts versés ou dus (en milliers de dollars)	Rendement en pourcentage		
			1982	1981	1980
Dépôts à vue	339 781	47 642	14,021	18,221	11,759
Dépôts à terme	232 509	34 001	14,624	17,536	10,947
Dépôts à participation	9 467 912	1 029 665	10,875	10,500	9,586

29 Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds particulier

	Dépôts moyens (en milliers de dollars)	Intérêts versés ou dus (en milliers de dollars)	Rendement en pourcentage		
			1982	1981	1980
Dépôts à vue	86 303	12 298	14,250	18,954	14,495
Dépôts à terme	—	—	—	—	13,949
Dépôts à participation ¹	1 315 046	141 368	10,752	10,929	10,587

¹ Les dépôts à participation comprennent les revenus à verser au déposant pour les exercices 1978 et 1979.

30 Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds spécialisé d'obligations (Fonds «O»)

	Dépôts moyens (en milliers de dollars)	Intérêts versés ou dus (en milliers de dollars)	Rendement en pourcentage		
			1982	1981	1980
Dépôts à vue	68 284	9 665	14,154	18,553	14,083
Dépôts à terme	—	—	—	17,500	12,660
Dépôts à participation ¹	1 620 290	203 516	12,560	11,771	10,965

¹ Les dépôts à participation comprennent les revenus accumulés au 31 décembre 1979.

31 Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds spécialisé d'obligations gouvernementales (Fonds «G»)

	Dépôts moyens (en milliers de dollars)	Intérêts versés ou dus (en milliers de dollars)	Rendement en pourcentage		
			1982	1981	1980
Dépôts à vue	4 950	696	14,058	18,139	12,667
Dépôts à terme	—	—	—	—	—
Dépôts à participation ¹	111 409	11 042	9,911	10,041	9,887

¹ Les dépôts à participation comprennent les revenus accumulés au 31 décembre 1979.

32 Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds spécialisé d'actions (Fonds «A»)

	Dépôts moyens (en milliers de dollars)	Intérêts versés ou dus (en milliers de dollars)	Rendement en pourcentage		
			1982	1981	1980
Dépôts à vue	46 722	6 403	13,705	17,316	12,569
Dépôts à terme	—	—	—	16,500	14,371
Dépôts à participation ¹	1 007 650	59 102	5,865	7,273	8,217

¹ Les dépôts à participation comprennent les revenus accumulés au 31 décembre 1979.

33 Rendement sur les diverses catégories de dépôts moyens au fonds spécialisé d'hypothèques (Fonds «H»)

	Dépôts moyens (en milliers de dollars)	Intérêts versés ou dus (en milliers de dollars)	Rendement en pourcentage		
			1982	1981	1980
Dépôts à vue	11 196	1 242	11,097	(18,463)	13,336
Dépôts à terme	—	—	—	—	—
Dépôts à participation ¹	630 707	75 172	11,919	11,164	10,454

¹ Les dépôts à participation comprennent les revenus accumulés au 31 décembre 1979.

Déposants

34

Avoir des déposants exprimé à la valeur de réalisation au 31 décembre 1982

(en milliers de dollars)

Régie des rentes du Québec
Commission administrative du régime de retraite
Régime de retraite des employés du gouvernement
et des organismes publics
Compte N° 1
Compte N° 2
Régime général de retraite des maires et
conseillers des municipalités du Québec
Régimes particuliers

Régie de l'assurance automobile du Québec
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Office de la construction du Québec

Régime supplémentaire de rentes pour les
employés de l'industrie de la construction du
Québec

Régie des assurances agricoles du Québec
Assurance-récolte du Québec
Régimes d'assurance-stabilisation des revenus
agricoles

Régime supplémentaire de rentes de l'Université
du Québec

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Fonds d'indemnisation automobile du Québec

Régie des marchés agricoles du Québec

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Total 1982

1981

1980

1979

	Dépôts à participation				Portefeuilles à gestion distincte	Total de l'avoir à long terme	Dépôts à vue et à terme (net)	Intérêts et revenus courus	Avoir des déposants		Variation nette en 1982
	Fonds général	Fonds spécialisés	Fonds particulier	Total partiel					Montant	Pourcentage	
Régie des rentes du Québec	8 327 005	—	—	8 327 005	—	8 327 005	70 658	223 329	8 620 992	53,77	2 227 815
Commission administrative du régime de retraite Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	—	2 194 600	—	2 194 600	—	2 194 600	21 714	19 503	2 235 817	13,94	739 844
<i>Compte N° 1</i>	—	523 101	—	523 101	5 957	529 058	17 360	4 869	551 287	3,44	174 976
<i>Compte N° 2</i>	—	7 867	—	7 867	—	7 867	66	79	8 012	0,05	2 963
Régime général de retraite des maires et conseillers des municipalités du Québec	—	12 273	—	12 273	—	12 273	166	125	12 564	0,08	5 574
Régimes particuliers	—	2 737 841	—	2 737 841	5 957	2 743 798	39 306	24 576	2 807 680	17,51	923 357
Régie de l'assurance automobile du Québec	1 606 157	—	—	1 606 157	—	1 606 157	34 677	43 410	1 684 244	10,51	669 905
Commission de la santé et de la sécurité du travail	49 748	—	1 408 766	1 458 514	95 730	1 554 244	48 646	33 072	1 635 962	10,20	517 889
Office de la construction du Québec	—	—	—	—	—	—	22 000	230	22 230	0,14	9 071
Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	—	1 136 033	—	1 136 033	16 265	1 152 298	24 195	11 410	1 187 903	7,41	272 867
Régie des assurances agricoles du Québec	—	—	—	—	—	—	16 301	169	16 470	0,10	6 198
Assurance-récolte du Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles	—	—	—	—	—	—	15 455	142	15 597	0,10	(2 194)
Régime supplémentaire de rentes de l'Université du Québec	—	24 813	—	24 813	—	24 813	0	236	25 049	0,16	1 486
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	11 049	—	—	11 049	—	11 049	2 085	362	13 496	0,08	2 449
Fonds d'indemnisation automobile du Québec	2 148	—	—	2 148	—	2 148	1 565	73	3 786	0,02	(7 398)
Régie des marchés agricoles du Québec	—	—	—	—	—	—	142	1	143	0,00	(1 383)
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	—	—	—	—	—	—	17	0	17	0,00	17
Total 1982	9 996 107	3 898 687	1 408 766	15 303 560	117 952	15 421 512	275 047	337 010	16 033 569	100,00	4 620 079
1981	7 101 997	2 680 895	914 432	10 697 324	108 598	10 805 922	292 267	315 301	11 413 490	—	—
1980	7 041 284	2 467 216	795 674	10 304 174	131 446	10 435 620	207 529	265 834	10 908 983	—	—
1979	6 164 068	1 941 668	669 933	8 775 669	147 182	8 922 851	104 531	166 709	9 194 091	—	—

Investissements spécifiques

35

Alcan Aluminium Limitée
Algoma Limitée, Aciers
AMCA International Limitée
Banque Canadienne Impériale de Commerce ordinaires
warrants
Banque Continentale du Canada
Banque Continentale, Société d'hypothèques
Banque de Montréal ordinaires
warrants
privilegiées A
Banque de Nouvelle-Écosse, La
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal, La
Banque Mercantile du Canada, La
Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada, La
Banque Toronto-Dominion, La
Bell Canada
Bow Valley Industries Ltd.
Brascade Inc., Placements ordinaires
privilegiées A, B, C, D
Brunswick Mining and Smelting Corporation Limited
C-I-L Inc.
Camchib Inc., Les Ressources
Campbell Red Lake Mines Limited
Campeau Corporation
Canadian Occidental Petroleum Ltd.
Canadian Tire Corporation, Limited
Canadien Pacifique Limitée
Canadien Pacifique Limitée, Les Entreprises
Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited
Ciments Canada Lafarge Ltée
Cominco Ltée
Consolidated-Bathurst Inc.
Coopérative Fédérée de Québec
Corporation de Crédit Bail Banque de Montréal
Corporation de Gestion La Vérendrye Classe A
Classe B

Delta — des gouverneurs Inc.

Investissements en actions et obligations d'entreprises au 31 décembre 1982

(valeur de réalisation — en milliers de dollars)

62

(voir note à la fin du tableau)

	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Total
	Nombre d'actions	Montant			
	6 297 946	217 279	—	—	217 279
	338 200	8 370	—	3 346	11 716
	771 800	14 664	—	—	14 664
	2 038 200	66 751	—	6 804	6 804
	104 400	967	—	—	66 751
	—	—	—	—	967
	—	—	—	—	74 522
	—	—	—	16 339	16 339
	—	—	—	5 474	5 474
	2 908 772	77 082	—	—	77 082
	100 000	750	—	—	750
	100 000	2 750	—	—	2 750
	—	—	—	—	80 582
	3 900 100	143 385	2 220	6 612	152 217
	—	—	—	8 445	8 445
	640 000	9 840	—	4 067	13 907
	2 188 563	19 697	—	7 956	27 653
	5 636 173	164 859	10 041	7 130	182 030
	1 746 600	69 427	—	6 257	75 684
	4 291 759	104 612	—	119 527	224 139
	872 600	14 399	—	—	14 399
	—	—	—	—	14 399
	126 000	1 193	—	—	1 193
	447 000	177 848	—	—	177 848
	—	—	—	—	177 848
	—	—	—	—	179 041
	544 800	7 491	—	—	7 491
	315 300	7 094	—	11 964	19 058
	—	—	10 830	—	10 830
	400 400	13 814	—	—	13 814
	—	—	—	28 922	28 922
	323 500	5 175	—	—	5 175
	201 410	10 473	—	6 373	16 846
	7 109 400	255 050	—	3 421	258 471
	2 910 000	52 380	—	—	52 380
	—	—	—	8 713	8 713
	517 000	6 398	2 537	3 748	12 683
	125 500	6 056	—	—	6 056
	840 000	13 440	—	—	13 440
	—	—	—	7 208	7 208
	—	—	—	6 096	6 096
	—	—	—	—	—
	296 576	1 520	—	—	1 520
	108 289	681	—	—	681
	—	—	—	—	2 201
	613 408	—	918	6 028	6 946

Denison Mines Limited	254 900	7 169	—	—	7 169
Dofasco Inc.			—	13 965	13 965
Classe A	717 000	25 095			25 095
					39 060
Dofor Inc.			—	—	—
Classe A	41 000 000	41 000			41 000
Classe B	30 000 000	30 000			30 000
					71 000
Domco Ltée, Les Industries	208 700	605	—	—	605
Dome Mines Limited	550 000	10 588	—	—	10 588
Dominion Textile Inc.	1 608 503	22 519	—	3 448	25 967
Domtar Inc.	4 385 633	88 261	—	185	88 446
Donohue St-Félicien Inc.	—	—	—	9 583	9 583
Falconbridge Limited	83 000	4 025	—	1 756	5 781
G.M. Plastiques Ltée, Groupe			—	3 214	3 214
ordinaires	221 375	1 663			1 663
privilégiées	21 872	2 187			2 187
					7 064
Gaz Métropolitain, inc.	2 014 000	14 098	—	3 739	17 837
Genstar Corporation	661 700	13 399	—	2 434	15 833
Gulf Canada Limitée	4 730 600	69 185	—	2 402	71 587
Hudson, Compagnie de la Baie d'			—	1 006	1 006
ordinaires	195 000	3 559			3 559
privilégiées	202 737	2 813			2 813
					7 378
Imnat Ltée	—	—	—	21 461	21 461
Impériale Ltée, Compagnie pétrolière	2 950 600	84 830	—	9 583	94 413
Inco Limitée	3 138 380	45 899	—	8 460	54 359
Inglis Limitée	60 000	960	6 401	—	7 361
Labatt Limitée, John			19 389	4 347	23 736
Classe A	1 151 400	41 738			41 738
					65 474
Laurentide Ltée, La Financière	—	—	—	5 044	5 044
Logistec Corporation	190 125	951	—	—	951
MacMillan Bloedel Limited			—	—	—
ordinaires	312 564	7 501			7 501
privilégiées B	105 000	2 152			2 152
					9 653
Marine Industries Limitée	—	—	90	9 293	9 383
Molson Limitée, Les Compagnies			1 287	9 864	11 151
Classe A	659 863	23 095			23 095
Classe B	52 400	1 697			1 697
					35 943
Moore Corporation Limited	977 200	50 325	—	—	50 325
Noranda Limitée, Mines	180 000	3 510	—	2 484	5 994
Norcen Limitée, Ressources énergétiques	1 680 000	48 931	—	921	49 852
Northern and Central Gas Corporation Limited	—	—	55 677	—	55 677
Northern Telecom Limited	752 500	64 245	—	—	64 245
Nova, an Alberta Corporation	8 760 200	77 747	—	64	77 811
Oshawa Group Limited, The			—	—	—
Classe A	444 300	10 273			10 273
					10 273
PanCanadian Petroleum Limited	377 600	32 851	—	—	32 851
Peerless Limitée, Les Tapis	—	—	—	10 751	10 751
Placer Limitée, Mines	633 100	13 454	—	—	13 454
Prenor Ltée, Groupe	543 353	2 309	—	—	2 309

Investissements spécifiques

Investissements en actions et obligations d'entreprises (suite) au 31 décembre 1982 (valeur de réalisation — en milliers de dollars)

64

	Actions		Valeurs convertibles	Obligations	Total
	Nombre d'actions	Montant			
Provigo Inc.	5 787 927	69 455	—	3 038	72 493
Québec-Téléphone	741 881	15 208	—	10 037	25 245
Ranger Oil Limited	2 150 000	15 856	—	—	15 856
Rolland Inc.			—	1 186	1 186
Classe A	115 000	633			633
Classe B	90 600	430			430
					2 249
Seagram Limitée, La Compagnie	1 210 000	109 807	—	6 550	116 357
Shell Canada Limitée			—	14 240	14 240
Classe A	1 674 000	34 735			34 735
					48 975
Sidbec-Normines Inc.	—	—	—	22 667	22 667
Simpson-Sears Limitée			—	4 698	4 698
Classe B	357 500	2 323			2 323
					7 021
Société d'hypothèques de la Banque Royale	—	—	—	5 260	5 260
Société d'investissement Desjardins	77 149	10 785	—	—	10 785
Southam Inc.	677 900	21 693	—	—	21 693
Steinberg Inc.			—	1 200	1 200
Classe A	488 300	13 795			13 795
					14 995
Steico Inc.			1 376	17 111	18 487
Classe A	782 000	16 423			16 423
					34 910
Superior Oil Company	515 250	18 227	—	—	18 227
Teck Corporation			—	—	—
Classe B	625 200	6 096			6 096
Télé-Métropole Inc.	395 200	7 311	—	—	7 311
Texaco Canada Inc.	832 000	23 401	—	—	23 401
Thomson Newspapers Limited			—	—	—
Classe A	1 037 500	28 921			28 921
TransCanada PipeLines Limited	1 098 200	29 926	—	53	29 979
Trust Général du Canada	400 250	4 804	—	2 068	6 872
Vidéotron (1979) Ltée	30 000	7 341	—	—	7 341
Walker Resources Ltd., Hiram			—	7 367	7 367
ordinaires	2 701 900	53 363			53 363
privilégiées	985 392	21 556			21 556
					82 286
Westburne International Industries Ltd.	739 600	9 615	—	—	9 615
Westcoast Transmission Company Limited	1 097 000	15 905	—	21	15 926
Weston Limitée, George	231 000	9 759	—	3 739	13 498

Note: Ce tableau comprend les principaux investissements en actions et obligations d'entreprises généralement définis comme ayant une valeur de réalisation supérieure à 5 millions de dollars ainsi que ceux de même nature dans les entreprises dont la Caisse de dépôt détient plus de 10% des droits de vote. Il est sujet aux normes de divulgation applicables à la liste annuelle de tels investissements.

La liste annuelle ne doit comporter aucune information susceptible de nuire aux opérations de la Caisse de dépôt, à ses intérêts économiques ou à sa compétitivité; ou de révéler un projet de transaction, une transaction ou une série de transactions en cours; ou de causer un préjudice à une entreprise. En conséquence, il peut occasionnellement exister des variations entre les investissements reflétés dans la liste annuelle et ceux inscrits aux registres de la Caisse de dépôt au 31 décembre. Toutefois, lorsqu'il est possible de le faire sans contrevenir aux normes qui précèdent, la liste annuelle doit faire état du montant total de ces variations, calculé à la valeur de réalisation des titres pertinents. En fin d'exercice, ce montant s'établissait à 1,132 million de dollars. N'est pas inclus dans la liste l'investissement effectué dans toute société fermée (selon la définition de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec) qui n'a pas donné son accord à la divulgation.

Financements hypothécaires en cours au 31 décembre 1982 dont le montant était à l'origine supérieur à 5 000 000 \$

Entreprises ou organismes	Adresse	Localité	Montant initial (en dollars)	Année
Aménagement Westcliff Ltée	861, rue Principale	Granby	12 671 222	1981
Bois-Fontaine Inc.	880, chemin Sainte-Foy	Québec	7 180 000	1981
Carrefour de l'Estrie Inc.	3100, boulevard Portland	Sherbrooke	15 000 000	1974
Centre Commercial Victoriaville Ltée	475, boulevard Jutras est	Victoriaville	7 700 000	1977
Centre Métro Inc.	2020, rue University	Montréal	7 000 000	1974
Commonwealth Holiday Inns of Canada Ltd.	395, rue de la Couronne	Québec	6 721 250	1981
Compagnie Canaprev Inc., La	700, boulevard Dorchester ouest	Montréal	14 200 000	1982
Entrepôts Frigorifiques A.F.C. Ltée, Les	5757, chemin Saint-François	Saint-Laurent	5 200 000	1981
Gestion DWS Hines Ltée	1801, avenue McGill College	Montréal	15 000 000	1978
Groupe Ro-Na Inc., Le	12504, rue Nobel	Boucherville	6 900 000	1982
Immeubles Alliance Ltée, Les	680, rue Sherbrooke ouest	Montréal	10 000 000	1977
Investec Inc.	85, rue Sainte-Catherine ouest	Montréal	5 700 000	1977
Ivanhoe Inc. et Kerrybrooke Development Ltd.	2100, boulevard Lapinière	Brossard	23 500 000	1978
Jardins Mérici Inc., Les	7, Jardins de Mérici	Québec	11 920 000	1976
L'Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie	3800, rue Marly	Sainte-Foy	15 000 000	1979
Place du Royaume Inc.	boulevard Talbot	Chicoutimi	7 800 000	1979
Place Vincent-Massey	351, boulevard Saint-Joseph	Hull	7 440 000	1973
* Placements Immobiliers La Laurentienne, Les	500, Grande-Allée est	Québec	25 000 000	1981
Placements Jonsag	route 170	Jonquière	5 400 000	1981
Promenades Montarville Inc., Les	1001, rue de Montarville	Boucherville	5 800 000	1980
Schaan Properties Limited	101, Place Charles-Lemoyne	Longueuil	6 793 000	1974
Société immobilière Procan	215, rue Saint-Jacques	Montréal	25 000 000	1979
Société municipale d'habitation de Montréal	425, rue Sherbrooke est	Montréal	5 800 000	1980
Université Laval	Cité Universitaire	Québec	7 947 000	1979
			260 672 472	

* Société immobilière dont la Caisse de dépôt détient la moitié du capital-actions ordinaires.

au 31 décembre 1982

37

Localités	Terrains et bâtiments	Valeur de réalisation	Valeur inscrite
Baie-Comeau	Route 138 ouest (Bloc 59, Canton Lafèche)	5 071 000 \$	5 899 917 \$
Baie-Comeau	29, rue Low	30 000	39 730
Charlesbourg	4155, 4 ^e avenue ouest	1 000 000	736 677
Baie-d'Urfé	19 000, route Trans Canada	687 000	748 362
Deux-Montagnes	2801, boulevard des Promenades	5 700 000	9 292 558
Dorval	1345, boulevard Hymus	564 000	655 313
Gaspé	39, Sandy Beach	4 580 000	5 430 802
Hauterive	755 — 757 — 759, rue Amédée	35 000	54 569
Jonquière	3497, boulevard Saint-François	696 000	969 455
Laval	1640, boulevard Saint-Martin	440 000	162 416
Laval	2775, Bovet	774 600	783 068
Laval	2345, Montée Saint-Aubin	1 192 000	1 364 386
Laval	146, rue Malard	30 000	30 629
Montréal	800, boulevard de Maisonneuve est et 501, rue Sherbrooke est	60 800 000	60 534 756
Montréal	1440, rue Sainte-Catherine ouest	10 100 000	9 094 413
Pointe-Claire	241, boulevard Hymus	1 771 000	1 544 092
Pointe-Claire	5901, route Trans Canada	981 500	1 104 883
Port-Cartier	6, rue Bordages	22 000	32 080
Québec	Condominiums Mérici (construction en cours)	562 395	562 395
Québec	690 et 700, boulevard Saint-Cyrille est	28 800 000	28 400 180
Rimouski	80-84, Saint-Germain	3 760 000	2 690 345
Sainte-Foy	1000 et 1020, route de l'Église	10 200 000	9 007 665
Sainte-Foy	2875, boulevard Laurier	8 575 000	7 255 930
Sainte-Foy	2725, rue Dalton et 2700, rue Watt	639 000	542 450
Saint-Laurent	5605 — 15 — 25, Côte de Liesse et 155, rue Authier	995 000	1 121 110
Sept-Iles	36, rue de la Vêrendrye	45 000	51 148
Sept-Iles	18, rue Tanguay	40 000	35 357
Sherbrooke	3333, rue King ouest	558 000	394 886
Ville d'Anjou	10251, boulevard Ray-Lawson	3 600 000	3 058 554
Ville Mont-Royal	Centre d'achats Rockland	21 846 977	21 846 977
Ville Mont-Royal	8191, Montview	1 419 800	1 607 331
Total — Terrains et bâtiments		175 515 272 \$	175 052 434 \$

Localités	Terrains	Valeur de réalisation	Valeur inscrite
Alma	Avenue Dupont	343 000 \$	300 000 \$
Baie-Comeau	232, LaSalle	42 500	40 000
Cap-de-la-Madeleine	300, rue Barkoff	483 000	200 000
Côte Saint-Luc	7600, rue Earle	154 000	80 000
Hull	351, boulevard Saint-Joseph	965 000	560 000
Laval	1716, boulevard des Laurentides	84 500	84 000
Longueuil	1999, boulevard Roland-Therrien	538 000	500 000
Montréal	800, boulevard de Maisonneuve est	1 589 000	2 400 000
Montréal	410, rue Sherbrooke ouest	538 000	249 987
Montréal	5425, rue Casgrain	798 000	230 000
Montréal	625, avenue Président Kennedy	423 000	600 000
Montréal	2020, rue University	1 248 000	1 275 000
Québec	2770, rue Duval	180 000	66 680
Québec	Les Jardins de Mérici Inc.	1 018 277	1 018 277
Québec	Méridc — Chemin Saint-Louis	3 625 000	2 586 276
Québec	Place Haute-Ville	2 500 000	2 500 000
Québec	1805, rue de Grandville	176 500	85 000
Rivière-du-Loup	385, rue Lafontaine	111 000	155 000
Sainte-Foy	2986 — 88 — 90 — 3000 — 02 — 04, rue Laverdure et 3001 — 03 — 05, rue d'Entremont	130 000	100 000
Sainte-Foy	3385, rue Maricourt	51 500	40 000
Sainte-Foy	2280, Chemin Sainte-Foy	173 000	78 029
Sept-Iles	490, boulevard Laure	65 000	71 500
Sept-Iles	791, boulevard Laure	30 000	31 500
Total — Terrains		15 266 277	13 251 249
Total — Investissements immobiliers		190 781 549 \$	188 303 683 \$

Biens sous gestion (valeur inscrite)

	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1976	1975	1974	1973
Fonds général ¹	10 814,3	9 442,5	8 169,1	6 909,7	5 872,8	4 891,0	4 299,1	3 688,9	3 156,4	2 630,9
Fonds spécialisés										
Fonds d'obligations «O»	1 805,0	1 403,9	1 070,2	785,8	599,9	435,9	281,5	161,1	77,6	31,2
Fonds d'obligations gouvernementales «G»	110,9	111,3	112,0	111,1	100,6	91,3	—	—	—	—
Fonds d'actions «A»	1 230,1	979,0	719,1	534,6	343,2	236,1	166,1	99,3	46,8	21,6
Fonds d'hypothèques «H»	672,0	598,6	542,5	478,1	367,5	300,2	172,9	109,7	58,3	33,0
3 818,0	3 092,8	2 443,8	1 909,6	1 411,2	1 063,5	620,5	370,1	182,7	85,8	
Fonds particulier	1 466,3	1 222,1	962,7	750,4	503,6	309,8	—	—	—	—
Portefeuilles à gestion distincte	141,6	157,4	171,9	184,0	200,5	229,8	401,2	246,4	219,4	234,8
16 240,2	13 914,8	11 747,5	9 753,7	7 988,1	6 494,1	5 320,8	4 305,4	3 558,5	2 951,5	

Revenu attribué aux détenteurs de dépôts à participation

Fonds général	1 029,7	863,8	724,9	580,2	455,9	381,1	327,0	262,6	213,4	165,8
Fonds spécialisés										
Fonds d'obligations «O»	203,5	150,1	102,0	58,0	48,9	35,3	24,0	10,3	4,5	1,8
Fonds d'obligations gouvernementales «G»	11,0	11,2	11,0	10,5	9,3	6,0	—	—	—	—
Fonds d'actions «A»	59,1	56,6	49,5	68,6	26,9	12,5	10,1	6,4	2,2	2,1
Fonds d'hypothèques «H»	75,2	61,7	52,8	43,2	32,6	23,9	14,7	8,2	4,3	2,4
348,8	279,6	215,3	180,3	117,7	77,7	48,8	24,9	11,0	6,3	
Fonds particulier	141,4	117,9	88,5	63,0	37,9	23,2	—	—	—	—
Portefeuilles à gestion distincte	11,5	12,5	13,1	13,3	15,7	19,1	27,7	17,3	15,7	9,0
1 531,4	1 273,8	1 041,8	836,8	627,2	501,1	403,5	304,8	240,1	181,1	

Contributions nettes

Fonds général	233,3	295,1	497,3	437,4	475,9	158,4	249,1	265,4	280,9	293,5
Fonds spécialisés	322,9	327,2	292,2	275,0	257,2	287,9	227,5	170,4	86,8	21,3
Fonds particulier et portefeuilles à gestion distincte	85,0	110,0	98,6	150,2	132,5	83,1	116,2	11,0	—	—
641,2	732,3	888,1	862,6	865,6	529,4	592,8	446,8	367,7	314,8	

Contributions nettes des déposants

Régie des rentes du Québec	1,3	132,6	214,1	180,6	212,0	236,1	298,7	254,4	241,1	244,3
Régie de l'assurance automobile du Québec	232,9	192,9	240,8	233,1	261,8	—	—	—	—	—
Commission administrative du régime de retraite Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)										
- Contributions des employés de niveau syndicable	260,5	235,8	217,3	175,0	150,7	144,9	101,0	67,7	34,7	6,8
- Contributions des employés de niveau non syndicable et employeurs	50,1	59,1	41,3	47,3	31,1	64,2	38,9	13,7	0,4	—
310,6	294,9	258,6	222,3	181,8	209,1	139,9	81,4	35,1	6,8	
Office de la construction du Québec Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	13,8	31,1	28,8	54,5	68,9	74,8	84,2	86,8	49,4	11,5
Commission de la santé et de la sécurité du travail	88,4	73,9	157,8	150,2	132,5	83,1	72,5	22,1	22,7	25,2
Autres déposants	(5,8)	6,9	(12,0)	21,9	8,6	(73,7)	(2,5)	2,1	19,3	27,0
641,2	732,3	888,1	862,6	865,6	529,4	592,8	446,8	367,6	314,8	

Contributions nettes des déposants en pourcentage

Régie des rentes du Québec	0,2	18,1	24,1	21,0	24,5	44,6	50,4	57,0	65,6	77,6
Régie de l'assurance automobile du Québec	36,3	26,3	27,1	27,0	30,3	—	—	—	—	—
Commission administrative du régime de retraite Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	48,4	40,3	29,1	25,8	21,0	39,5	23,6	18,2	9,5	2,2
Office de la construction du Québec Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	2,2	4,2	3,2	6,3	7,9	14,1	14,2	19,4	13,4	3,6
Commission de la santé et de la sécurité du travail	13,8	10,1	17,8	17,4	15,3	15,7	12,2	4,9	6,2	8,0
Autres déposants	(0,9)	1,0	(1,3)	2,5	1,0	(13,9)	(0,4)	0,5	5,3	8,6
	100,0									

Fonds confiés par des déposants (valeur inscrite)

Régie des rentes du Québec	8 648,2	7 757,8	6 858,2	5 991,4	5 272,0	4 617,0	4 009,0	3 393,1	2 885,7	2 437,5
Fonds confiés	889,1	767,0	652,7	538,8	443,0	371,9	317,1	253,0	207,1	162,9
Revenu net	1,3	132,6	214,1	180,6	212,0	236,1	298,8	254,4	241,1	244,3
Contributions nettes										
Régie de l'assurance automobile du Québec	1 580,6	1 184,0	873,2	555,9	278,2	—	—	—	—	—
Fonds confiés	163,7	117,9	76,5	44,6	16,4	—	—	—	—	—
Revenu net	232,9	192,9	240,8	233,1	261,8	—	—	—	—	—
Contributions nettes										
Commission administrative du régime de retraite Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	2 582,6	2 035,4	1 557,7	1 166,1	830,5	571,5	312,0	133,2	44,0	6,9
Fonds confiés	236,6	182,8	133,5	113,3	66,0	41,1	21,5	7,7	2,0	0,1
Revenu net	310,6	294,9	258,6	222,3	181,8	209,1	139,9	81,4	35,1	6,8
Contributions nettes										
Office de la construction du Québec Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec	1 181,8	1 052,4	920,4	797,4	670,2	545,9	394,7	280,3	174,8	114,7
Fonds confiés	115,6	100,9	85,3	72,7	55,4	41,3	30,2	18,7	10,7	8,4
Revenu net	13,8	31,1	28,8	54,5	68,9	74,8	84,2	86,8	49,4	11,5
Contributions nettes										
Commission de la santé et de la sécurité du travail	1 683,9	1 445,6	1 221,9	954,6	725,6	539,1	414,9	311,6	267,4	227,7
Fonds confiés	149,9	149,8	109,5	78,8	54,0	41,1	30,8	22,1	17,0	6,9
Revenu net	88,4	73,9	157,8	150,2	132,5	83,1	72,5	22,1	22,7	25,2
Contributions nettes										

Autres statistiques

Frais d'administration (en millions)	11,1	9,5	8,3	7,1	5,9	6,7	4,6	3,9	2,6	2,3
Actif par employé (en millions)	96,1	90,4	83,9	72,8	70,1	53,2	47,1	42,2	41,4	35,1
Nombre de déposants	14	14	14	14	17	14	13	12	11	11
Nombre d'employés	169	154	140	134	114	122	113	102	86	84

¹ Aux fins de ce tableau, l'actif du fonds général a été réduit du montant des dépôts à vue des fonds spécialisés et du fonds particulier ainsi que des intérêts courus sur ceux-ci. Par ailleurs, l'actif des fonds spécialisés et celui du fonds particulier sont réduits, s'il y a lieu, des avances du fonds général et des intérêts courus s'y rapportant. L'actif des filiales immobilières est consolidé au fonds général.

39

Placements (valeur inscrite)

Obligations

Gouvernement du Canada et garanties
Gouvernement du Québec et garanties
Garanties par octroi
Municipales et scolaires
Autres gouvernements
Entreprises

Total des obligations

Financements hypothécaires

Total des titres à revenu fixe

Actions et valeurs convertibles¹

Mines et métaux

Aurifères

Pétrole et gaz naturel

Papiers et produits forestiers

Produits de consommation

Production industrielle

Immeuble et construction

Transports

Pipe-lines

Services publics

Communications

Distribution et services

Services financiers

Sociétés de gestion

Total des actions et valeurs convertibles

Investissements immobiliers

Total des titres à revenu variable

Total des placements à long terme

Dépôts et valeurs à court terme

	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1976	1975	1974	1973
415,5	439,3	626,8	415,7	224,5	125,9	81,5	86,1	43,4	64,5	
8 354,3	7 221,7	6 145,4	4 789,0	3 710,8	2 988,4	2 470,1	1 923,7	1 627,0	1 406,8	
398,7	352,1	287,3	261,8	263,8	254,2	221,4	165,4	138,3	113,8	
788,9	764,3	689,8	619,0	552,4	525,4	422,6	349,5	281,4	233,1	
0,5	4,9	0,9	1,0	1,0	2,1	1,3	1,5	1,4	1,4	
746,6	887,4	964,3	945,9	677,8	593,2	534,5	430,2	361,6	290,6	
10 704,5	9 669,7	8 714,5	7 032,4	5 430,3	4 489,2	3 731,4	2 956,4	2 453,1	2 110,2	
1 085,5	1 104,6	951,0	856,1	652,1	495,7	371,1	301,2	244,8	162,2	
11 790,0	10 774,3	9 665,5	7 888,5	6 082,4	4 984,9	4 102,5	3 257,6	2 697,9	2 272,4	
667,4	591,0	218,5	164,8	181,0	157,1					
17,9	12,0	—	2,5	4,5	5,1					
300,1	228,0	149,6	103,6	105,6	104,0					
236,1	157,6	141,1	119,0	40,7	48,9					
235,0	222,0	181,7	100,3	68,3	57,7					
195,9	165,0	135,2	116,8	106,3	94,1					
1,1	2,3	3,8	5,0	6,2	8,2					
227,5	170,8	95,7	43,7	41,7	36,3					
107,8	58,2	24,9	15,0	32,4	39,4					
161,3	207,8	143,6	143,7	93,6	79,1					
52,8	49,3	38,8	26,7	12,0	5,0					
96,4	92,3	64,9	40,8	46,1	39,1					
397,7	331,0	275,6	197,2	160,9	142,5					
62,6	29,4	23,0	26,6	20,8	24,9					
2 759,6	2 316,7	1 496,4	1 105,7	920,1	841,4	823,8	721,5	656,1	518,6	
187,6	55,3	31,0	25,1	25,4	25,4	25,4	26,0	25,7	23,9	
2 947,2	2 372,0	1 527,4	1 130,8	945,5	866,8	849,2	747,5	681,8	542,5	
14 737,2	13 146,3	11 192,9	9 019,3	7 027,9	5 851,7	4 951,7	4 005,1	3 379,7	2 814,9	
1 168,6	493,0	314,7	535,5	797,6	436,3	272,2	225,3	119,5	85,9	
15 905,8	13 639,3	11 507,6	9 554,8	7 825,5	6 288,0	5 223,9	4 230,4	3 499,2	2 900,8	

Composition en pourcentage de la valeur inscrite des éléments des portefeuilles

Obligations										
Gouvernement du Québec et garanties	52,5	52,9	53,4	50,1	47,4	47,5	47,3	45,4	46,5	48,5
Garanties par octroi	2,5	2,6	2,5	2,7	3,4	4,1	4,2	3,9	4,0	3,9
Municipales et scolaires	5,0	5,6	6,0	6,5	7,0	8,4	8,1	8,3	8,0	8,0
	60,0	61,1	61,9	59,3	57,8	60,0	59,6	57,6	58,5	60,4
Gouvernement du Canada, garanties et autres gouvernements	2,6	3,3	5,4	4,4	2,9	2,0	1,6	2,0	1,3	2,3
Entreprises	4,7	6,5	8,4	9,9	8,7	9,4	10,2	10,2	10,3	10,0
Total des obligations	67,3	70,9	75,7	73,6	69,4	71,4	71,4	69,8	70,1	72,7
Financements hypothécaires	6,8	8,1	8,3	8,9	8,3	7,9	7,1	7,1	7,0	5,6
Total des titres à revenu fixe	74,1	79,0	84,0	82,5	77,7	79,3	78,5	76,9	77,1	78,3
Actions et valeurs convertibles	17,3	17,0	13,0	11,6	11,8	13,4	15,8	17,2	18,8	17,9
Investissements immobiliers	1,2	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8
Total des titres à revenu variable	18,5	17,4	13,3	11,9	12,1	13,8	16,3	17,8	19,5	18,7
Total des placements à long terme	92,6	96,4	97,3	94,4	89,8	93,1	94,8	94,7	96,6	97,0
Dépôts et valeurs à court terme	7,4	3,6	2,7	5,6	10,2	6,9	5,2	5,3	3,4	3,0
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Répartition en pourcentage de la valeur inscrite des placements à long terme

Secteur public	67,6	66,8	69,2	67,5	67,6	66,6	64,6	63,1	61,9	64,6
Secteur privé	32,4	33,2	30,8	32,5	32,4	33,4	35,4	36,9	38,1	35,4
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Valeur de réalisation de l'unité (en dollars)

Fonds général	800	674	784	812	849	851	839	786	774	883
Fonds spécialisés ²										
Fonds d'obligations «O»	1 994	1 644	1 924	2 081	2 085	1 960	1 783	1 516	1 389	1 376
Fonds d'obligations gouvernementales «G»	1 156	914	1 965	1 149	1 158	1 089	—	—	—	—
Fonds d'actions «A»	2 565	2 427	2 924	2 506	1 851	1 445	1 283	1 138	940	1 266
Fonds d'hypothèques «H»	2 073	1 844	1 952	2 048	1 965	1 813	1 647	1 491	1 356	1 235

¹ La Caisse de dépôt a adopté en 1977 la nomenclature qu'utilise la Bourse de Toronto dans sa ventilation des investissements en actions par secteurs d'activité.

² Jusqu'au 31 décembre 1979, les revenus des fonds spécialisés étaient accumulés dans chaque fonds; depuis le 1^{er} janvier 1980, ils sont versés aux déposants.

Fonds général¹

Obligations

Gouvernement du Canada et garanties	174,3	195,5	344,5	216,1	122,3	81,5	56,4	64,2	36,7	57,1
Gouvernement du Québec et garanties	6 463,4	5 688,6	4 904,7	3 905,6	3 070,6	2 538,9	2 208,6	1 799,3	1 534,3	1 317,5
Garanties par octroi	226,2	197,5	170,6	158,1	158,0	156,3	148,2	123,7	103,3	87,8
Municipales et scolaires	460,1	433,8	390,8	355,0	314,8	304,3	267,6	233,4	183,7	141,3
Autres gouvernements	—	2,3	—	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises	490,3	602,9	674,6	682,6	495,5	444,8	420,4	357,3	318,5	261,9

Total des obligations

Financements hypothécaires

Total des titres à revenu fixe

Actions et valeurs convertibles

Investissements immobiliers

Total des titres à revenu variable

Total des placements à long terme

Valeurs à court terme

Total des placements du fonds général

Fonds spécialisés²

Obligations

Gouvernement du Canada et garanties	123,8	132,2	158,3	110,7	59,5	18,3	7,8	10,8	0,8	1,5
Gouvernement du Québec et garanties	1 241,4	928,2	636,4	436,3	319,6	236,6	114,1	44,1	12,1	3,0
Garanties par octroi	117,5	96,4	58,7	50,4	50,6	45,2	31,9	20,0	13,9	5,0
Municipales et scolaires	178,3	174,0	139,0	116,3	92,6	81,0	36,6	21,2	8,8	3,1
Autres gouvernements	—	1,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises	121,2	141,0	142,1	127,3	98,6	87,5	65,3	49,2	32,2	17,6

Total des obligations

Financements hypothécaires

Total des titres à revenu fixe

Actions et valeurs convertibles

Investissements immobiliers

Total des titres à revenu variable

Total des placements à long terme

Dépôts au fonds général

Total des placements des fonds spécialisés

Statistiques financières des dix dernières années pour les placements des divers fonds et portefeuilles

au 31 décembre (valeur inscrite — en millions de dollars)

	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1976	1975	1974	1973
Fonds général¹										
Obligations										
Gouvernement du Canada et garanties	174,3	195,5	344,5	216,1	122,3	81,5	56,4	64,2	36,7	57,1
Gouvernement du Québec et garanties	6 463,4	5 688,6	4 904,7	3 905,6	3 070,6	2 538,9	2 208,6	1 799,3	1 534,3	1 317,5
Garanties par octroi	226,2	197,5	170,6	158,1	158,0	156,3	148,2	123,7	103,3	87,8
Municipales et scolaires	460,1	433,8	390,8	355,0	314,8	304,3	267,6	233,4	183,7	141,3
Autres gouvernements	—	2,3	—	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises	490,3	602,9	674,6	682,6	495,5	444,8	420,4	357,3	318,5	261,9
Total des obligations	7 814,3	7 120,6	6 485,2	5 317,4	4 161,2	3 525,8	3 101,2	2 577,9	2 176,5	1 865,6
Financements hypothécaires	404,1	452,6	417,1	391,6	315,3	269,5	224,4	199,0	197,9	128,9
Total des titres à revenu fixe	8 218,4	7 573,2	6 902,3	5 709,0	4 476,5	3 795,3	3 325,6	2 776,9	2 374,4	1 994,5
Actions et valeurs convertibles	1 384,1	1 221,9	879,4	720,2	612,8	618,3	661,4	638,7	601,9	491,7
Investissements immobiliers	187,4	55,0	31,0	25,1	25,4	25,4	25,4	26,0	25,7	23,9
Total des titres à revenu variable	1 571,5	1 276,9	910,4	745,3	638,2	643,7	686,8	664,7	627,6	515,6
Total des placements à long terme	9 789,9	8 850,1	7 812,7	6 454,3	5 114,7	4 439,0	4 012,4	3 441,6	3 002,0	2 510,1
Valeurs à court terme	791,8	374,9	189,2	316,8	635,7	313,9	207,1	181,5	97,9	75,0
Total des placements du fonds général	10 581,7	9 225,0	8 001,9	6 771,1	5 750,4	4 752,9	4 219,5	3 623,1	3 099,9	2 585,1
Fonds spécialisés²										
Obligations										
Gouvernement du Canada et garanties	123,8	132,2	158,3	110,7	59,5	18,3	7,8	10,8	0,8	1,5
Gouvernement du Québec et garanties	1 241,4	928,2	636,4	436,3	319,6	236,6	114,1	44,1	12,1	3,0
Garanties par octroi	117,5	96,4	58,7	50,4	50,6	45,2	31,9	20,0	13,9	5,0
Municipales et scolaires	178,3	174,0	139,0	116,3	92,6	81,0	36,6	21,2	8,8	3,1
Autres gouvernements	—	1,6	—	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises	121,2	141,0	142,1	127,3	98,6	87,5	65,3	49,2	32,2	17,6
Total des obligations	1 782,2	1 473,4	1 134,5	841,0	620,9	468,6	255,7	145,3	67,8	30,2
Financements hypothécaires	617,7	615,7	525,6	463,8	336,0	225,3	145,1	100,6	44,7	25,3
Total des titres à revenu fixe	2 399,9	2 089,1	1 660,1	1 304,8	956,9	693,9	400,8	245,9	112,5	55,5
Actions et valeurs convertibles	1 121,4	961,9	615,1	382,9	304,2	215,5	150,3	75,6	46,3	18,6
Investissements immobiliers	0,2	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des titres à revenu variable	1 121,6	962,2	615,1	382,9	304,2	215,5	150,3	75,6	46,3	18,6
Total des placements à long terme	3 521,5	3 051,3	2 275,2	1 687,7	1 261,1	909,4	551,1	321,5	158,8	74,1
Dépôts au fonds général	226,9	13,5	123,3	182,1	125,6	98,3	60,6	43,8	21,6	10,9
Total des placements des fonds spécialisés	3 748,4	3 064,8	2 398,5	1 869,8	1 386,7	1 007,7	611,7	365,3	180,4	85,0

Fonds particulier

Obligations										
Gouvernement du Canada et garanties	116,2	110,2	122,4	87,0	40,5	20,5	—	—	—	—
Gouvernement du Québec et garanties	599,4	552,6	547,8	383,3	251,1	137,2	—	—	—	—
Garanties par octroi	42,1	42,0	40,8	34,9	34,7	29,2	—	—	—	—
Municipales et scolaires	91,3	91,5	91,3	73,3	65,0	56,1	—	—	—	—
Autres gouvernements	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Entreprises	126,9	133,9	134,3	118,5	64,7	43,5	—	—	—	—
Total des obligations	975,9	930,2	936,6	697,0	456,0	286,5	—	—	—	—
Financements hypothécaires	58,3	29,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des titres à revenu fixe	1 034,2	959,2	936,6	697,0	456,0	286,5	—	—	—	—
Actions et valeurs convertibles	253,0	131,5	—	—	—	—	—	—	—	—
Investissements immobiliers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des titres à revenu variable	253,0	131,5	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des placements à long terme	1 287,2	1 090,7	936,6	697,0	456,0	286,5	—	—	—	—
Dépôts au fonds général	149,9	104,6	2,2	36,6	36,3	15,7	—	—	—	—
Total des placements du fonds particulier	1 437,1	1 195,3	938,8	733,6	492,3	302,2	—	—	—	—

Portefeuilles à gestion distincte

Obligations										
Gouvernement du Canada et garanties	1,2	1,4	1,6	1,9	2,2	5,6	17,3	11,1	5,9	5,9
Gouvernement du Québec et garanties	50,1	52,3	56,5	63,8	69,5	75,7	147,4	80,3	80,6	86,3
Garanties par octroi	12,9	16,2	17,2	18,4	20,5	23,5	41,3	21,7	21,1	21,0
Municipales et scolaires	59,2	65,0	68,7	74,4	80,0	84,0	118,4	94,9	88,9	88,7
Autres gouvernements	0,5	1,0	0,9	1,0	1,0	2,1	1,3	1,5	1,4	1,4
Entreprises	8,2	9,6	13,3	17,5	19,0	17,4	48,8	23,7	10,9	11,1
Total des obligations	132,1	145,5	158,2	177,0	192,2	208,3	374,5	233,2	208,8	214,4
Financements hypothécaires	5,4	7,3	8,3	0,7	0,8	0,9	1,6	1,6	2,2	8,0
Total des titres à revenu fixe	137,5	152,8	166,5	177,7	193,0	209,2	376,1	234,8	211,0	222,4
Actions et valeurs convertibles	1,1	1,4	1,9	2,6	3,1	7,6	12,1	7,2	7,9	8,3
Total des titres à revenu variable	1,1	1,4	1,9	2,6	3,1	7,6	12,1	7,2	7,9	8,3
Total des placements à long terme	138,6	154,2	168,4	180,3	196,1	216,8	388,2	242,0	218,9	230,7
Valeurs à court terme	—	—	—	—	—	8,4	4,5	—	—	—
Total des placements des portefeuilles à gestion distincte	138,6	154,2	168,4	180,3	196,1	225,2	392,7	242,0	218,9	230,7

1 Aux fins de ce tableau, le total des placements du fonds général a été réduit du montant des dépôts à vue des fonds spécialisés et du fonds particulier. Par ailleurs, le total des placements des fonds spécialisés et celui du fonds particulier sont réduits, s'il y a lieu, des avances du fonds général. Les placements des filiales immobilières sont consolidés au fonds général.

2 Cette rubrique regroupe les placements du fonds spécialisé d'obligations (fonds «O»), du fonds spécialisé d'obligations gouvernementales (fonds «G»), du fonds spécialisé d'actions (fonds «A») et de ceux du fonds spécialisé d'hypothèques (fonds «H»), dont la ventilation au 31 décembre 1982 est fournie au tableau 25.

Design et impression:

Thérien Frères Limitée

Photographie:

Jean-Pierre Beaudin, avec la collaboration de diverses entreprises.

Si vous désirez obtenir un autre exemplaire de ce rapport, veuillez en faire la demande comme suit:

**Direction des communications
Caisse de dépôt et placement du Québec**

1981, avenue McGill College
Montréal (Québec)

H3A 3C7

Télex: (CDPQMTL) 055-61874

Téléphone: (514) 842-3261

La coordination du rapport de gestion a été confiée à la direction des communications.

Le papier utilisé est de fabrication canadienne. La couverture a été lithographiée sur papier Cornwall, deux côtés blanc, substance 12 points, de Domtar Inc. L'intérieur du rapport a été imprimé sur papier Renaissance, substance 160 M, de Rolland inc.

